

« Radio-Télévision »/« Heures locales »

Le Monde

15, rue Valguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14848 - 7 F

- DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Procès exemplaire à Bamako

L'EMPEREUR Bokassa n'est plus seul. Après le Centrafricain, le Mali vient, à son tour, de condamner à la peine capitale son ancien président. Renversé en mars 1991, après vingt-trois ans de « règne » et quatre jours de manifestations violentes - qui firent dans les rues de Bamako plus de cent morts dont il porte la responsabilité - le général Moussa Traoré a-t-il été surpris par le verdict de la cour d'assises ? Ce vendredi 12 février fera date, en tout cas, dans l'histoire de l'Afrique.

Exemplaire, le procès de Bamako rappelle que de nombreux dirigeants africains ont quitté le scène sans avoir à répondre de leurs erreurs ou de leurs crimes. Tous, ou presque, vivent en exil. C'est le cas de l'Ougandais Idi Amin Dada, exilé en Arabie saoudite, du Burundais Jean-Baptiste Bagaza, réfugié en Ouganda, du Tchadien Hissène Habré, en résidence surveillée au Sénégal, de l'Éthiopien Mengistu Haile Mariam, installé au Zimbabwe, ou du Somalien Syaad Barre, réfugié au Nigéria.

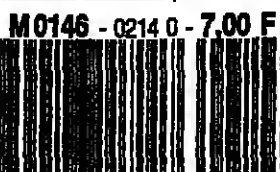
EXCEPTÉ le capitaine Sangaré, tué en octobre 1987, au Burkina-Faso, et le président Samuel Doe, torturé et assassiné en septembre 1990, au Libéria, rares sont les chefs d'État africains qui ont connu une fin sanglante. Tout aussi rares étaient, jusqu'à présent, ceux que l'on traduisait en procès. Mais le vent de démocratie qui souffle sur l'Afrique de l'après-guerre froide est en train de changer la donne. Le long procès-spectacle de Bokassa l'a été, à plus d'un titre, celui de la France - ou de sa mauvaise conscience. Le procès de Bamako est tout autre. Il marque le réveil de la mémoire et de la dignité africaines.

L'expérience des conférences nationales, initiée au Bénin, en 1990, relève du même idéal d'exorcisme. Publiquement dévoué par les confédérés de Brazzaville, l'ancien président du Congo, le général Denis Sassou Nguesso, a su pacifiquement passer la main. Faisant l'économie de ces « grands déballages », plusieurs autres pays, engagés eux aussi sur le chemin de la démocratie, ont fait savoir, par la seule force des urnes, leur volonté de changement. Le dernier exemple en date est celui de Madagascar.

Le procès de Bamako sera peut-être un coup de semonce à quelques tyrans obstinés, qui considèrent encore leur « trône » comme un dû et s'appuyant sur une soldatesque fidèle, s'imaginent inviolables. Et bien des Togolais et des Zaïrois ont sans doute applaudi en entendant le verdict prononcé au Mali. La diversité des situations africaines impose néanmoins la prudence. Le mythe du « chef » - chef de tribu, chef de guerre ou chef d'État - reste profondément ancré, comme le démontre simplement le triste exemple de la Somalie ou celui de l'Angola.

Ce procès, public et contradictoire, est un premier pas important vers l'établissement d'un État de droit. Toutefois, à Bamako, beaucoup espèrent - à juste titre - que cette condamnation à mort sera suivie en peine de prison, comme ce fut le cas en Centrafrique.

Lire nos Informations page 6



La recherche d'un gouvernement d'unité nationale

Relance du dialogue en Afrique du Sud

Après trois jours de discussions au Cap, le gouvernement et l'ANC ont annoncé, vendredi 12 février, d'importants progrès dans les négociations en Afrique du Sud. Celles-ci portent sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la formation d'un gouvernement d'unité nationale après les premières élections législatives multiraciales, qui devraient avoir lieu « aussitôt que possible ». Les négociateurs attendent encore un feu vert pour préparer une conférence nationale prévue en mars.

A pas prudents

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Instruits par l'expérience des échecs précédents, MM. Roelf Meyer et Cyril Ramaphosa, respectivement ministre de la réforme constitutionnelle et secrétaire général de l'ANC, avancent prudemment. L'accord final devant permettre la reprise des négociations multipartites interrompues en mai 1992 n'est pas encore conclu - le contenu des discussions du Cap doit être entériné par le conseil des ministres et la direction de l'ANC, -

mais les progrès n'en sont pas moins patents. « Il y a encore de profonds désaccords sur certaines questions », assure, à l'issue de la réunion, M. Fanus Schoeman, vice-ministre de la réforme constitutionnelle, mais nos positions se sont rapprochées. Ces progrès sont surtout dus aux concessions faites par le gouvernement, maintenant convaincu que, pour relancer la machine économique et éviter la catastrophe, le pays a besoin au plus tôt d'une stabilisation politique.

GEORGES MARION

Lire la suite page 6

'Sarajevo refusant l'aide internationale

La mission de l'ONU est paralysée en Bosnie

La mission du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Bosnie-Herzégovine est de plus en plus compromise en raison de multiples entraves posées par les belligérants. Les forces serbes, notamment, empêchent l'acheminement de l'aide humanitaire aux enclaves musulmanes assiégées dans l'est de la République, ce qui a poussé le gouvernement bosniaque à décider de boycotter l'ensemble de l'aide fournie par la communauté internationale.

Résistance passive au Kosovo

PRISTINA

de notre envoyé spécial

Le nombre contre la force : le Kosovo, province méridionale de la Serbie à population massivement albanaise tenue d'une poigne de fer par le pouvoir serbe, est le théâtre d'une sorte de « course de lézards » dans laquelle chacun des principaux compétiteurs - Serbes et Albanais - s'emploie à user l'autre et à le pousser à la faute tout en évitant soigneusement de passer pour le fendeur de guerre. Mais c'est une course dans laquelle les outsiders sont omniprésents,

susceptibles à tout moment, par leur détermination, de provoquer une explosion dans la région.

Pour lutter contre ce qu'il appelle une « purification ethnique silencieuse », c'est-à-dire une politique serbe délibérée de pressions pour obliger les Albanais à quitter le Kosovo ou les provoquer au soulèvement, M. Ibrahim Rugova, principal leader albanais du Kosovo, prône une résistance passive.

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

Le programme du Front national

Le parti d'extrême droite se donne pour priorité la lutte contre le « mondialisme » et définit les moyens d'une politique « centrée sur l'identité nationale ».

Lire l'article d'OLIVIER BIFFAUD page 7

Un nouveau pas vers la thérapie génique

Des chercheurs français ont greffé des gènes dans des cellules nerveuses.

Lire l'article de CATHERINE VINCENT page 10

DATES

Il y a trente ans, l'assassinat à Bagdad du général Qassem.

page 2

LOIN DES CAPITALES

La gélusité perdue de Chiriguana.

page 6

POINT

Le cinéma en France

page 12

L'ambition retrouvée de M. Léotard

Réélu samedi 13 février maire de Fréjus, l'ancien ministre de la culture reprend sa course vers le pouvoir

par Daniel Carton

Une semaine après son nouveau parti, François Léotard a donc décidé de reprendre, comme il l'avait annoncé, « le chemin de [son] engagement politique local et national ». Comme si la justice l'avait définitivement exoneré. Comme s'il était inscrit que ces sept derniers mois devaient être pour l'ancien novice de la Pierre-qui-Vire son chemin de croix obligé d'avant réélection. Beaucoup demandé, il vient de commencer un tour de France de campagne avec multiples étapes, se promettant de « faire en deux mois ce que Jacques Chirac a fait en quatre mois ».

Après avoir récupéré son siège de maire de Fréjus, il s'est fait le pari de garder à droite les sept circonscriptions du Var pour avoir, lui aussi, « sa Corrèze ». Avant la fin de ce mois, il publiera un programme précis sur ses soixante premiers jours de gouvernement. A défaut de son honneur, François Léotard a retrouvé toutes ses ambitions.

« Je suis corse, combattif, et, quand on me cherche, on me trouve », s'épanchait-il un jour de confiance. Le jugement qui vient de tomber l'a ulcéré. « Je n'accepte pas cette décision », a-t-il déclaré vendredi soir

12 février sur TF1, avant d'annoncer qu'il envisageait de se pourvoir en cassation. M. Léotard refuse d'être « juridiquement innocent, mais moralement coupable ». « Il n'est pas concevable qu'on rende la justice de cette manière dans ce pays », a-t-il ajouté. Je crois à l'indépendance de la justice, mais pas aux caprices des juges. Son entourage dénonce l'injustice des magistrats, tout en trouvant quelque consolation dans les échos sur l'appartement de M. Pierre Bérégovoy on les vacances au soleil de M. Chirac.

Lire la suite page 8

M. Alain Juppé invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

HEURES LOCALES

Paris en 260 millions d'images.

Jeune institution mal connue, la VidéoPhique est la mémoire filmée de la métropole.

Angers : sous la douceur, l'efficacité

L'ancienne capitale de l'Anjou a su s'adapter aux évolutions culturelles et économiques, sans éprouver le besoin de la faire savoir.

Avec les pages « Régions » et « Île-de-France », le dossier, les Informations pratiques, le débat.

Lire pages 19 à 28

Le sommaire complet se trouve page 18

Le Monde des DEBATS

Le Monde

L'EUROPE FACE À LA GUERRE

La Communauté a-t-elle la volonté politique et les moyens militaires de mettre fin à la guerre yougoslave et de prévenir les conflits qui risquent de se développer en d'autres points du continent ?

LA RUSSIE DE L'AN II

Helène Carrère d'Encausse, le diplomate Youri Roubinski et Michel Tatu croisent leurs analyses sur l'avenir de l'ex-URSS.

Numéro de février 1993 - 30 F.

L'huître et les plaideurs

VOUS EN VOULEZ ?
TOUT EST
REVENU
DANS
L'ORDRE !



Lire d'autre part l'article d'ANNICK COJEAN : « L'huître, la toxine et les journalistes », page 15

Les dollars du sida

Le gouvernement français voudrait régler définitivement le contentieux avec les Américains sur la découverte du virus

par Franck Nouchi

La controverse sur la découverte du virus du sida et la mise au point des tests de dépistage qui oppose l'Institut Pasteur de Paris et l'administration américaine n'en finit pas. Elle a déjà eu des conséquences négatives sur la recherche. Elle entraîne aussi d'énormes intérêts financiers.

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à M^{me} Donna Shalala, nouveau secrétaire américain à la santé, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, réaffirme le souhait du gouvernement français de mettre un terme à cette querelle. « Seul un règlement définitif de cette affaire fondé sur le droit et sur la réalité des contributions inventives de chacun peut permettre l'apurement de ce contentieux regrettable », écrit-il. Combien de temps encore l'administration améri-

caine va-t-elle continuer à feindre d'ignorer les demandes françaises de réexamen de l'accord conclu le 31 mars 1987 à Washington ? Ce texte paraphé par MM. Reagan et Chirac concerne la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage entre l'Institut national de la santé américain (NIH) et l'Institut Pasteur de Paris.

De l'avis de plusieurs observateurs, il ne fait guère de doute que la récente publication du rapport du département de la santé accusant le professeur Robert Gallo de « mauvaise conduite scientifique » est un signe tangible d'une évolution prochaine de la position américaine. Rien ne permet pour autant d'affirmer que les revendications françaises seront acceptées.

Lire la suite page 10

DATES

Il y a trente ans

L'assassinat à Bagdad du général Qassem

par Mouna Naim

« L'ARMÉE a anéanti aujourd'hui le régime de l'ennemi du peuple, Abdel Karim Qassem, ce régime qui a divisé le pays, qui a persécuté les citoyens, qui a poignardé dans le dos les mouvements de la libération arabe, qui n'empêché les progrès du peuple. C'était il y a trente ans, à Bagdad, le 8 février 1963.

Dans son premier communiqué annonçant le coup d'Etat qui venait de renverser le régime du général Abdel Karim Qassem, le Conseil national de la révolution se définissait trois objectifs : « Réaliser l'union nationale... faire participer le peuple au gouvernement du pays et faire régner la loi. »

On a écrit que le putsch était mal préparé et que les auteurs avaient eu la chance de leur côté. Il n'en demeure pas moins qu'il aura suffi de quelques heures aux insurgés pour prendre le pouvoir, alors même que le général Qassem avait senti le vent. « Je sais qu'il y a parmi vous certains qui préparent un complot », avait-il dit en décembre aux officiers des blindés, qu'il s'était fait des ennemis au sein de toutes les formations politiques, qu'il avait déjà été en octobre 1959 la cible d'un attentat manqué, au cours duquel il avait été blessé au bras et brûlé à la main droite. Le hasard de l'histoire aura voulu que, parmi les protagonistes de l'attentat, se soit trouvé un certain Saddam Hussein - aujourd'hui président de l'Irak - militant anonyme du parti Baas, qui, avec d'autres, réussit à prendre la fuite en Syrie puis au Liban. La biographie officielle de l'actuel chef de l'Etat irakien souligne cet épisode pour mettre en valeur son courage et sa dévotion à son pays.

Le lieu de toutes les violences

La capitale irakienne se réveillait à peine en ce vendredi 8 février, jour de repos hebdomadaire, lorsqu'un petit groupe de jeunes officiers s'empara de la station émettrice de Radio-Bagdad, Classic. Au même moment, en un autre lieu de la capitale irakienne, le commandant de l'aviation était forcé, sous la menace des armes d'un autre groupe d'officiers, de signer un ordre de bombardement aérien du ministère de la défense, lieu de résidence habituelle du général Qassem, qui vivait en véritable ascète, ne prenant que trois ou quatre heures de repos par jour. Une fois le document signé, le chef de l'armée de l'air était tué d'une rafale de mitrailleuse.

Dès lors, tout s'enchaîna. Une importante base aérienne et de blindés située au sud-ouest de Bagdad, le camp Rachid, était neutralisée par un raid aérien. La voie était désormais ouverte vers le ministère de la défense, qui fut pris pour cible.

Surpris par l'attaque, le général Qassem, qui s'était rendu très tôt chez sa mère, réussit à rejoindre le ministère, pour s'y retrancher avec quelque deux mille hommes, des troupes de choc, en vue d'organiser

la défense. Alors que la radio, aux mains des putschistes, annonçait déjà la mort du général, la télévision, qui échappait encore à leur contrôle, affirmait le contraire - jusqu'à ce qu'un bombardement aérien l'ait réduite au silence. En début d'après-midi, les blindés entraient en jeu.

Le général Qassem ne s'est rendu que le lendemain, à 6 heures, aux insurgés qu'il avait tenté, sans succès, de convaincre de le laisser quitter l'Irak. Il fut exécuté vers 13 h 30 le jour même, après avoir été sommairement condamné à mort par la cour martiale immédiatement réunie. L'annonce de l'annonce de sa mort revint à la fille du général Nazem Tahajjal, qui avait été condamné à mort - à la suite d'une tentative de coup d'Etat pro-nassérien en mars 1959 - et exécuté, et auquel le général Qassem avait refusé sa grâce. Elle fit son annonce avec « des cris hystériques... une voix

[qui] tremblait à la fois de joie et d'émotion », écrivait l'AFP. Elle « pouvait à peine par moment articuler ses mots ».

L'Irak, ancienne Mésopotamie, berceau de civilisation et... lieu de toutes les violences, ici peut-être plus que partout ailleurs, « qui gouverne par le fer et le feu », ironie ou logique de l'Histoire? L'un des dirigeants du Conseil national de la révolution, qui venait de prendre le pouvoir, n'était autre que l'ex-compagnon d'armes du général Qassem, le colonel Abdel Salam Aref, que le « zaim al-awlad » (dirigeant unique) avait d'abord fait exiler, puis arrêté, puis condamner à mort... mais qu'il avait gracié. Et c'est avec ce frère-ennemi que, avant sa reddition, le général Qassem avait tenté de négocier un sauf-conduit pour quitter le pays.

« Qassem essaya de marchander en faisant appel à notre vieille amitié. Je le connaissais trop... Ce n'était

qu'une ruse. Je lui ai répondu : ne soyez pas comme Saddam ». Elle « pouvait à peine par moment articuler ses mots ».

Le tandem Qassem-Aref, ou la cheville ouvrière du coup d'Etat qui, le 14 juillet 1958, avait mis fin à la monarchie en Irak et marqué l'avènement de la république; un coup d'Etat sanglant, au cours duquel le jeune roi Fayçal II, vingt-trois ans, arrière-petit-fils du chérif de La Mecque, et le régent Abdul Ilah, vrai maître du palais, furent tués alors qu'ils se rendaient aux insurgés; une foule déchaînée et en délire tentait ensuite de s'emparer de leurs corps au cours de leur transfert à l'hôpital militaire. Elle réussit à prendre possession de la dépouille du régent, sur laquelle elle devait s'acharner avec une cruauté démentielle. Le premier ministre, Nouri Al Saïd, surnommé « le renard de Bagdad », ayant réussi à prendre la fuite, les putschistes avaient appelé la population à la capture. Dans sa fuite, l'ennemi de Dieu comme on l'appelait également, enveloppé du grand manteau noir des femmes du peuple, avait été identifié et traqué par la foule. Selon les versions, il fut tué par ses poursuivants, ou se donna la mort. Dans la nuit, cette même foule déchaînée son cadavre et le traîna dans les rues avant de le mutiler et de brûler ses restes.

L'hystérie populaire qui avait accompagné la chute de la monarchie était l'expression d'un nationalisme exacerbé par la situation régionale et les frustrations intérieures.

« Il a trahi le pays »

Sous cet angle, Qassem et Aref, ainsi que les officiers libres qui avaient pris le pouvoir, faisaient figure de héros. Au moment où les accents nationalistes de Gamal Abdel Nasser enflammèrent la région, et où l'Égypte et la Syrie proclamaient la République arabe unie, Bagdad et Amman, en riposte, fondaient l'Union arabe. Et l'Irak adhéra au pacte de Bagdad conclu par les États-Unis contre Nasser.

Dès la chute de la monarchie, un gouvernement était formé, présidé par Qassem, qui s'était également attribué le portefeuille de la défense. Le général Aref, pour sa part, ne se voyait attribuer que les fonctions de vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Les germes de la discorde étaient ainsi semés. « Qassem s'était approprié la révolution que j'avais

organisée et dirigée. Il m'a mené à l'effacement et il a trahi le pays », devait déclarer le maréchal Aref à l'envoyé spécial du Monde (Le Monde du 13 juin 1964).

Des tiraillements avaient déjà opposé les deux hommes avant même la révolution de juillet 1958. A certaines incompatibilités de caractère, s'ajoutaient une rivalité pour le pouvoir et des divergences de vues politiques, notamment à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Égypte. Aref s'obstinait à vouloir réaliser le plus rapidement possible une union avec la République arabe unie; ce que Qassem refusait. Dès septembre 1958, Aref était démis de ses fonctions, puis traduit en justice pour trahison et enfin condamné à mort en février 1959. Parallèlement, une campagne d'épuration était dirigée contre les nationalistes arabes, au profit des formations dites de gauche, notamment le Parti communiste.

Mars 1959 : le colonel Abdel Wahab Al Sawaf, soutenu par les nationalistes arabes, se rebelle à Mossoul, mais le général Qassem fait donner le mouvement, ce qui donne lieu à un massacre dont la responsabilité est ensuite attribuée aux communistes. Suit alors une campagne d'arrestations dans l'armée, qui vise notamment les militaires acquis au nationalisme arabe. Trente accusés sont condamnés à mort, dont sept voient leur peine commuée en prison à vie.

Qassem se rapproche de plus en plus des communistes, mais aussi des Kurdes et des autres minorités nationales irakiennes. Des communistes entrent au gouvernement, mais sont maintenus sous haute surveillance par un premier ministre méfiant quant à leur montée en puissance et de possibles velléités de retour au pouvoir.

A l'occasion du premier anniversaire de la révolution, le 14 juillet 1959, des heurts opposent des partisans du Parti communiste et des turcomans dans Kirkouk. Soixante-neuf habitants de cette ville sont tués. Affirmant la possession de photos, le général Qassem les tient pour auteurs de « crimes accablants » pour « certains groupes politiques ». Le Parti communiste a compris. Il condamne les éléments communistes « incontrôlés » qui se sont livrés à des violences. Cela n'empêche pas un certain froid de s'installer dans les relations avec Qassem.

Les communistes et les Kurdes

La véritable rupture ne devait intervenir que plus tard, lorsque les communistes se solidariseront avec les Kurdes, lesquels furent, eux aussi, dans un premier temps courtisés par le général Qassem. Moustapha Al Barzani, exilé en Union soviétique, rentre au pays dès octobre 1958.

Les réformes promises pour le Kurdistan tardent toutefois à venir, et les Kurdes commencent à critiquer le gouvernement. En septembre 1961, une grève générale est déclarée dans le Kurdistan, que le gouvernement tente de briser. Les affrontements durent jusqu'en février. Les communistes soutiennent les Kurdes et le gouvernement perd le soutien des formations de gauche sur lesquelles il s'était appuyé contre les nationalistes arabes.

Il y eut enfin l'épisode du Koweït, dont il annonça, quelques jours après l'indépendance de l'émirat en 1961 - déjà - qu'il était partie intégrante de l'Irak, et auquel « les impérialistes avaient accordé une fausse indépendance », alors qu'il « appartenait à la province de Bassorah ». C'est le débarquement de troupes britanniques - qui furent ensuite remplacées par des contingents arabes - qui le fit renoncer à ses visées.

Ainsi, au fil de ses quatre années et demie de pouvoir, le général Qassem avait-il réussi à faire le vide autour de lui, en s'en prenant successivement à chacun de ses amis de la veille. Le mécontentement avait gagné les rangs de l'armée, notamment les officiers basistes, déterminés à en découdre à la faveur du mécontentement populaire. Qassem n'avait pourtant pas été qu'un dictateur solitaire. Il est l'auteur d'une réforme agraire qui brisa la force politique des grands propriétaires terriens. Il dégagea l'Irak du pacte de Bagdad. Il fit enfin promulguer, en octobre 1961, la loi 80 qui limita les droits des compagnies pétrolières.

Ses ennemis qualifiaient d'« ignare » ce fils de menuisier dont le cursus fut uniquement militaire. Acclamé comme le « sauveur de la patrie », lors du coup d'Etat du 14 juillet 1958, sa chute ne fit pas couler beaucoup de larmes.

En 1961 déjà, le général Qassem estimait que le Koweït était partie intégrante de l'Irak.

ARCHIVE PHOTOS



Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiz, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsaldi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. MONDIPUS 634 128 F

Tél. : 46-42-96-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de l'Union des Régions Europe SA.
Imprimerie :
« Le Monde »
12, rue de la Chapelle
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remerciements aux entreprises et
aux lecteurs du Monde (1) 40-65-25-25

Réimpression interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE	ALLEMAGNE	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	571 F	571 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 800 F	2 066 F	2 066 F	2 968 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
P. P. 301 MON 01

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thierry Fereaud
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauriol (1959-1962)
André Laurens (1962-1965)
André Fontaine (1965-1991)

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

ALAIN JUPPÉ

ANNÉE PAR
HENRI MARIN
AVEC
ET ALAIN JUPPÉ
ET ALAIN JUPPÉ

LE MONDE
DUMANCHÉ
EN DIRECT
SUR
RTL

هكمان النخيل

Le HCR pr
mises à sa mistance passiv
Kosovo

«Tourisme

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Le HCR proteste contre les entraves mises à sa mission en Bosnie-Herzégovine

BELGRADE

de notre correspondant

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) va lancer « une contre-offensive humanitaire » pour poursuivre sa « mission impossible » dans les régions en guerre de l'ex-Yougoslavie. C'est ainsi que M. José-Maria Mendiluce, l'envoyé spécial du HCR dans l'ex-Yougoslavie, a défini, vendredi 12 février à Belgrade, la nouvelle stratégie que cette organisation entend adopter pour essayer de sauver celle que cette mission menacée par l'escalade du conflit et le renforcement de la haine entre les belligérants.

Confronté à une situation qui ne cesse de se dégrader, le HCR a décidé de tirer le signal d'alarme avant qu'il ne soit trop tard. Évoquant la multiplication des attaques contre les convois humanitaires, les difficultés à atteindre toutes les victimes du conflit, le nombre croissant de personnes déplacées et la poursuite des pratiques de « purification ethnique »,

M. Mendiluce a déclaré que « la mission humanitaire du HCR traversait une phase critique ». Déjà à poursuivre sa mission « en dépit de tous les obstacles », il a exhorté les belligérants à respecter leurs engagements en garantissant la sécurité du personnel humanitaire et en permettant le passage des convois.

« Couloirs de purification ethnique »

Dès samedi, M. Mendiluce devait se rendre à Sarajevo pour faire part aux belligérants de la détermination du HCR à assister « sans distinction » toutes les victimes de la guerre. Il devait notamment demander au chef des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, d'intervenir pour permettre aux convois humanitaires l'accès aux enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie et au président bosniaque, Alija Izetbegovic, de renoncer à sa décision de boycotter l'aide humanitaire aussi longtemps que les convois n'auront pas accès aux régions orientales de la République

(Le Monde du 13 février). Vendredi, l'aide humanitaire indispensable à la survie des quelque 380 000 personnes assiégées dans Sarajevo n'a pas été distribuée.

Si les musulmans manifestent des réserves à l'égard du HCR, en l'accusant notamment de servir d'alibi à la communauté internationale pour éviter une intervention militaire en Bosnie, M. Mendiluce reconnaît que ce sont les Serbes et les Croates les principaux perturbateurs du fonctionnement de la machine humanitaire. Il reproche aux Croates de bloquer ou d'attaquer les convois dans l'ouest du pays et d'avoir interrompu les échanges économiques avec les zones à majorité musulmane du centre et du nord de la Bosnie. D'autre part, il déplore que les forces serbes bosniaques empêchent, avec l'appui des Serbes de Croatie, l'accès à l'enclave musulmane de Bihac, dans le nord-ouest.

La situation est plus dramatique dans l'est de la Bosnie, où près de deux cent mille musulmans sont

encerclés, Kamenica, Gorazde, Srebrenica et Zepce sont pratiquement privés d'assistance humanitaire. A Cerkez, notamment, aucun convoi du HCR n'a pu pénétrer depuis le début de la guerre et six mille personnes ont été contraintes de fuir pour gagner à pied, à travers les champs de mines, la ville de Tuzla, située à quarante kilomètres. « Ces gens-là sont partis sous la pression des Serbes qui avaient ouvert un corridor prétendu humanitaire. Pour le HCR, il s'agit plutôt d'un couloir de purification ethnique », a estimé M. Mendiluce.

« Nous ne tolérerons pas ces obstacles qui mettent en péril la vie de milliers de personnes », a-t-il ajouté, en annonçant que le HCR enverrait dès la semaine prochaine des convois dans ces régions pour tenter de percer le blocus. Il a toutefois fait savoir que, en cas d'échec, le HCR pourrait envisager de suspendre l'aide aux Serbes de l'est de la Bosnie. Pour ajouter que les belligérants doivent cesser de penser que l'aide humanitaire vise à « nourrir l'ennemi ».

FLORENCE HARTMANN

Concertations américano-russes à Moscou

L'ambassadeur du président américain, M. Bill Clinton, aux pourparlers de paix sur la Bosnie-Herzégovine, M. Reginald Bartholomew, est arrivé, vendredi 12 février, à Moscou pour des discussions avec les dirigeants russes sur la dernière initiative américaine concernant cette ex-République yougoslave. M. Bartholomew devait rencontrer samedi le ministre et un vice-ministre russes des affaires étrangères, MM. Andreï Kozirev et Vitaly Tebourkio. « Nous saluons la mission de M. Bartholomew et nous la voyons comme une occasion propice à une plus grande implication de la nouvelle administration américaine pour tenter de résoudre le conflit dans l'ex-Yougoslavie », a déclaré un porte-parole du ministère russe des affaires étrangères.

Cependant, le gouvernement russe a mis en garde la Croatie contre l'éventualité de sanctions internationales pour son rôle dans les conflits en ex-Yougoslavie. « Si la Croatie continue dans la voie des actions qui mènent au bain de sang, elle provoquera à son encontre les mêmes sanctions que celles

contre la Serbie », a indiqué M. Kozirev dans un discours au Parlement. A New York, M. David Owen, coprésident (pour la CEE) de la conférence sur l'ex-Yougoslavie, a annoncé que le gouvernement croate et les Serbes de la Krajina (région de Croatie sous le contrôle des forces serbes) avaient accepté d'ouvrir des négociations la semaine prochaine à l'ONU afin de rétablir la paix après les combats de ces dernières semaines. (AFP, Reuters)

Un avertissement aux légionnaires de Sarajevo ?

Les milieux militaires, en France, s'interrogent, après l'attaque au mortier contre des blindés de l'ONU qui a fait un mort et trois blessés parmi les « casques bleus » de l'aéroport de Sarajevo, sur le point de savoir s'il ne s'agit pas d'un « coup au but » délibéré – plutôt que la « retombée » malheureuse d'un échange de tirs entre Serbes et Bosniaques – contre les légionnaires français. La France a demandé aux Nations unies d'ouvrir une enquête pour identifier l'origine de l'agression.

Selon certains analystes dans les États-majors français, ce grave incident pourrait avoir pour origine le volonte d'un ou l'autre des camps de lancer un avertissement à la France à la suite de propos publics du « pétro » : des légionnaires, le colonel Michel Valentin. « La véritable problème n'est pas le tir », a-t-il dit à des journalistes à Sarajevo, mais « les tirs embusqués des deux camps ». S'il est difficile de nuit de réagir contre eux, « nous pouvons, de jour, établir leur position exacte et nous pouvons tirer un coup de canon de 20 mm sur la maison où le tir se cache », a ajouté l'officier français. Nous sommes prêts à les éliminer. Le coup au but contre la véhicule blindé des légionnaires aurait constitué, dans ces conditions, une mise en garde aux « casques bleus » français qui voudraient accomplir leur mission jusqu'au bout.

Pour la première fois, la France a déployé, tant dans l'ex-Yougoslavie qu'en Cambodge ou en Somalie, des « casques bleus » issus de la Légion étrangère. Les partisans de cette initiative ont vu l'idée que la Légion est une formation comme n'importe quelle autre unité militaire française et, à ce titre, qu'elle se doit de participer à toutes les missions extérieures de la France. Ses adversaires font valoir que le gouvernement a opté – en période préélectorale, où l'opinion est plus sensible – en faveur d'une troupe de métier, avec l'arrière-pensée que la mort d'un professionnel n'aurait pas la même écho que la disparition d'un appelé, même volontaire.

J. L.

Résistance passive au Kosovo

Suite de la première page

Une non-violence qu'il considère comme « le seul choix » possible pour les Albanais, l'autre terme de l'alternative – la révolte ouverte – devant immanquablement mener à « une catastrophe ». C'est que le mouvement du Kosovo (LDK), majoritaire parmi les Albanais de la province, doit, pour l'instant, se contenter d'une « résistance passive », l'infanterie « yougoslave » en place, Mitro Arsovi, présente comme l'élite des forces serbes, « le corps d'armée le plus puissant, le mieux équipé, le plus choyé » : entre 30 000 et 40 000 hommes parmi les mieux entraînés, commandés par des officiers « extrêmement motivés ». Sans compter les importants effectifs de police que l'on peut voir constamment patrouiller.

Cette « motivation » serbe à conserver le Kosovo (où vivent près de 2 millions d'Albanais contre 200 000 Serbes) a son origine dans l'histoire, dans les siècles qui ont précédé la défaite serbe de 1389 face aux Ottomans. Jadis habité par des Serbes, le Kosovo est en effet considéré par ceux-ci comme leur « berceau national » en dépit de son peuplement progressif par des Albanais.

Tito avait fait octroyer, en 1974, une large autonomie à cette province, qui disposait notamment d'un représentant au sein de la présidence fédérale de la Fédération yougoslave. Le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, s'est employé à ramener le Kosovo dans le giron serbe, avec la Constitution de 1990, en ne lui laissant d'autonomie que le nom. Quant aux Kosovars albanais, après avoir réclamé le statut de République fédérée à part entière, ils demandent maintenant l'indépendance pure et simple. De cela, les Serbes ne veulent pas entendre parler et

ont trouvé des alliés objectifs parmi les pays occidentaux, qui ont affirmé, à moult reprises, l'incontestable appartenance du Kosovo à la Serbie.

Ainsi la communauté internationale tente-t-elle – via notamment la mission de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Vienne – de convaincre les Serbes d'accorder une réelle autonomie à la région et les Albanais de renoncer à leur idée de sécession. Mais, pour Ibrahim Rugova, un écrivain réputé dont même les adversaires reconnaissent qu'il peut compter sur les suffrages de la majorité des Kosovars albanais, « l'autonomie n'est plus possible ». Elle l'était dans le cadre de la Fédération yougoslave, mais, dit-il, « il ne nous est plus possible de rester seuls avec la Serbie ». Il considère que « la solution idéale réside dans l'instauration d'un Kosovo indépendant et neutre ».

C'est dans ce cadre que se déroule l'épreuve de force, faisant perpétuellement l'explosion, entre deux communautés qui n'ont d'autres contacts que ceux d'oppression à l'égard des opprimés, d'occupation à l'égard des occupants. D'un côté, c'est de la part des Serbes, le harcèlement continu. Actuellement, explique M. Rugova, le régime de M. Milosevic met l'accent sur la « recherche des armes », que les Albanais seraient susceptibles de détenir, avec perquisitions, musées, menaces, vexations, mises à sac et brutalités à l'appui, selon les témoignages de Kosovars et d'observateurs étrangers comme ceux de la CSCE.

Privés de responsabilités politiques, les Albanais doivent en outre se plier à une « sérialisation » tant des services publics (de la police à la santé) que de la culture ou de l'économie de la province. Les programmes de l'enseignement second-

aire et universitaire sont ceux de la Serbie, tandis que, selon la LDK, Belgrade mène une politique d'intégration basée du potentiel économique kosovar : 173 entreprises publiques sur 296 auraient déjà été directement rattachées au secteur serbe, ce que les Kosovars considèrent comme un véritable « hold-up » ou plutôt comme une « colonisation économique du Kosovo ». Cette main-mise s'est accompagnée, précise M. Rugova, du licenciement de plus de 100 000 Albanais.

Face à ce rouleau compresseur, Ibrahim Rugova, que des élections semi-clandestines au printemps dernier ont fait « président de la République du Kosovo » (proclamé unilatéralement par les Albanais de souche), s'accroche au principe de la résistance passive, appuyée sur un réseau très développé de solidarités intérieures et extérieures : boycottages des cours et des services publics « sérialisés » ainsi que des élections serbes, mise en place de structures parallèles, notamment dans l'enseignement, entraide poussée – la diaspora kosovare, selon des sources concordantes, 3 % environ de ses revenus à cette aide.

Cette résistance n'empêche toutefois pas la stratégie serbe de porter quelques succès, en provoquant notamment un flux constant d'émigration que les dirigeants albanais ne parviennent pas à endiguer (voir encadré). De plus, déplore la direction de la LDK, « beaucoup de jeunes quittent le pays pour échapper à la conscription ». Autre sujet d'inquiétude à Pristina : la police macédonienne a considérablement renforcé ses contrôles à l'aéroport de Skopje (de

plus en plus utilisé dans la région en raison de l'embargo international sur la Serbie) et à la frontière, où elle « bâille » selon plusieurs témoignages, à « filtrer » les fonds destinés au Kosovo.

Pour le moment, assurent M. Rugova et ses amis, la dégradation perpétuelle de la situation n'a pour effet que la radicalisation d'individus ou de petits groupes, qui restent au stade verbal. Toutefois, craint un universitaire proche du responsable de la LDK, « quand on s'aperçoit qu'aucune solution politique n'est possible, la population changera de méthode ». « Nous faisons tout, souligne-t-il, pour ne pas en arriver là, mais le contrôle des populations est une chose très difficile, et la LDK a de plus en plus de mal à retenir les gens. Pour le moment, nous y arrivons, mais pour combien de temps ? » Quant à M. Rugova, il se borne à prédire qu'une absence de solution politique risque de déboucher sur une véritable radicalisation, tout en se refusant systématiquement à évoquer un éventuel recours à la force et en éludant toutes les questions un peu précises sur ce sujet.

En revanche, la LDK envisage comme prochaine étape de cette lutte politique, l'activation de ses institutions élues et le renforcement de la solidarité interne, à savoir la réunion, « d'ici quelques semaines », d'un « Parlement » dont s'est dotée la « République du Kosovo ». Une première tentative de réunion, en juin, les 131 « députés » Kosovars ayant échoué, la LDK ayant refusé de se rendre à la capitale, la Ligue avait d'ailleurs été vivement critiquée, à l'époque, par une partie de la communauté albanaise pour cette recrudescence. « Cette fois-ci, on ira jusqu'au bout, tout en essayant d'éviter l'affrontement », promet M. Rugova.

Malgré l'Europe et l'Albanie

En fait, de l'avis de dirigeants albanais comme d'observateurs étrangers, le risque majeur vient du renforcement de la position des extrémistes serbes dans la région. Quelques-uns de ces ultra-nationalistes, dont les forces paramilitaires ont sévi – et sévissent toujours – en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, ont réussi (grâce au boycottage des élections par les Albanais) à se faire élire au Kosovo. Tel est le cas du tristement célèbre « Arkan », qui, selon l'expression d'un diplomate, « s'est taillé un fief » dans la province, où nombre de Serbes voient en lui leur « défenseur ». « L'avis pour aujourd'hui, à l'époque où les Albanais faisaient partie de la police, mais maintenant je suis rassuré », confie ainsi une jeune étudiante serbe qui, il y a peu de temps, songeait à quitter Pristina pour Belgrade.

Actuellement, « Arkan » et ses hommes sont « occupés » plus au nord, sur les champs de bataille croates et bosniaques ; mais, « quand ils reviendront, ils seront soit gagnés par une victoire, soit frustrés par une défaite », selon l'expression d'un observateur étranger, qui souligne les risques qu'entraînerait habituellement de tels sentiments dans les Balkans. La question, poursuit-il, est de savoir quelle sera l'attitude du pouvoir civil et militaire serbe vis-à-vis des ultra-nationalistes (alliés, à Belgrade, aux ex-communistes de M. Milosevic) : les enrôlèrent-ils

YVES HELLER

■ RUSSIE : la Cour constitutionnelle invalide l'interdiction d'une organisation d'extrême droite. – La Cour constitutionnelle a invalidé, vendredi 12 février, le décret du président Eltsine ordonnant la dissolution du Front de salut national (FSN), créé en octobre dernier par l'extrême droite russe, nationaliste et communiste. Par 11 voix contre 2, la Cour a jugé que « le président a violé le droit des citoyens à s'unir au sein d'organisations publiques ». Elle a cependant validé le point du décret ordonnant une enquête sur la création de « formations militaires non prévues par la loi ». Le FSN, qui prétend agir « par des moyens légaux », avait cependant ignoré l'interdiction et continué à s'organiser, affirmant compter 5 000 membres. L'an dernier, la même Cour avait déjà partiellement invalidé le décret de M. Eltsine interdisant le Parti communiste. (AFP)

■ Rencontres à la FNAC sur la Serbie. – Sur le thème « Dialogue avec une autre Serbie », la FNAC organise deux rencontres avec des intellectuels et des artistes serbes. La première se tiendra à Paris, le mardi 16 février, au Forum de la FNAC des Termes avec le concours de la revue la Règle du jeu et de l'Association pour la communauté culturelle européenne. La seconde se déroulera à Strasbourg, le vendredi 19 février, à l'Opéra du Rhin, avec le concours de la municipalité et des Dernières nouvelles d'Alsace.

« Tourisme » et épuration

PRISTINA

de notre envoyé spécial

Il est à Pristina, capitale du Kosovo, une activité étonnante : monter une agence de voyages. Non que les Kosovars soient particulièrement en mesure, actuellement, de prendre des vacances. D'autant que ces agences, encouragées par les autorités serbes au dire des opposants albanais, ont pour spécialité d'organiser des allers simples, essentiellement pour Prague, à 150 marks le place. Pourquoi Prague ? C'est que la République tchèque est une porte sur la liberté et le rêve de l'opulence occidentale ; un rêve qui tourne souvent au cauchemar pour les Kosovars albanais candidats à l'exil.

Car, dépourvus de visa allemand, livrés à des passeurs qui

entourent de 400 à 600 marks par personne pour faire traverser clandestinement la frontière de l'Allemagne, les Albanais se font, le plus souvent, intercepter par la police et se retrouvent, sans ressources pour la plupart, bloqués loin de chez eux. Mais d'autres déboires guettent encore les partants. La presse du Kosovo évoque ainsi régulièrement les mesures d'indignation dont sont victimes les Albanais traversant la Serbie, pour, selon des responsables de la Ligue démocratique du Kosovo, les dissuader de revenir un jour. Alors, les itinéraires changent, la route s'allonge et passe maintenant essentiellement par Skopje, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque...

Deux à trois fois par semaine, plusieurs dizaines d'Albanais – parfois plusieurs centaines –

quittent ainsi Pristina en bus pour fuir les pressions serbes. Un responsable de la Ligue démocratique avoue le peu de succès des appels que lance son parti pour boycotter les agences de voyages. Leur œuvre est éminemment pour l'avant du Kosovo, surtout lorsqu'elle touche les femmes.

L'effet de ces départs ne paraît toutefois pas totalement négatif pour les Albanais si l'on songe aux sommes d'argent considérables envoyées au Kosovo par la diaspora, principal soutien financier du mouvement de résistance passive des Kosovars.

Y. H.

EUROPE

ITALIE

M. Giorgio Benvenuto est élu secrétaire du PSI

ROME

de notre correspondant

« Valoriser l'engagement ouvrier du monde du travail ; défendre l'Etat social ; changer les rapports entre le pouvoir et le monde politique ; participer à la lutte contre la corruption et soutenir le gouvernement Amato pour assainir l'économie et répartir les sacrifices ». En quelques phrases, vendredi 12 février, M. Giorgio Benvenuto, le nouveau secrétaire du Parti

socialiste, élu au cours de la réunion de la convention socialiste - par 306 voix contre 223 à son rival, le protestant Valdo Spini - a défini son programme. Un programme précis, méticuleux, presque « laborieux », à l'image de celui qui se présente sur le siège trop large de M. Bettino Craxi : ce syndicaliste de toujours, né en 1937, à Gaète, d'une famille aux traditions laïques et socialistes, bénéficie d'une image solide - et « propre ».

Etudiant, il entre en 1955 dans le syndicat Union italienne du tra-

vail (UIL) pour, moins de dix ans après, en 1964, devenir secrétaire national de la Fédération de la métallurgie (UILM) et être élu en 1969 secrétaire général de l'UIL, poste qu'il ne quittera plus. Tout ce passant d'une mouvance social-démocrate au socialisme, en janvier 1992, après trente-cinq ans de syndicalisme, il est appelé par le ministre des finances d'alors, M. Rinaldo Ossola, à prendre le poste de secrétaire général du ministère, pour en améliorer l'image trop bureaucratique.

Benvenuto le bien nommé sera-t-il à même de panser les blessures du PSI et surtout d'améliorer l'image d'un parti qui a perdu depuis trop longtemps le contact avec ses électeurs ? Appuyé par l'ancienne majorité du PSI, il est élu d'avoir fait l'unanimité à laquelle il aspirait.

Mais pour cet homme de consensus, avant tout attaché à certaines valeurs, ce double défi ne manque pas d'intérêt.

M.-C. D.

Bettino Craxi ou l'automne du patriarche

ROME

de notre correspondant

« Une réflexion sur notre parti doit tenir compte du passé, du mandat d'un leader aussi remarquable que Bettino Craxi ». Les diages funèbres sont d'un conventionnel égaré. Apparu quelques minutes, la temps de voter, vendredi 12 février, à cette convention socialiste qui venait de désigner son successeur, Bettino Craxi a tourné les talons. A-t-il seulement entendu Giorgio Benvenuto parler avec application d'avenir, de réformes ?

Ce soir, le patriarche du Parti socialiste semble presque soulagé : après cet hiver meurtrier et cet interminable automne qui l'a vu perdre pied peu à peu, quitter au plus vite ce froid Hôtel Ergive, où, la veille, s'est consumée sa chute. A-t-il eu un regard, quelques centaines de mètres plus loin sur cette même via Salaria pour cet autre hôtel devenu mythique, le Mida ? C'est là que le 15 juillet 1978, tout avait commencé.

Le comité central du PSI, sous la poussée des jeunes « colonels » du parti, venait de destituer le professeur napolitain Francesco De Martino pour se donner un jeune secrétaire égaré de quarante-neuf ans, Bettino Craxi. Vice-secrétaire de Francesco De Martino, formé au lycée de Nenni et issu de la pépinière socialiste milanaise, il va avoir besoin de toute son énergie : trois semaines auparavant, les socialistes n'ont obtenu que 9,6 % aux élections. En quoi auraient-ils leur mot à dire, face à la bipolarisation étouffante entre une Démocratie chrétienne à 38,7 %, et un Parti communiste à 34,4 % ?

Moitié jeans
moitié champagne

Ce mot, il le dit néanmoins, en 1978, lors de la défaite Moro. Et Craxi se bat pour sauver la vie du dirigeant démocrate-chrétien aux mains des Brigades rouges contre le « parti de la fermeté », au nom d'un « acte humanitaire » nécessaire. Une position impopulaire dans l'Italie des années de plomb et qui, de fait, échoue, non sans laisser une trace positive : désormais, tous les catholiques qui ont été frappés par l'image du pape Paul VI implorant la clémence des brigadistes, savent que l'on peut dialoguer avec le jeune secrétaire socialiste qui sait se montrer plus « autonome » que ne lui permet l'audience de son parti.

N'être le seul de la personne : obsédé par la menace du « compromis historique » entre le PCI d'Enrico Berlinguer et la trop élastique Démocratie chrétienne qui lui a proposé un « gouvernement de solidarité nationale », Bettino Craxi n'a de cesse d'enfoncer un coin

entre les deux mastodontes de la politique italienne. Pour rompre ce qu'il appelle « cette anomalie », il engage la campagne idéologique contre le PCI. Le 27 août 1978, paraît sous sa plume dans l'Espresso un article qui fera date. Bettino Craxi y prend ses distances avec la proposition d'Enrico Berlinguer de rechercher « une troisième voie entre le socialisme réel et le social-démocrate » et déclare : « Entre le communisme léniniste et le socialisme existe

n'est jamais passé entre eux, certains violent en lui le « Mittemund italien » ; lui rêve plutôt de Garibaldi dont il collectionne les portraits et les écrits dans son bureau de Milan, qui regarde le duomo et la madonnina si chers aux Milanais. Son unité italienne, il la fera à gauche ; mais patience, la parti doit grossir, gagner sa seule mythique des 20 %, dépasser les communistes... C'est une onde longue, un travail de longue haleine.

Pour l'instant, le PCI, condamné



une incompétence substantielle ». En 1979, le PCI retire son soutien au gouvernement de solidarité nationale de Giulio Andreotti. Le PSI s'engouffre dans la brèche : il devient le petit poids nécessaire dans la balance. Un petit poids de plus en plus lourd.

Parallèlement, le nouveau secrétaire réforme le parti, étire l'intelligentsia, organise des congrès-spectacles, lance trois idées à la minute, agit, d'agit, à l'ère émerge. On parle des « craxiens ». Moitié jeans, moitié champagne. C'est le temps des copains, des grandes idées, réforme des institutions, présidentialisme. Hors Craxi, tout semble démodé. Le 4 août 1983, la gauche, bien que divisée, s'est le vent en poupe. Il devient le premier et le plus jeune président du conseil socialiste. Il la restera jusqu'au 3 mars 1987. Quatre années qui vont coïncider avec le retour de l'âge d'or après le boom économique : l'inflation passe de 16 % à 4 %, c'est le triomphe, le « Made in Italy » triomphe.

« La nova va », se laisse-t-il aller à dire avec jubilation durant l'été 1985. Même sur le plan intérieur, celui que l'on appelle déjà le « roi Bettino » marque des points. Ignorant volontairement que le courant

à l'opposition, fait erreur sur son erreur pour le référendum sur l'échelle mobile des salaires, et la DC, pour continuer à gouverner, se résout à en passer par le jeu de Craxi. Le président du conseil, qui a grossi, porte des lunettes, trois piques : celui des jeans, bonjour les caricatures de Forattini qui la représentent en Mussolini.

Un feuilleton
hypocrite

C'est l'heure, il est vrai, des décisions à quitter ou double, à l'emporte-pièce. Avec lui, l'Italie parle d'une seule et grosse voix, y compris dans les colonnes de l'Avanti où Craxi, qui a pris pour pseudonyme le nom du brigand Ghino di Tacco, pourfend allègrement ses adversaires. Il défie même un Reagan pourtant triomphant. Le 10 septembre 1985, il refuse de remettre aux mains des Américains les terroristes palestiniens qui ont détourné l'Achille Lauro et que les Etats-Unis ont réussi à intercepter et à faire atterrir sur leur base de Sigonella, en Sicile. Armes à la main, les carabinieri font face aux troupes spéciales américaines.

Vient bientôt le temps de passer la main. Le 14 juin 1987, les socialistes obtiennent leur record

historique avec 14,3 % des voix aux élections législatives. Depuis, trois mois, Craxi n'est plus au palais Chigi. Selon son pacte avec la DC, à elle de prendre les rênes. Lui, nommé par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, conseiller pour le tiers-monde, voyage, revient pour les grandes votes. Mais c'est déjà le déclin, marqué comme un fait expresse par une grave crise de diabète. Commence l'interminable automne du patriarche. Tous les choix politiques qu'il fait se révèlent erronés ou du moins « peu payants ». Il suffit qu'il conseille, en juin 1991, aux électeurs d'« aller aux bains de mer » pour que ceux-ci se ruent en masse pour voter les premiers référendums, amorces d'un grand désir de changement.

Craxi est-il aveugle ? Sûr de son axe du « CAF » (Craxi-Andreotti au pouvoir, Forlani à la tête de la DC), il ignore superbement cette Italie qui n'a pas la patience d'attendre la réalisation de son grand dessein. L'irruption d'une Ligue de la contestation, la chute même du mur de Berlin ne lui arrachent pas un sursaut : il continue à parler sur l'elliptique mortelle avec la DC. Le 5 avril sonne le glas : loin de dépasser un PCI éclaté et en pleine crise, le PSI recule à 13,6 %. En quelques mois, il perdra potentiellement presque la moitié de ses électeurs.

Le reste n'est pratiquement plus qu'une longue chronique judiciaire, le feuilleton, hypocrite à l'occasion, d'un pays qui à la courge de découvrir enfin le larcin et les erreurs de son système. Pour en avoir le plus profit, ou pour pallier son arrogance et son triomphisme passé, le PSI va payer le prix fort, dans cette enquête « main propre » venue de Milan. Et avec une fascination morbide, les Italiens vont suivre la descente aux enfers de ce « roi Bettino », qui se bat jusqu'au bout avec acharnement, accusant les juges, injurant la presse. Objet de six enquêtes judiciaires pour « corruption » et accusé par ses anciens collaborateurs d'avoir détourné des millions pour le parti et d'avoir pratiqué la népotisme à grande échelle.

Son ex-dauphin, Claudio Martelli, ancien ministre de la Justice, qui lui porta les premières coups politiques, a démissionné, objet lui aussi d'une enquête. Paradoxe et père ouïssont disparu pratiquement le même jour. Une page est bien tournée. A l'Hôtel Ergive, les stars du cinéma n'étaient pas venues. L'« onde lunge » est depuis trop longtemps figée, le spectacle de ce fragile renouveau ne leur a pas semblé digne d'intérêt. A quel bon renouer les illusions du passé ?

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALLEMAGNE

Dresde va reconstruire l'église qui symbolisait son « martyr »

La ville de Dresde, dans l'ex-RDA, s'apprête à reconstruire la « Florence de l'Elbe » et rassemble une grande partie par un bombardement des Alliés en 1945, a donné, vendredi 12 février, le coup d'envoi de la reconstruction de l'église Frauenkirche (église Notre-Dame), qui symbolisait depuis un demi-siècle le « martyr » de la cité : ses ruines avaient été, depuis un demi-siècle, laissées à l'abandon au cœur de la ville, pour rappeler le bombardement. La municipalité, qui

avait reçu en octobre dernier la visite de la reine Elisabeth II, venait dans un spectaculaire geste de réconciliation, espère ainsi effacer les traces du passé et redonner à la métropole saxonne une partie de son lustre d'avant-guerre.

La reconstruction selon les plans d'origine de l'édifice protestant, un chef-d'œuvre de l'art baroque du dix-huitième siècle, doit durer jusqu'en 2006. Quelques 10 000 pierres d'origine vont être réutilisées. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ARMÉNIE

Nomination
d'un nouveau
premier ministre

M. Grant Bagratian, économiste de trente-cinq ans et coauteur, en tant que ministre de l'économie, d'un plan gouvernemental de poursuite des réformes libérales, a été nommé, vendredi 12 février, premier ministre par le président Ter-Petrosian. Il succède à M. Khosrov Aroutounian, démis pour avoir désavoué ce plan. En outre, l'attaché de presse présidentiel, M. Rouben Chougierian, a été nommé ambassadeur à Washington, où un accord a été signé le même jour prévoyant un nouveau don (le troisième du genre) de bié et de riz à l'Arménie, qui devrait arriver au printemps. Bien que soumis à un blocus, les Arméniens ont enregistré des succès militaires début février dans le Haut-Karabakh, provoquant de vifs remous politiques à Bakou. (AFP)

MADAGASCAR

M. Albert Zafy semble
assuré de devenir
le premier président
de la Troisième République

Même si les résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle ne sont pas attendus avant quelques semaines, le candidat de l'opposition, M. Albert Zafy, paraît assuré de devenir le premier président de la Troisième République malgache tant son avance est grande sur son rival, M. Didier Ratsiraka, le chef de l'Etat sortant.

Sur plus de la moitié des suffrages exprimés, M. Zafy était crédité, vendredi 12 février en milieu de journée, de 67,46 % des voix contre 32,54 % à M. Ratsiraka. Il s'agit alors en tête dans toutes les provinces de la Grande Ile, même dans celle de Toamasina, fief du président sortant. C'est à Antsiranan, sa région d'origine, qu'il réalise son meilleur score, avec 83 % des voix.

Entouré de hauts-responsables des forces armées, le premier ministre, M. Guy Willy Razanany, est intervenu, jeudi, pour demander à toutes les tendances de respecter le choix des électeurs et a lancé un appel contre une éventuelle chasse aux sorcières. (AFP)

NIGER

Premières élections
législatives démocratiques

Quatre millions de Nigériens sont appelés à désigner, dimanche 14 février, les 83 députés qui formeront la première Assemblée nationale démocratiquement élue dans l'histoire du pays. Après l'adoption par référendum, le 26 décembre dernier, d'une nouvelle Constitution, ce scrutin marque un moment important de la période de transition, commencée en novembre 1991 et censée prendre fin au plus tard le 31 mars avec l'élection présidentielle.

Cette marche vers la démocratie est difficile. Le gouvernement de M. Amadou Cheffou doit notamment gérer une économie en faillite, affronter la rébellion touarègue, et faire face aux revendications des syndicats et surtout de l'armée, dont l'influence est grande.

Les Nigériens seront à choisir parmi 569 candidats, présentés par 12 des 18 partis légalisés, parmi lesquels l'ex-parti unique, le Mouvement national pour le développement (MND). La campagne électorale s'est déroulée sans incident majeur. Mais une inconnue subsiste quant à l'étendue qu'adoptera la rébellion touarègue. (AFP)

POLOGNE

Le Parlement
a adopté
le projet de budget

Le Parlement polonais a adopté, vendredi 12 février, un projet de budget au déficit limité à 5 % du PIB, évitant au pays une crise politique et ouvrant la voie à un nouvel accord avec le Fonds monétaire international, ainsi qu'à de nouvelles annulations de la dette. Le vote, acquis par 230 voix contre 207 et 3 abstentions, est une victoire pour M. Hanna Suchocka. Celle-ci avait menacé de démissionner en cas de rejet de sa loi de finances pour 1993 - prévoyant

un déficit de 5 milliards de dollars (contre 4,5 mds USD en 1992, qui représentaient alors 7 % du PIB). Le président Lech Walesa avait aussi jeté son poids dans la balance, exhortant qu'il dissoudrait le Parlement s'il n'adoptait pas le budget dans le délai constitutionnel.

Le résultat du vote était resté incertain jusqu'au dernier moment, la coalition gouvernementale ne disposant que d'une très courte majorité, alors que les députés du syndicat Solidarnosc étaient treillis entre le soutien du principe au gouvernement et les revendications de leur base. Le vote - animé par les bavures du rapporteur qui confondait systématiquement millions et milliards en lisant son texte - annule en fait une vingtaine d'amendements votés précédemment qui auraient gonflé le budget. (AFP, UPI)

SRI-LANKA

Un rapport
d'Amnesty International
sur le sort des prisonniers

Les personnes arrêtées par les forces de l'ordre au Sri-Lanka ne sont toujours pas protégées contre la torture et le risque de disparition, constate l'organisation Amnesty International dans un nouveau rapport sur l'île sud-asiatique rendu public vendredi 12 février.

Même si le gouvernement de Colombo « accepte désormais beaucoup mieux la surveillance exercée par les organisations de défense des droits de l'homme », les détenus ne jouissent toujours pas de ces « garanties fondamentales » naguère recommandées par Amnesty, et des ordres positifs des autorités militaires « ont pas été suivis sur le terrain ». En particulier, les « exécutions extrajudiciaires » et autres « disparitions » forcées, quoique en diminution en 1992, « continuent d'être perpétrées sur une grande échelle dans l'Etat ».

Cependant, le gouvernement a publié jeudi 11 février des « amendements » à « ses lois d'urgence », visant à limiter les cas d'arrestations arbitraires dans la guerre qu'il mène contre les séparatistes tamouls dans le nord et l'est de l'île, indique l'agence UPI.

TOGO

M. Koffigoh forme
un « gouvernement
de crise »

Le premier ministre, M. Joseph Koffigoh, a formé, vendredi 12 février, un « gouvernement de crise » qui comprend dix-huit personnalités désignées « à titre individuel », en dehors de leur appartenance politique. Ce gouvernement - la quatrième dirigé par M. Koffigoh depuis le début de la période de transition, au mois d'août 1991 - compte huit ministres proches du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, qui conservent les portefeuilles clés de la défense, des affaires étrangères, de la justice et de la communication.

M. Koffigoh s'est défendu d'avoir « trahi » l'opposition comme celle-ci l'accuse depuis plusieurs mois. Il a déclaré qu'il avait décidé de « reprendre la discussion » avec le général Eyadéma après l'échec des pourparlers qui ont réuni, le 8 février, à Colmar, les différentes parties au conflit.

Cent cinq mille Togolais se sont réfugiés au Bénin depuis le 31 janvier, et indiqué l'agence Bénin-Press, précisent que, pour faire face à cette situation « tragique », Cotonou avait demandé l'aide de la communauté internationale. De son côté, le gouvernement britannique a conseillé à ses ressortissants de quitter le Togo. (AFP)

RWANDA : le gouvernement

accuse les rebelles de « barbarie ». Le gouvernement rwandais a dénoncé, vendredi 12 février, la poursuite des attaques menées par le Front patriotique rwandais (FPR) contre les forces gouvernementales dans le nord du pays, accusant les rebelles de « barbarie ». Selon le ministère de la défense, les rebelles « massacrent la population civile et enlèvent des personnes ». Les autorités estiment que leurs forces ont tué 270 maquisards et perdu 20 soldats. De son côté, l'un des commandants du FPR, Paul Kagame, a affirmé jeudi que le Front avait tué 250 soldats gouvernementaux. « Nous avons proposé un cesse-le-feu, mais nous ne reviendrons pas à nos positions de départ », a-t-il dit. (AFP)

L'Euro

Pour toutes informations
et réservations :

مكتبة الناصر

L'Europe au meilleur prix.

Amsterdam	Friedrichshafen	Münster
Athènes	Gênes	Munich
Barcelone	Glasgow	Naples
Bari	Guernesey	Nuremberg
Berlin	Hambourg	Palma
Bilbao	Hannovre	Palme
Birmingham	Heraclion	Pise
Bologne	Jersey	Porto
Brême	Ki	Rome
Bruxelles	Las Palmas	Sarajevo
Cagliari	Leipzig	Stuttgart
Catane	Lisbonne	Teneriffe
Cologne	Londre	Trieste
Copenhague	Luxembourg	Turin
Dresde	Madrid	Valence
Düsseldorf	Malaga	Venise
Faro	Manchester	Vérone
Florence	Milan	
Francfort		

F&L F 9301

Pour vous qui voyagez, la libéralisation des tarifs aériens en Europe marque le début de l'ère des nouveaux privilèges. Désormais, nous vous offrons le meilleur prix vers plus de 50 destinations en Europe. Sur près de 2100 vols hebdomadaires, Lufthansa vous garantit en effet le tarif le plus bas publié par les compagnies régulières. Qui a dit que qualité devait rimer avec prix élevé? Bienvenue à bord.

*Valable du 01.02. au 31.03.93 sur tous les vols Lufthansa vers l'Europe (CEE), au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille et Toulouse. Ces tarifs sont applicables selon les mêmes conditions que celles pratiquées par d'autres compagnies aériennes régulières, en accord avec les autorités gouvernementales.

Pour toutes informations
et réservations: (1) 42 65 37 35



Lufthansa

AFRIQUE

MALI : accusé de l'« assassinat » d'une centaine de personnes lors des émeutes de 1991

L'ex-président Moussa Traoré a été condamné à mort

Après trois semaines de procès, la cour d'assises du Mali a rendu son verdict, vendredi 12 février : l'ex-président Moussa Traoré et trois de ses proches, tous tenus pour responsables de la mort de cent six personnes, lors des émeutes de mars 1991 à Bamako, ont été condamnés à la peine capitale. Vingt-huit autres accusés, anciens ministres et dignitaires de l'ex-parti unique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), ont été acquittés.

La cour d'assises a suivi les réquisitions du procureur général qui avait réclamé la peine de mort contre l'ancien chef de l'Etat, mais aussi contre ceux qui, à l'époque des faits, étaient ministres de la défense, le général Mamadou Coulibaly, ministre de l'Intérieur, M. Sékou Ly, et chef d'état-major général des armées, le colonel Ousmane Coulibaly. Les quatre hommes étaient accusés d'« assassinats », « coups et blessures volontaires » et « meurtres ». Les vingt-huit personnes acquittées étaient poursuivies pour « complaisance ».

Le procès public de l'ancien dictateur malien et de ses principaux complices, ouvert le 26 novembre, est le deuxième du genre en Afrique, après celui de l'ex-empereur centrafricain Jean-Bédel Bokassa, en novembre 1986. On ignorait encore, vendredi soir, si les condamnés feraient appel.

Au cours des débats, celui qui,

en janvier 1991, alors que la vague de contestation commençait à monter, promettait de « faire descendre une couronne d'enfer » sur la tête des opposants, avait accusé le parti socialiste français « et son gouvernement » d'avoir organisé sa chute lors des émeutes (le Monde du 4 février). Pourtant ce n'est qu'après des semaines de révolte et à la veille de la chute du régime, que Paris avait décidé de suspendre la coopération avec ce dernier.

M. Moussa Traoré n'en a pas fini avec la justice. Il devait comparaitre à nouveau devant la cour d'assises en compagnie, cette fois, de son épouse, M^{me} Mariam Traoré, et de plusieurs dignitaires de son régime, pour « crimes économiques » — une formule qui recouvre l'ensemble des malversations et détournements financiers, perpétrés durant les vingt-trois années de son « règne ». La date de ce procès n'a pas été communiquée.

A la fin des plaidoiries, avant que le jury ne se réunisse à huis clos, M. Moussa Traoré avait affirmé : « Si le sacrifice de ma liberté et de ma vie doit assurer la paix sociale et la réconciliation des esprits et des cœurs, j'y consens. » Vendredi, après le réquisitoire de M^{me} Diakité Manassé Danioko, c'est sur un tout autre ton qu'il a dit : « Je reconnais ma responsabilité politique et morale en tant que père de la nation », tout en en rejetant « la responsabilité pénale » sur ses officiers chargés du maintien de l'ordre.

L'annonce du verdict a été saluée par les applaudissements de

nombreux lycéens, présents dans la salle d'audience. Ils avaient été, aux côtés de plusieurs associations et syndicats, parmi les principaux artisans de la chute du régime Traoré. Ils figuraient aussi parmi les principales victimes de la répression, qui fit officiellement cent six morts et sept cent huit blessés, cent cinquante morts et plus de mille blessés selon les organisations humanitaires (le Monde du 1^{er} février 1993). Si la plupart des familles des victimes, qui s'étaient constituées parties civiles, ont accueilli la sentence avec satisfaction, plusieurs personnes, bien que partageant ce sentiment, ont néanmoins souhaité que le président Alpha Oumar Konaré use de son droit de grâce. — (AFP, Reuters.)

A pas prudents

Suite de la première page

Lors d'un discours prononcé devant le Parlement, le 1^{er} février, M. Roelf Meyer avait proposé qu'une conférence multipartite élabore, avant la fin du mois de mai 1993, une Constitution provisoire. Cette dernière serait, ensuite, ratifiée par le Parlement actuel. En mars ou avril 1994, des élections auraient été organisées en vue de former un gouvernement provisoire, lequel n'aurait pu modifier la Loi fondamentale que dans la limite des principes contenus dans la Constitution provisoire. De nouvelles élections n'auraient été éventuellement organisées qu'à l'issue d'une période de trois ans. Bref, le gouvernement cherche une assurance contre les changements qu'aurait pu imposer une nouvelle majorité.

L'accord rendu public vendredi est finalement assez éloigné de ces souhaits. Selon une vieille et constante revendication de l'ANC qui ne veut pas avoir les mains liées par des principes définis indépendamment de toute majorité issue des urnes, c'est une Assemblée constituante élargie — les élections devraient avoir lieu « le plus vite possible », c'est-à-dire vraisem-

ALGÉRIE : alors que le premier ministre lance un nouvel appel au « repentir »

Quatre rebelles islamistes ont été exécutés

Condamnés à mort pour « complot contre la sûreté de l'Etat », le 5 mai dernier, par le tribunal militaire de Ouargla, quatre islamistes — parmi lesquels Ahmed Messaoudi, connu sous le sobriquet de Teyeb El Aljani — ont été exécutés, à l'aube, vendredi 12 février, le ministre de la justice. Ces hommes faisaient partie d'un groupe d'une soixantaine de personnes qui avait attaqué, dans la nuit du 29 au 30 novembre 1991, le poste militaire de Quemmar, à la frontière algéro-tunisienne, et tué trois soldats. Huit autres islamistes, condamnés à mort par le tribunal militaire de Ouargla, ont bénéficié de la grâce présidentielle et vu leur peine commuée en détention à perpétuité.

Quarante-sept intégristes ont été

condamnés à mort depuis l'instauration de l'état d'urgence, il y a un an. Le 11 janvier dernier, les autorités locales avaient annoncé l'exécution de deux sous-officiers qui avaient participé, au mois de février 1992, à une attaque contre une entreprise de réparations navales à Alger.

Par ailleurs, le chef du gouvernement a lancé, jeudi 11 février, un nouvel appel au « repentir », à l'adresse des activistes islamistes, en rappelant les garanties de l'émancipation qui leur sont accordées par la loi. M. Belaid Abdesslam a souligné que « cet appel ne doit pas être perçu comme un aveu de faiblesse, mais comme un acte de responsabilité et de compréhension inspiré des valeurs de l'Islam », à l'approche du Ramadan. Mais, a-t-il

ajouté, « une main de fer s'abattra sur ceux qui continueront à se dresser contre l'autorité de l'Etat ».

M. Abdesslam a indiqué que 3 500 personnes étaient détenues pour leur implication dans les affaires de terrorisme et a confirmé le chiffre de 600 morts depuis l'instauration de l'état d'urgence, il y a un an. Le premier ministre a souligné que les « actes terroristes pourraient se poursuivre, car il faut tenir compte du banditisme et de la criminalité qui ont trouvé là une couverture politique ». Outre les détenus présentés au parquet, un millier de personnes font encore l'objet d'une mesure d'internement administratif dans les « centres de sûreté » au Sahara. — (AFP.)

Monde du 12 février) a aussi été amplement commentée, mais, contrairement à plusieurs pronostics, le sujet n'a pas fait capoter la rencontre.

Le communiqué du gouvernement ote à ce sujet que « le comité exécutif national de l'ANC et la direction d'Umkhonto we Sizwe [branche armée de l'ANC] ont démenti toute responsabilité dans l'affaire », ce dont la partie adverse « a pris bonne note ». Façon élégante de dire que l'incident était, sinon élos, du moins réduit à des proportions qui ne remettent pas en cause le fragile processus des négociations.

En fait les deux partenaires semblent avoir convenu que la complexité de la situation au Natal, où les partisans de l'ANC affrontent ceux de l'Inkhata, risquait de susciter d'autres bavures du même type. Une cache d'armes appartenant à des militants de l'ANC vient ainsi d'être découverte près de Durban, tandis que du matériel de guerre, transporté cette fois par leurs adversaires de l'Inkhata, était saisi à la frontière entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Aucune de ces deux affaires, pourtant en tous points semblables à la précédente, n'a été moquée ce dimanche.

GEORGES MARION

le faire accepter par la base de l'organisation.

C'est un problème similaire que doit régler le gouvernement : faire accepter par les autres partis, et avant tout par l'Inkhata du chef zoulou Buthelesi, l'accord conclu avec l'ANC. Si les décisions concernant la création rapide d'un conseil exécutif provisoire, qui sera chargé d'assister le gouvernement jusqu'aux élections, ainsi que celle de commissions indépendantes qui veilleront à l'organisation des élections comme à l'impartialité de la radio et de la télévision d'Etat, ne paraissent pas devoir faire de difficulté, il pourrait en aller autrement de la question des régions. Favorable à un Etat fédéral, voire confédéral, l'Inkhata, comme d'ailleurs le gouvernement, voulait que la délicate délimitation de leurs frontières et de leurs pouvoirs soit réglée avant les élections.

Incident clos

L'ANC a pourtant obtenu le renvoi de l'affaire devant l'Assemblée constituante. Il est certain que le problème sera le dossier le plus sensible de la prochaine rencontre bilatérale gouvernement-Inkhata, la semaine prochaine.

Comme cela était prévisible, la récente découverte d'un trafic d'armes où sont impliqués plusieurs militants de l'ANC (le

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALES

La quiétude perdue de Chiriguana

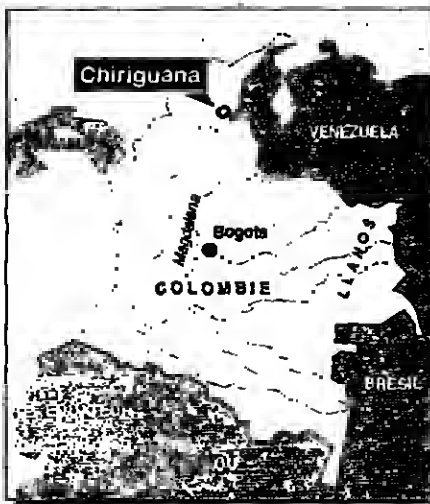
CHIRIGUANA
de notre envoyé spécial

CHIRIGUANA est une bourgade un peu somnolente du département du Cesar, entre le corridor oriental et le río Magdalena. Dix mille habitants environ. La rue principale asphaltée. Les églises encore en terre. De grosses et riches fermes d'élevage aux environs. Un soleil de feu. Les moustiques et la poussière. A l'est, on aperçoit les contreforts bleutés de la Sierra de Montiel, refuge d'une tribu d'indiens qui mène la vie dure aux prospecteurs de pétrole, aujourd'hui domaine réservé des *muchachos* de l'Armée de libération nationale (ELN) du Père Manuel Pérez. A l'ouest, pendant la saison des pluies, c'est une Camargue tropicale, fertilisée par les crues du Magdalena, bruisant d'oiseaux. Un décor bucolique mais menacé.

Voitures piégées un peu avant Noël en plein centre du village, attaque de la guérilla : Chiriguana assaillie avec angoisse à la montée d'une subversion armée qui fait de plus en plus la loi dans tout le Nord-Est colombien. La situation est tout aussi tendue dans les campagnes et les petites mines de charbon toutes proches de la Jague de Ibirico et Aguachica. Routes barrées, enlèvements de notables et de propriétaires terriens, autobus incendiés, ambuscades meurtrières contre des convois de la police et de l'armée. A Valledupar, capitale du Cesar, les autorités admettent que « le département est assiégé par les insurgés ».

Il y a peu encore, pourtant, la vie était calme à Chiriguana, et même routinière. Entre le parc de la place centrale, l'église sans grâce et le statue de l'Indien Chiriguana, on se retrouvait à la fraîche pour la messe, la promenade du soir. Le poste de police, rue Bolívar, n'habitait qu'une dizaine de gardes, dont une bonne moitié, la plupart du temps, étaient absents. Les gros bonnets de la localité étaient respectés. On saluait volontiers les Melkuns et les Azar, représentants des familles de turcos (d'origine syro-libanaise) parmi les plus fortunées.

On soupçonnait bien qu'ils payaient le *boateo* (l'impôt révolutionnaire imposé par la guérilla) pour avoir la paix. Et Heriberto Urbina, un riche propriétaire terrien, menacé de mort, avait dû se réfugier d'urgence à Barranquilla, sur la côte. Armando Criedo, lui, avait été séquestré pendant trois mois. Il était revenu de la sierra avec le syndrome de Stockholm, clamant son admiration pour les *muchachos* qui voulaient l'entendre. On souriait aussi en évoquant l'aventure de la fille d'un parlementaire libéral rentrée enceinte à la maison après son enlèvement par la guérilla, elle aussi acquiesçant apparemment à la cause de l'ELN et expédiée d'urgence aux Etats-Unis par sa famille doublement scandalisée.



Telle était la chronique simple de Chiriguana, banale en somme dans une région où l'on s'attendait à ce qu'il faille composer entre les forces de l'ordre, qui ont souvent le main levée, et des guérilleros qui vivent de plus en plus au banditisme de grand chemin. Le lieutenant Pense, ancien maire et militaire à la retraite, se chargeait, dit-on, de négocier certains « conten-

teurs » avec les envoyés de la subversion. Mais les choses se sont brusquement aggravées.

Les locataires de la Bepi

La Delphine, qu'on appelle le Bepi, tient boutique à côté du poste de police. Elle avait, sans méfiance, loué une de ses maisons mitoyennes à un groupe de garçons et de filles. Ils disparaissent après deux mois. Une nuit, à deux heures du matin, le Bepi est, en ouvrant ses volets, la surprise de sa vie. Ses locataires en uniforme, brassard de guérillero, traînent à la mitrailleuse sur le poste de police. Explosions de grenades, haut-parleurs recommandant à la population de ne pas se hasarder dans la rue : la fusillade dure jusqu'à l'aube.

Le poste finalement réduit par les insurgés au village encore valides, ceptures, furent emmenées en otage. Le commando se retira en abandonnant une mine au milieu de la rue « qui aurait pu faire sauter tout le village », affirme avec un brin d'exubérance méridionale un adjoint du maire. Mais le centre de Chiriguana est un aspect franchement désolé. Plusieurs maisons et des établissements bancaires ont été détruits et pillés.

La veille de l'attaque, des auto-mitrailleuses blindées de l'armée avaient traversé la bourgade sans s'arrêter. Elles ne sont revenues que plusieurs heures après le départ du commando. Une lenteur dans la réaction qui exaspère les habitants traumatisés. La confiance a disparu. Plus personne ne se salue. Et l'on murmure au passage des collaborateurs supposés de la guérilla. Les paysans qui descendent de la montagne pour vendre leurs carottes et leurs oignons sont soupçonnés de renseigner les insurgés. Seuls le curé et Juan Mejía Gomez, l'écrivain, échappent à la suspicion d'un village désormais gagné par le doute et le crainte.

MARCEL NIEDERGANG

ÉTATS-UNIS

Le général Powell met en garde contre une diminution précipitée des dépenses de défense

Le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, a estimé, vendredi 12 février, que les réductions des dépenses militaires ne devaient pas être effectuées de façon précipitée. « Si nous procédons trop rapidement, nous imposons des changements tellement importants qu'ils ne peuvent pas être assimilés, nous risquons de détruire l'armature de notre capacité à combattre », a-t-il déclaré en présentant un rapport sur l'état des forces armées américaines.

Ce texte propose certains regroupements destinés à faire des économies, mais rejette des propositions plus ambitieuses, notamment celle consistant à unifier en un seul service les avions dépendant des différentes armées. Le général Powell a également émis des réserves concernant une réduction trop rapide des effectifs stationnés à l'étranger. Au cours de la campagne électorale,

M. Clinton avait proposé de ramener à 100 000 à la fin de l'année 1996 le nombre des soldats américains stationnés en Europe, alors que l'administration sortante entendait maintenir à cette date 150 000 hommes sur le Vieux Continent. Alors que les services du Pentagone travaillent d'arrache-pied pour présenter au nouveau secrétaire à la Défense des plans d'économies de 10,8 milliards de dollars sur le budget pour 1994, le général Powell a rappelé l'étendue des coupes déjà réalisées. Il a indiqué que depuis 1989, lorsqu'il a été nommé à son poste, les effectifs avaient diminué d'environ 25 %. Les armées nucléaires, aux termes des accords de désarmement déjà signés, doivent être réduites de 70 %, quel que soit le nombre de bases de missiles qui ont été fermées et les troupes américaines en Europe ont déjà été réduites de moitié. — (AFP, AP.)

■ Un nouveau livre sur l'assassinat de Kennedy. — Trois personnes ont tiré sur le président John Fitzgerald Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas, mais aucune d'elles n'était Lee Harvey Oswald, affirme une journaliste britannique, Claudia Furia, qui achève un livre fondé sur les archives des services de renseignements cubains. Selon Claudia Furia, « un conflit entre Kennedy, la CIA et une aile du Pentagone » existait, qui devait s'accentuer à la mi-1963 lorsque le conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, M. McGeorge Bundy, proposa de voir s'il était possible de « ériger des canaux de communication avec Castro ». Selon une source cubaine, le gouvernement de M. Castro avait envoyé, jusqu'en 1978, aux commissions d'enquête américaines les informations confidentielles dont il disposait sur l'assassinat de Kennedy. — (AFP.)

■ M. Salman Rushdie se fâche des changements politiques aux Etats-Unis. — L'écrivain britannique Salman Rushdie a été félicité, vendredi 12 février, des récents changements politiques aux Etats-Unis et a affirmé qu'il était plus optimiste que jamais depuis quatre ans sur les chances que l'Iran soit contraint d'abandonner la condamnation à mort prononcée contre lui. — (AFP.)

■ BRÉSIL : les policiers responsables du massacre de cent onze détenus reprennent leur poste. — Les officiers de la police militaire accusés d'avoir ordonné la répression d'une mutinerie dans la prison de Carandiru (Sao Paulo), le 2 octobre 1992, qui s'est soldée par la mort de cent onze détenus, reprendront leur commandement la semaine prochaine. Un rapport de la police militaire remis jeudi à la justice militaire de Sao Paulo reconnaissait que la troupe avait commis des excès mais soulignait la difficulté d'établir les responsabilités individuelles. — (AFP.)

محند الناصر

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Le Front national se donne pour priorité la lutte contre le « mondialisme »

Le Front national devait rendre public, lundi 15 février, son nouveau programme politique, qui actualise celui de 1985. Jugeant que « la menace la plus grave qui pèse aujourd'hui sur l'avenir de la France est le mondialisme », ce document définit notamment les moyens d'une grande politique centrée sur l'identité nationale.

En brisant un projet sur les mauvaises relations qu'il entretient avec la presse, le Front national a occulté lui-même, lors de la convention de ses vingt ans en novembre au Bourget (Seine-Saint-Denis), la publication de son projet politique (le Monde du 13 novembre 1992). Devenu programme, ce texte prend la forme d'un livre de plus de 400 pages et d'un résumé qui a fait l'objet, pour le moment, d'une diffusion interne. Intitulé « Trois cents mesures pour la renaissance de la France » et présenté comme « une urgence », le « programme de gouvernement » du Front national comporte cinq titres de chapitre (l'identité, la prospérité, la fraternité, la sécurité, la souveraineté) et dix-huit rubriques.

Le chapitre sur l'identité (99 mesures), qui ouvre le programme, reprend l'essentiel des « cinquante propositions contre l'immigration » du parti d'extrême droite, à l'exception notable de la remise en cause des naturalisations accordées depuis 1974. La préservation de ces mesures par M. Bruno Mégret (le Monde du 19 novembre 1991) avait suscité une réprobation générale. Partant du principe que « la menace la plus grave qui pèse

aujourd'hui sur l'avenir de la France est le mondialisme », qui veut « détruire les nations, mélanger les peuples et les cultures, supprimer les frontières et les différences », le document énonce plusieurs propositions qui dessinent les contours d'une « grande politique centrée sur l'identité nationale ». Les principales sont les suivantes : établir la naturalisation comme procédure unique d'acquisition de la nationalité française en dehors de la filiation, instaurer une période probatoire au cours de laquelle le naturalisé n'aura, notamment, pas le droit de vote, appliquer la loi sur la déchéance (article 98 du code de la nationalité), rendre impossible la double nationalité, mettre fin aux mariages de convenance. Le Front national, qui se propose de combattre « l'influence politique de l'islam », projette également de rendre impossible l'immigration légale, de mettre fin au regroupement familial et de réformer le droit d'asile.

Libérer la culture

Après avoir intégré la notion de « préférence nationale » dans la Constitution, le parti d'extrême droite propose d'accorder ou de réserver la priorité d'emploi, de logement social, d'allocations familiales (revalorisées) et d'aides sociales aux Français. Il propose de supprimer les cartes de séjour de dix ans tacitement reconductibles, de prévoir le retour des chômeurs étrangers en fin de droits, de procéder à l'expulsion effective des clandestins et des délinquants étrangers, d'organiser le retour chez eux des étudiants étrangers à l'issue de leurs études. Ce système serait renforcé par la création d'une contribu-

tion patronale d'aide au retour des immigrés. Souhaitant « remettre le mariage à l'honneur », le Front national suggère, notamment, d'instaurer le mariage universel intégral permettant aux parents de voter pour leurs enfants mineurs, de créer un revenu maternel ou parental, de remettre en cause l'IVG et, à tout le moins, de supprimer son remboursement. Dans le domaine de l'enseignement, où une « égalité de traitement » est préconisée entre le public et le privé, il est proposé d'instaurer un chèque scolaire qui consiste en l'attribution d'une allocation mensuelle à chaque famille française ayant des enfants scolarisés. La création d'universités privées et la protection des salaires de l'école contre les « méfaits de l'immigration » sont au programme en même temps que le développement du sport.

Du côté de la culture, qu'il faut « libérer », il s'agit surtout de lutter contre le conformisme et d'encourager le mécénat. Pour l'environnement, placé « au cœur des préoccupations nationales », il faut notamment avoir recours au référendum local, rendre les pollueurs économiquement et pénalement responsables, décentraliser les investissements utiles à l'environnement et équiper le pays d'un réseau complet de stations d'épuration des eaux.

Le deuxième chapitre consacré à la prospérité (58 mesures) ne fait plus référence, dans sa partie économique, au « capitalisme des années 80 », mais il met en cause le « libre-échange mondial », maintient le dirigisme (filtrage des flux commerciaux, aide à nos entreprises sur les marchés extérieurs et intégration de préoccupations non marchandes dans la régulation de la compétition

internationale) et libéralisme (privatisations à hauteur de 300 milliards de francs, lutte contre un interventionnisme économique et social intempestif).

Dans la même veine, le Front national propose une série de réductions et de suppressions de rentrées budgétaires : réduction des dépenses publiques de 350 milliards de francs en sept ans, des prélèvements obligatoires, de l'impôt sur les sociétés pour les PME-PMI, suspension des prélèvements des droits de succession au sein de la famille, suppression progressive de l'impôt sur le revenu et définitive de la taxe foncière non bâtie pour les agriculteurs. Le programme ajoute qu'il faut « réduire substantiellement le chômage » et « organiser une relance non inflationniste de l'activité ».

« Sauver la Sécurité sociale »

Le troisième chapitre, qui se penche sur la fraternité (63 mesures), souligne que le Front national se propose de « sauver la Sécurité sociale ». Il suggère donc de séparer totalement l'assurance maladie, l'assurance vieillesse et les allocations familiales, de créer des caisses séparées pour les étrangers, de développer plusieurs niveaux d'assurances médicales complémentaires, de compléter l'assurance vieillesse par un système de retraites par capitalisation. A la rubrique emploi, le programme annonce la suppression du monopole de l'ANPE et la fin de tout laxisme dans l'indemnisation du chômage. En matière de santé, le parti d'extrême droite préconise, notamment, de maîtriser l'épidémie de sida et de lutter contre l'importation des maladies.

Le quatrième chapitre est consacré à la sécurité, à la justice et à la défense (53 mesures). Le Front national souhaite bannir la politisation de la magistrature et supprimer l'école nationale qui s'y rattache. Il suggère d'unifier et de renforcer les services de police, de les décharger des tâches administratives, de généraliser les titres légaux infaillibles et de faciliter les contrôles d'identité. Liant directement l'immigration au

crime et à la délinquance, le programme léniniste suggère, encore, d'organiser l'inversion des flux migratoires et d'expulser les délinquants et les criminels étrangers. Cette dernière mesure, selon lui, « libérera un grand nombre de places de prison ». Le parti d'extrême droite est favorable au rétablissement de la peine de mort pour les criminels et à des quartiers de haute sécurité, il se prononce pour la notion de « peine prompte, certaine et incompressible » et il suggère de rendre possible le jugement des ministres.

Dans le domaine de la défense, le guide léniniste préconise, notamment, de créer une force terrestre d'intervention polyvalente et de mettre en œuvre une alliance militaire européenne. Partisan d'un renforcement des capacités d'intervention de la marine et d'un accroissement des moyens opérationnels de la Force aérienne tactique, le Front national souhaite voir les forces françaises dotées de moyens aériens de projection à longue distance et d'une défense antimissiles.

Favorable à la création d'une garde nationale de volontaires et au remplacement de la conscription par le volontariat, le mouvement d'extrême droite souhaite créer un organisme de défense des frontières et de contrôle des populations étrangères. L'ensemble de ce plan conduit à « adapter le budget des armées aux impératifs de la sécurité du pays ».

« Rompre avec l'eurocratie »

Le cinquième et dernier chapitre traite de la « souveraineté » (65 mesures). La politique étrangère, qui consiste à « se doter des moyens de la grandeur », passerait, d'une part, par un réajustement des relations entre la France et les Etats-Unis, et, d'autre part, par une résistance accrue aux assauts économiques du Japon. Coauteur du « prétexte d'ordre mondial », le parti léniniste veut faire le bilan du communisme et assurer la défense de l'Idée nationale dans le monde. Se voulant le porte-drapeau de « l'Europe des patries », il veut

« rompre avec l'eurocratie » et « en finir avec le rideau de fer ». Il préconise de dénoncer le traité de Maastricht, d'abroger la révision constitutionnelle du 23 juin 1992, de supprimer la Commission de Bruxelles, mais de protéger le grand marché européen. Il propose de renforcer les liens de la France avec le Maroc et de normaliser ses relations avec l'Algérie. En Asie, il porte son choix sur la Chine du Sud et sur la Chine nationaliste (Taiwan), tout en recommandant de « conserver des relations diplomatiques » avec la Chine communiste. Par rapport au projet initial, une nouvelle rubrique est consacrée à l'outre-mer, dans laquelle il est précisé que les rapatriés doivent être réintégrés dans leurs droits légitimes, en leur assurant une « juste et définitive indemnisation ».

Le programme s'achève sur les institutions. Le Front national s'y prononce pour l'instauration du mode de scrutin proportionnel, l'extension du champ d'application du référendum, la création du référendum d'initiative populaire, la limitation du rôle du Conseil constitutionnel. Il recommande la suppression de l'Ecole nationale d'administration et suggère de renforcer la tutelle politique sur l'administration des finances, en rattachant la direction du budget au premier ministre.

Enfin, les quatre dernières mesures consistent à « rétablir la liberté syndicale » en supprimant le monopole syndical au premier tour des élections professionnelles, à « abroger les lois liberticides Pleven et Gayssot » qui ont pour fonction de réprimer la négation des crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale, à « contrôler les aides publiques accordées aux lobbies », c'est-à-dire à couper les subventions accordées à nombre d'associations, et à « donner au pouvoir médiatique un fondement constitutionnel ». Pour cette mesure, le programme propose une rédaction beaucoup plus impitoyable que celle figurant dans le projet (le Monde du 7 novembre 1992), qui avait soulevé une levée de boucliers.

OLIVIER BIFFAUD

POINT DE VUE

La petite morale tue la grande

par Jean-Claude Boulard

Après MM. Max Gello, Yves Cochet, Bernard Stasi, MM. Janine Mossuz-Lavaur, Laurent Cohen-Tenugi, Charles Fiterman, Georges Sarre, Guy Konopnicki, Joaquin Estefania (le Monde des 16, 24, 27-28, 29 décembre, 1^{er}, 10-11, 12, 21 et 28 janvier), M. Jean-Claude Boulard, député PS de la Sarthe, inculpé de trafic d'influence par le juge Renaud Van Ruymbeke, répond à notre enquête sur la crise morale de la politique, publiée dans le Monde du 12 décembre 1992.

Au moment où le microcosme médiatique apparaît pris au piège d'un moralisme qu'il a contribué à diffuser, il paraît intéressant d'évoquer quelques ont été, dans l'histoire, les relations entre morale et politique.

La première figure venant à l'esprit est celle de Mazarin. Traité de trion et de voleur par les princes étrangers qui prétendaient au monopole de l'honneur, il fut, certes, un grand sene de ses intérêts personnels, mais il eut tout montré un sens aigu de ceux de la France. La vraie morale, celle qui protège les peuples, sa situation de son côté et non du côté des libellards qui, pendant des siècles, tendirent à repérer au côté, ont fait plonger notre pays dans l'anarchie durant la Régence. Et puis, quelle belle image que celle de Mazarin, quelques instants avant sa mort, parcourant les couloirs du Louvre, admirant au passage les fabuleux tableaux et tapisseries accumulés pendant toute une vie et soupirant : « Et dire qu'il va falloir quitter tout cela ».

Colbert, formé à l'école de Mazarin et présenté dans nos livres d'histoire comme un modèle de travail et de vertu, fut également un sene élevé de ses intérêts, mais il savait se montrer plus discret que ce pauvre Fouquet. Le Grand Sincère eut avec Molière un portraitiste des tartuffes et de leurs supercheries moralistes. Ecoute par Louis XIV à ses débuts, son message ne parviendrait pas à empêcher ce grand monarque, en vieillissant, de tomber sous l'influence d'un bigote et la morale d'autant plus étroite qu'elle avait un lourd passé à se faire pardonner. C'est ainsi que la désastreuse révocation de l'édit de Nantes péra sur ce grand règne.

Sous la Révolution, les incorruptibles, au nom de la vertu, firent d'épuration en épuration, chacun

trouvant toujours plus, pur que lui pour l'épurer. Derrière Saint-Just, l'archange de la vertu, les historiens redécouvrent la jeune ambition dont le cénitisme s'ouvre sur le vol des économies maternelles afin de monter à la capitale. Face à ces vertus guillotinées, Danton, accusé de corruption, répliquait avec truculence qu'il était impossible. Il savait, comme Mirabeau, qu'en politique la petite morale tue la grande.

Que Michel Noir se rassure quant à ses ambitions présidentielles. Avec la « République des Jules », on chantait sous la présidence Grévy : « Ah ! quel malheur d'avoir un gendre ! » C'est l'époque où, après le scandale de Panama, le verbe « /ai touché » se conjugua dans les légendes de plusieurs de nos chefs d'Etat. Heureux Jules qui, malgré leur petite vertu, triomphèrent du moralisme boulangiste. Quant à Clemenceau le chèque, il finit en Père la Victoire.

En 1934, l'émeute gronde à nouveau contre les scandales de la République. Les ligueurs qui dénoncent la guesse s'embrassent le plus souvent dans le pire des collaborations.

Et puis vint, en 1940, la divine surprise. Dans la France pétainiste, on ne parle plus que de régénération des Français, d'ordre moral, de France propre, de vrais valeurs devant se substituer à celles froissées d'une République discréditée. Le travail, la famille, la patrie, se voient promus au fronton de nos édifices par un vieux maréchal qui n'eût jamais beaucoup travaillé, qui devait se marier sur le tard sans assurer sa descendance et qui finit par trahir sa

patrie. La morale apparaît alors comme l'ultime refuge d'un régime qui, après le débâcle, propose de sauver la France au nom du Sacré-Cœur. Observons ce passage que l'irruption du discours moral coïncide avec une période de faiblesse. Faute d'efficacité ou de courage, le régime propose l'auto-flagellation. L'ordre moral pétainiste devait se composer de sections spéciales : des serments des magistrats au Maréchal, de la loi contre les juifs et de la rafle du Vel d'Hiv.

Avec la Libération revinrent la République et ses daseaux. La quatrième République, qui eut ses fuites et ses piastres, assure la reconstruction de la France, fit l'Europe et ne mourut pas d'immoralité mais d'insouciance à régler la question coloniale. Quant au général de Gaulle, il n'hésita jamais à utiliser certains services pour effectuer des besognes qu'il considérait comme indispensables à la sauvegarde de l'Etat.

Certes le vingtième siècle légua une figure morale, celle de Pierre Mendès France. Mais sa morale était celle de la vérité, de l'effort et de l'intérêt général, et ceux qui le vénèrent aujourd'hui l'ont, le plus souvent, hier combattu.

Que les gouvernements n'oublient pas que les peuples n'exigent d'eux de la morale que lorsqu'ils les jugent inefficaces. Pour ma part, lorsque j'entends Le Pen, en nouveau général Boulanger, donner des leçons de morale à la République, je me sens profondément, totalement, intégralement du côté de la guesse.

■ M. Jean-Michel Boucheron se démet de son mandat de député. La présidence de l'Assemblée nationale a annoncé, mardi 9 février, que M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, s'était démis de son mandat « par lettre datée du 31 janvier 1993 et reçue le 8 février ». Inculpé pour sa gestion de la ville d'Angoulême, dont il avait été maire (PS) de 1977 à 1989, M. Boucheron se trouve actuellement à Buenos Aires, en Argentine. Le versement de son indemnité de député est suspendu depuis le 11 décembre dernier. L'Assemblée nationale a voté à deux reprises, à l'unanimité, la levée de son immunité parlementaire. Le 29 janvier 1992, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a délivré un mandat d'arrêt international contre lui.

■ Un conseiller général de la Réunion est inculpé de corruption. M. Nicolas Moutoussamy, conseiller général (divers droite) de Saint-Denis-de la Réunion, a été inculpé de corruption, mardi 9 février, par M. Beynel, juge d'instruction chargé du dossier de la billetterie unique des transports urbains départementaux. M. Samuel Carpaye, ancien conseiller général, a été inculpé lui aussi. Les deux hommes, déjà inculpés d'ingérence en octobre dernier (le Monde des 21 et 28 octobre 1992), ont été placés sous mandat de dépôt. (Corse.)

■ Martinique : M. Saffache nouveau maire de Saint-Joseph. M. Raymond Saffache (RPR) a été élu récemment maire de Saint-Joseph. Il succède à Emile Maurice, décédé le 13 janvier, dont il était le premier adjoint.

1er ESPACE EUROPEEN D'EXPRESSION ET DE CREATION POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

THEATRE du JARDIN

... 150 000 jeunes spectateurs accueillis en moins de 10 ans !
... 1 300 représentations de théâtre, chansons, poésie, ballets, concerts.
... une sensibilisation artistique par la participation active du jeune public !

C'est le bilan de l'action du Théâtre du Jardin, seul théâtre de Paris conçu pour les enfants.

Situé dans le Jardin d'acclimatation, il est aussi le CARREFOUR DE L'EUROPE, des jeunes, parrainé par le Maire de Paris, les Ministres de la Culture, de la Jeunesse, des Affaires Etrangères, le Président du Conseil Régional de l'Ile-de-France et par le CID (unesco).

MAIS IL SERA DETRUIT SI PERSONNE N'INTERVIENT

SAUVER LE THEATRE DU JARDIN C'EST CONTRIBUER A CONSTRUIRE UN MODELE DE SOCIÉTÉ POUR UNE ENFANCE HEUREUSE

Quand tous les enfants d'Europe pourront se donner la main... Enfants de la Paix : ils pourront faire échec à la Barbarie !

Adressez dès aujourd'hui vos messages de sympathie et de solidarité en faveur du Théâtre du Jardin pour l'enfance et la jeunesse, du comité de soutien, 138, rue de Crimée, 75019 Paris.
Fax : 45-00-70-72

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

L'ambition retrouvée de M. Léotard

Suite de la première page

« La roue tourne, coostate soo directeur de cabinet, M. Renaud Donnedieu de Vabres. Il y en a pour tout le monde! » Même si les juges de Lyon risquent encore de le rattraper, François Léotard a rehaussé ses pointes pour disputer la course du pouvoir. Matignon l'intéresse, ce n'est plus un secret.

L'opinion ne semble pas, pour l'instant, trouver l'idée saugrenue ni l'homme malvenu. Malgré les gros nuages sur Port-Frédex, sa cote au baromètre des sondages est restée au beau fixe. Il y a peu, songeant bien sûr à lui-même, M. Valéry Giscard d'Estaing avait ainsi défini le meilleur profil du futur premier ministre de la cohabitation : d'abord « être quelqu'un avec qui le président de la République puisse établir une relation » ; avoir ensuite « la compétence » et enfin « l'assise politique ». Qui ne voit depuis quelque temps les faveurs consenties à son ex-codirecteur par l'Elysée et par Matignon? Le 27 janvier, M. Bérégovoy a accepté de débattre avec lui sur TF1. Le mardi 16 février, Mitterrand se rendra à Fréjus pour inaugurer un monument dédié aux anciens d'Indochine. On peut mesurer par avance le poids de la photo.

Dans le jeu de quilles de la droite, le chef de l'Etat a toujours pris un malin plaisir à reconforter le plus chancelant. M. Léotard a depuis longtemps mis sur le compte de la littérature son attirance coupable pour la personnalité du chef de l'Etat. Rapports compliqués et ambigus, dont l'un et l'autre se plaisent à jouer, co espérant en retirer demain quelques bénéfices.

La compétence? Pour beaucoup, M. Léotard reste une énigme. Homme léger, inconsistant, peu travailleur, toujours d'accord avec le dernier qui a parlé, pour les uns. Pour d'autres, un personnage aimé d'une exceptionnelle force intérieure, travaillant beaucoup par lui-même, attentif à toutes les évolutions et toujours prêt à admettre ses erreurs. Certes, son passage au ministère de la culture n'a pas été très probant. Mais l'homme, depuis

1988, a changé. Détaché des contingences du Parti républicain, il a beaucoup voyagé, s'est mieux entouré. Ses positions en faveur de l'Europe ou contre le Front national ont été courageuses.

Sur la cohabitation, il n'a jamais varié. Il n'a pas craint de dénoncer, sur TF1, le « mépris » et la « violence cachée » de ceux qui veulent « jeter le président de la République dehors » après les élections législatives. Pour sa part, il propose à l'opposition le « slogan » suivant : « Nous devons respecter sa fonction. Il devra respecter notre mandat ». Est-ce suffisant pour faire de lui un bon premier ministre? Beaucoup dans l'opposition en doutent, notamment chez ses frères ennemis giscardiens, qui considèrent que le choix de M. Léotard serait « le pire des cadeaux empoisonnés que M. Mitterrand pourrait faire à la nouvelle majorité ».

Un rapprochement avec les écologistes

M. Léotard n'ignore rien de tout cela. Mais la meute peut bien aboyer, la caravane est en train de se constituer. Il établit « son stock de fonctionnaires » et se dit que, une fois à Matignon, les hommes dévoués ne manqueront pas. Il veut rassurer aussi au-delà des frontières. La semaine dernière, il était en Allemagne pour affirmer au président de la Bundesbank sa volonté de défendre le franc. Il y retournera bientôt. Rien n'est laissé au hasard.

Reste le principal : « l'assise politique ». Le contexte général pour l'heure ne lui fait pas verser des optimismes débridés. « Le désarroi dans l'esprit des Français est tel, dit-il, que nous ne sommes pas à l'abri d'une secousse type mai 68 ». Il est persuadé que « la victoire de l'opposition sera moins forte qu'on ne le dit ». Il regrette que l'UPF dans sa plate-forme « n'ait pas assez chiffré les choses » et reproche à l'UDF d'« avoir trop vite bédé à l'impulsion du RPR ».

Le retour des vieux démons du RPR, voilà précisément qui ne laisse pas de l'inquiéter. La « bêtise » des déclarations de Char-

les Pasqua, les livres propos de Philippe Séguin lui font redouter la restauration d'une droite pure et dure. « Edouard Balladur, ajoute-t-il, s'est évidemment mis dans les meilleures conditions. Il a su parfaitement jalouer son chemin. Mais cette réalité-là peut susciter pas mal d'irritations au RPR ». Si le RPR prend l'ascendant dans la nouvelle majorité, il n'ira pas au gouvernement « à tout prix ». « Si la volonté de domination du RPR devient trop forte et trop exigeante, ajoute-t-il, je dissuaderai mes amis de s'embarquer dans cette espèce d'aventure ». Mais parce que les Français, selon lui, préféreront se donner une « majorité européenne et sociale », M. Léotard croit plus aux chances de l'UDF et donc aux siennes.

Dans une telle hypothèse, M. Giscard d'Estaing cumule, affirme-t-il, trop de handicaps pour espérer s'imposer. Dès lors l'histoire ne sera plus qu'à ramasser. M. Léotard n'espère pas voir le RPR se ranger comme un seul homme derrière lui ; ce n'est pas son souci. « L'ampleur des enjeux, assure-t-il, imposera de préparer l'ouverture ». Une ouverture qui, selon lui, pourrait se concrétiser par la constitution « d'un gros groupe centriste » à l'Assemblée nationale pour appuyer un gouvernement « échappant à l'arrogance des partis ». Quand il parle d'ouverture, M. Léotard pense en priorité à « un rapprochement idéologique » avec les écologistes. Chacun à sa façon. MM. Pierre Méhaignerie, Charles Millon et Gérard Longuet y travaillent. Ils ont aussi en tête les élections européennes de 1994, qui pourraient définitivement rebattre les cartes.

Les Verts sont prudents. M. Brice Lalonde est beaucoup plus intéressé. « Réunir le socialisme libéral et le courant libéral-social avec le ciment écologiste a toujours été ma stratégie », réplique-t-il. Ces dernières semaines, les contacts entre les uns et les autres ont été nombreux. « On sent bien qu'une partie de l'UDF ne veut plus rester sous la tutelle du RPR », confie-t-on chez M. Lalonde. M. Léotard peut-il escompter récupérer à son seul profit le fruit de tous ses travaux d'approche? C'est loin d'être fait. Les contacts entre M. Lalonde et les centristes sont anciens, mais le président de Génération Ecologie les trouvent toujours aussi « maladroits ». Avec M. Lalonde, il évoque « avoir des atomes crochus » tout en

se posant encore des questions sur sa volonté politique d'en finir avec « la droite ringarde ». Aujourd'hui c'est plutôt pour M. Barre que son cœur penche. La mission lui serait-elle confiée de diriger « un gouvernement regroupant toutes les bonnes volontés ». M. Lalonde estime qu'il figurerait pour lui « naturels ». M. Barre y est très sensible. « J'ai toujours considéré, note-t-il, que M. Lalonde se comportait de manière responsable ».

L'Histoire, une fois de plus, se répète. Avant les élections européennes de 1984, M. Lalonde était allé voir M. Léotard pour le prier d'agir. « Ne vous trompez pas, s'était-il entendu répondre, Giscard et Barre sont encore nos chefs pour longtemps ». Presque dix ans après, M. Léotard pense « avoir définitivement franchi une étape dans le relèvement ». Il lui reste encore, si la justice et les Français le veulent, à en administrer définitivement la preuve.

DANIEL CARTON

M. Léotard redevient maire de Fréjus. — M. François Léotard a été élu maire de Fréjus, samedi matin 13 février, par 52 voix contre 5 à M. Serge Rambaud (PS). Le président d'honneur du Parti républicain s'était démis de sa fonction, le 29 juin, en même temps que de son mandat de député, après son inculpation dans l'affaire de Port-Frédex. M. Gilbert Lecat, qui lui avait succédé, avait lui-même remis sa démission après la décision de non-lien rendu le 5 février en faveur de M. Léotard. Celui-ci avait été élu pour la première fois maire de Fréjus en 1977.

M. Bayrou souhaite « mettre un peu d'honnêteté dans la vie politique ». — M. François Bayrou a déclaré, jeudi 11 février à Chambéry (Savoie), que « la France ne peut pas continuer à avoir le plus grand nombre de ministres inculqués au kilomètre carré » et que l'opposition, en cas de victoire en mars, devra « mettre un peu d'honnêteté dans la vie politique ». « Nous ne pouvons plus vivre, a-t-il ajouté, dans un pays où la malhonnêteté est considérée comme tellement secondaire qu'il importe peu qu'on soit condamné ou inculpé dans des affaires graves ». Selon le secrétaire général de l'UDF, il importe de faire en sorte que « ceux qui sont convaincus de fraude n'occupent plus de poste dans la République ».

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

SISYPHE EST FATIGUÉ. LES ÉCHECS DE LA GAUCHE AU POUVOIR
de Serge Halimi, Robert Laffont
480 pages, 139 F.

COMMENT MITTERRAND A DÉCOUVERT L'ÉCONOMIE
de Marie-Paule Virard.
Albin Michel, 264 pages, 98 F.

INDÉPENDAMMENT des querelles, qu'elle aie à se défendre, sur sa défaite annoncée, et des certitudes de l'opposition de droite sur son incompétence, la gauche au pouvoir, aux yeux de certains des siens et par rapport à ses objectifs proclamés ou aux espérances soulevées, échoué dans les premières années de son avènement, pour des raisons connues, dont l'histoire avait déjà donné quelques exemples avant 1981. C'est ce qu'entreprend de démontrer Serge Halimi dans son assai sur les échecs de la gauche triomphante, à travers les expériences du Cartel des gauches de 1924, du Front populaire de 1936, des gouvernements de la Libération (1946-1947) et des débuts du premier septennat de François Mitterrand (1981-1983). A chaque fois, observe-t-il, il y a eu regain, repli, recul.

L'auteur s'explique sur les périodes qu'il a choisies, en reconnaissant que certains choix sont discutables. Pourquoi le Cartel de 1924, dirigé par un radical, Edouard Herriot? Parce qu'il a traduit le premier engagement officiel du Parti socialiste en faveur d'un programme « tout de même progressiste ». Parce qu'il a offert aussi à la gauche « sa première leçon de pouvoir ». Pourquoi la Libération et non le Front républicain de 1958? Parce qu'il y a eu, après la guerre, les premiers gouvernements à participation communautaire, sous l'égide du général de Gaulle, « qui ont mis en route

Leçons de jadis et naguère

un programme sans précédent de réformes de structures ».

Au terme de chacune de ses rares expériences de gestion, la gauche aurait échoué devant des obstacles institutionnels, économiques, internationaux, parfaitement identifiables, mais on ne saurait, selon l'auteur, s'en tenir à cette explication. Il y a d'autres raisons, politiques, sociologiques, humaines : la faiblesse relative du monde ouvrier, dans une population restée longtemps rurale, puis sa marginalisation par le Parti communiste ; la montée des classes moyennes, en partie gagnées par le Parti socialiste au prix d'une certaine modération. Les hommes n'ont pas été toujours à la hauteur de la tâche, ce qui conduit l'auteur à relever l'incapacité et la présomption d'Herriot, comme les faiblesses de Blum, corseté dans son juridisme, ayant « peur de faire peur ».

A la Libération, si les réformes de structure impulsées par la gauche ont, estime l'auteur, servi à terme l'intérêt national, ses représentants n'ont pas su transformer l'essai, malgré la discrédit dans lequel se trouvait encore le droit. Il faut dire que la division du monde en deux blocs et ses conséquences entre les socialistes et les communistes n'arrangeaient pas les choses. « De la Libération à la guerre froide », note Serge Halimi, le Parti communiste a affaibli l'ensemble de la gauche par sa stratégie hésitante, erratique ou trop compliquée ; tandis que « le SFIO subordonnait tout, même le sort de millions d'ouvriers qui de toute façon votaient de moins en moins pour elle, à une stratégie internationale — y compris coloniale — marquée par un anticommunisme passablement obscurantiste ». A cela s'ajoute le fait

que, si la gauche de l'après-guerre a su créer les instruments d'un Etat fort, elle manquait d'argent, et le banquier se trouvait être le pays de l'anticommunisme et de la libre entreprise ».

L'auteur souligne à plusieurs reprises une différence de taille entre les précédents et l'expérience de 1981 : Herriot et Blum ne disposaient pas des moyens institutionnels que François Mitterrand avait en main, outre que ce dernier arrivait au pouvoir « dans un environnement international plutôt paisible », face à une opposition assez calme. A la Libération, comme en 1981, la gauche au pouvoir s'est trouvée mieux armée pour gérer à sa convenance et, dans le dernier cas, davantage préservée de la pression extérieure et intérieure. Qua a-t-elle donc passé qui l'a paralysé deux fois encore? Elle a, conclut Serge Halimi, continué de tout subordonner à la confiance des milieux d'affaires, elle a contribué au processus d'intégration européenne avant de comprendre qu'elle renforçait ainsi « la libéralisme à demeure ».

Si l'on suit l'auteur, l'énigme échec provient d'un manque d'imagination, car, dit-il, les socialistes et les communistes initient peu d'idées nouvelles entre 1920 et 1982, et de la faiblesse de la base sociale, puisque « la classe ouvrière s'est vue reléguée au rôle de figurante dans un scénario rédigé par les bureaucrates des partis et interprété par des hauts fonctionnaires ». Il est vrai que le programme commun procédait surtout d'un arrangement plus ou moins artificiel entre les partis concernés : c'était un symbole plus qu'une vision politique adaptée à la société française et à son environnement économique. S'il a

correspondu à un élan populaire, c'est parce qu'il existait dans le pays un désir, un besoin de changement déjà perceptibles à l'élection présidentielle de 1974, mais peut-être pas une réelle volonté de rompre totalement avec le capitalisme ou de refuser l'intégration à un modèle international de coopération.

L'échec de la gauche était déjà contenu dans ses promesses ou, si l'on préfère, dans son incapacité de proposer des objectifs à la fois réalisables tout en étant mobilisateurs pour les électeurs... de gauche. Ce qui suppose, au minimum, un accord sur ce dernier critère, c'est-à-dire le dépassement des divisions pesées et des querelles d'école : la mémoire, à gauche, pèse encore trop sur l'imagination.

L'analyse de gauche de l'échec de la « gauche mitterrandienne » trouvera des arguments dans le récit du basculement entre « le mythe de mai 81 » et l'occupation réalistes « des mécanismes de l'économie contemporaine » que fait Marie-Paule Virard. Pour l'auteur, aucun doute : la gauche a échoué « et il s'agit de dire qu'elle n'avait pas été portée au pouvoir pour jouer le consensus, c'est-à-dire la conservation sociale ». Mais, le système français restant « parfaitement immobile » et la société toujours « en panne », la gauche a atteint ses objectifs « s'il s'agit d'admettre que la grande œuvre mitterrandienne aura été non le socialisme, mais l'Europe ». Le retournement s'est, selon l'auteur, opéré en onze journées « qui ont fait passer la France des nationalisations au franc fort ». Ainsi apprend-t-on, dans le détail de la chronique et selon ce découpage, comment Mitterrand a découvert l'économie ; mais, surtout, comment les responsables socialistes se sont pliés à la technocratie de la politique et à la pression de la technocratie.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY (PS)

Le double langage de l'opposition

Lors d'un banquet républicain organisé à Saint-Amand-Montrond, dans la Cher, vendredi soir 12 février, M. Pierre Bérégovoy, qui était venu soutenir M. Alain Calmat, député de la 3^e circonscription du département, a trôné sur « le programme flou d'une droite, déjà contesté de l'intérieur, notamment par M. Séguin ». « Que va faire un gouvernement de droite face à l'Europe alors que M. Charles Pasqua a été un vigoureux partisan du « non » à Maastricht? », a-t-il demandé, dénonçant le « double langage » de l'opposition. Après avoir souligné que « la crise n'était ni française ni socialiste », le premier ministre a mis en garde notamment sur « le possible démentèlement de l'éducation nationale dans la mesure où celle-ci serait transférée vers les régions ». De son côté, M. Calmat a qualifié M. Serge Vinçon, sénateur RPR et maire de Saint-Amand-Montrond, qui soutient la candidature de son principal adversaire, M. Serge Lepeltier (RPR), de « fils spirituel du sinistre Papon [secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, inculpé de crimes contre l'humanité depuis 1983], qui a pollué politiquement cette terre du Berry traditionnellement à gauche ». — (Corresp.)

M. CHIRAC (RPR)

L'idéologie des socialistes est perverse

M. Jacques Chirac, qui participait vendredi 12 février à des réunions en faveur de MM. Didier Berliani (UDF-rad.) et Jacques Féron (CNI) dans les 19^e et 20^e arrondissements de Paris, a expliqué que « le socialisme a échoué parce que c'est une philosophie dépassée, qui a eu son temps, ses mérites, mais qui est aujourd'hui un siècle de retard ». Le président du RPR, pour qui « l'idéologie des socialistes est fondamentalement perverse », a poursuivi : « Un moment, les Français ont cru que les choses allaient changer dans le bon sens, ils se sont laissés séduire par le verbe, le verbe du cœur. Mais la vérité est apparue clairement : quel que soit le cœur des hommes (...), le système était inépuisable et nous a conduits là où nous sommes. »

M. LE PEN (FN)

Le PS, parti le plus corrompu de l'histoire de la République

M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, vendredi 12 février, au cours d'une réunion publique à Nantes, que le PS est « le parti politique le plus corrompu et le plus pourri de toute l'histoire de la République ». M. Le Pen a également dénoncé « la responsabilité de l'opposition et particulièrement celle de Jacques Chirac dans l'abominable, la scandaleuse affaire du sang contaminé ». Le président du FN a une nouvelle fois évoqué le développement en France d'une véritable forme de purification ethnique, celle qui consiste à chasser les Français des villes et des banlieues dans lesquelles ils habitent soit par la menace, soit par la contrainte, soit par la peur, en ajoutant que « ces villes sont en train de se reconstruire artificiellement la situation qui est en train de déchirer la Yougoslavie, en pire même, car au moins en Yougoslavie, les gens ont la même race ».

M. DELORS (PS)

L'absurdité du clivage droite-gauche

Venu à Valentignay, vendredi 12 février, soutenir M. Pierre Mocovic, trésorier du PS et candidat dans la 4^e circonscription du Doubs où M^{me} Huguette Bouchard, député app. PS, ne se représente pas, M. Jacques Delors a affirmé que, tant que la France n'aura pas acquis « une culture de coalition », « on n'aura pas une vie politique stable et on gardera ce clivage gauche-droite, de plus en plus absurde ». Pour le président de la Commission européenne, « l'important est de savoir si on va sortir de la guerre civile froide, de ces enjeux, de ces gelées que

représente le débat public alors que, quand on regarde les programmes, il y a 40 % de commun ».

L'ancien ministre a jugé que le projet de l'opposition est « un texte qui a été voulu prudent, un texte de compromis », avant d'observer que, « notamment sur l'emploi », il voyait « naître une convergence sur certaines mesures », comme la création d'emplois de proximité pour lutter contre le chômage. « Quand tous les partis disent la même chose », sur une mesure particulière, « cela prouve que le barrage culturel pour appliquer cette mesure est dépassé », s'est-il félicité.

D'autre part, M. Delors, « scandalisé de l'exploitation qui était faite » du prêt de Roger-Patrice Palat à M. Pierre Bérégovoy, a déploré ce qu'il a estimé être « une attaque personnelle contre un homme dont l'honnêteté n'a jamais été mise en cause ».

M. TAPIE (MRG)

« Je veux rendre les radicaux plus ambitieux »

Au cours d'une conférence de presse organisée, vendredi 12 février, à Albi, à l'occasion du lancement de sa campagne dans la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône, M. Bernard Tapie a déclaré qu'il y avait « quatre ans que l'idée de rejoindre le Mouvement des radicaux de gauche [MRG] trotte dans la tête ». « Quand on fait de la politique, a-t-il indiqué, il est utile, à un moment donné, de ne pas rater un satellite (...). Les radicaux sont vraiment des gens de qualité. Contrairement à ce qu'on dit, ils sont dynamiques mais ils ne sont pas assez ambitieux. Donc, l'important, c'est de les rendre plus ambitieux ». Le ministre de la ville a poursuivi : « Vous faites une OPA quand vous devenez le patron. Or je ne suis pas le patron, je suis un soldat. Il va de soi que je ne vais pas rester un simple soldat. Moi, quand je gagne des batailles, je veux des gélons. Mais pour avoir des gélons il faut que quelqu'un vous les donne. »

Le ministre de la ville a enfin déclaré que la réunification de la famille radicale « n'était pas de [sa] compétence ». « En faisant quelques efforts de communication avec Galland, le patron des radicaux voisins, a-t-il toutefois souligné, j'arriverai peut-être à le rendre moins RPR et plus radical. Pour l'instant, il est radicalement RPR ». — (Corresp. rég.)

M. SÉGUIN (RPR)

Le projet de l'UPF est le « prolongement » de Maastricht

Dans un entretien à Valeurs actuelles du 15 février, M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, critique le projet de l'UPF, qui, dit-il, « s'inscrit volontairement dans le processus de Maastricht, dont il est en fait le prolongement à usage interne ». Celui qui fut l'un des chefs de file du « non » à Maastricht ajouta : « Entre les auteurs de la plate-forme et le chef de l'Etat, il y a sur cette question européenne, dont tout dépend, de très larges écarts de convergence ». Interrogé sur son éventuelle participation à un gouvernement de cohabitation, il indiqua : « Comment pourrais-je entrer dans un gouvernement qui se donne pour objectif la réalisation d'un projet que je juge technocratique et fédéraliste, et que je combats depuis des mois? » Il précise enfin qu'il ne refusera au futur gouvernement « ni la confiance ni les moyens budgétaires qu'il demandera ».

Le Monde
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR
PAGES 180 à 194

هكمان النحل

POLICE

M. Jean-Pierre Sanguy quitte la direction de la PJ parisienne

Les passions d'un flic

Que le procureur général près la Cour de cassation rende un hommage vibrant au directeur du 36, quel des Orfèvres n'est pas chose courante : le plus haut magistrat du parquet, M. Pierre Truche, n'a pas tari d'éloges sur ce « grand flic » partant à la retraite, jeudi 11 février, devant un public choisi de magistrats et de policiers. Pour avoir traversé à ses côtés des épreuves judiciaires difficiles, à Marseille comme à Paris, le haut magistrat n'a pas caché qu'il apprécie en M. Sanguy l'homme autant que le policier.

L'homme est habité par des passions paradoxales. Il s'enflamme depuis toujours pour la peinture de Nicolas de Stael. Avec une égale ferveur, il collectionne les figurines et les soldats de plomb. Il cite le Tolstoï de Guerre et Paix pour comparer l'offensive militaire et le coup de filet policier. Puis le Stendhal des Chroniques italiennes pour dire son amour de la Méditerranée. Une pointe d'accent piémontais rappelle la naissance de Jean-Pierre Sanguy à Agadir, le 15 août 1933, préface marocain à une enfance dans les quartiers marseillais. Mais la concision de son verbe, presque aussi célèbre que les silences enfumés de sa pipe, n'a rien de méridional. Ce n'est qu'à l'évocation d'efforts judiciaires - eurent dire entre commensaux - que M. Sanguy retrouve une façon de s'exprimer enflammée d'une verve à la San-Antonio.

Brouillant les pistes, une fois de plus, le policier évoque une préférence littéraire sans partage pour la rigueur des enquêtes du commissaire Maigret. A une exception près, depuis sa nomination à la tête de la police judiciaire (PJ) parisienne en juillet 1988, M. Sanguy a toujours eu les caméras : il a participé à une émission télévisée d'hommage posthume à Georges Siméon. Pour le reste, ce policier a conduit dans la discrétion une carrière qui, de la province à Paris, a reflété les évolutions du crime organisé.

Voici le jeune commissaire Sanguy qui, débarquant à la PJ de Nice, un 1^{er} avril 1970, se trouve aussitôt confronté à la première prise d'otages de droit commun opérée en France : repérée dans un hôtel par les policiers, trois repris de justice marseillais avaient inauguré le genre avec les clients de l'hôtel, qui seront libérés sains et saufs. Quatre ans plus tard, M. Sanguy croise la route d'un terrorisme hexagonal appelé à se développer : il est blessé dans l'explosion d'une bombe déposée près du consulat d'Espagne à Toulouse ; l'attentat est signé par les entrafanés du GARI, un groupuscule où le futur chef d'Action directe, Jean-Marie Roullan, faisait ses classes.

Mêlant crime et politique, la chronique phocéenne rythme ensuite le calendrier de M. Sanguy, chef du SRPJ de Marseille entre 1980 et 1984. Tuerie d'Auriol, « suicide » mystérieux de René Lueat, assassinat du

juge Michel... Le commissaire est aux prises avec un milieu marseillais sans cesse à la pointe des nouvelles formes de criminalité. Avec, à la clef, plusieurs démantèlements de laboratoires d'héroïne issus de la French connection et de réseaux de faux-monnayeurs, sans oublier l'enquête sur le « casse » de la banque de Nice, via les égouts, par Albert Spaggiari. Surtout, le cadé marseillais Gaëtan Zampa, qui a régné sur la ville pendant des années, est définitivement envoyé en prison, fin 1983, au terme d'une coopération entre la justice, incarnée par M. Pierre Truche, et la PJ de M. Sanguy. La période reproche les deux hommes, qui s'étaient déjà croisés à Grenoble : des inspecteurs armés ne les quittent pas d'une semelle, des écoutes téléphoniques ayant révélé les menaces pesant sur leur vie à la suite de « contrats » d'hommes.

Pas de pantoufle

Au fil des enquêtes, la « méthode Sanguy » se peaufine, sous le regard éverté de Gaston Defferre, maire de Marseille et ministre de l'Intérieur. En juin 1985, le policier est nommé directeur adjoint de la PJ de la préfecture de police de Paris. Aux côtés du « patron » de l'époque, M. Pierre Touraine, il s'agit de remettre de l'ordre dans une « grande maison » gagnée par le vedettariat et par le prestige de brigades centrales : à trop être obnubilée par les réussites de l'« Anti-gang » et de la « Crim », la PJ ne répond plus guère aux attentes de Parisiens et de banlieusards préoccupés par les cambriolages, le trafic de drogue dans la rue où le vol à la tire.

Une voie toute tracée pour M. Sanguy, devenu patron du 36, quel des Orfèvres, qui a multiplié les études sur les développements en cours de la délinquance à Paris et en petite couronne. Son passage à la « tour pointue » a aussi été marqué par des réussites plus spectaculaires, dont l'enquête sur l'affaire Cons-Boutboul et l'arrestation du meurtrier de vieille dame Thierry Paulin.

Déclinant les propositions de carrière préfectorale et de « pantoufle » dans de grandes entreprises - « On n'engage pas d'anciens responsables policiers par bonté d'âme, commente-t-il, mais pour qu'ils rendent des services grâce aux liens qu'ils conservent dans la maison », M. Sanguy met en avant des raisons personnelles pour expliquer un départ intervenant quatre mois avant sa date officielle de retraite. Reste à savoir si son successeur, nommé par un décret signé du président de la République, prendra ses fonctions dans les prochains jours ou s'il faudra attendre les élections législatives.

ERICH INCYAN

JUSTICE

Devant la 17^e chambre correctionnelle

Examen d'une plainte en diffamation de M. Dufoix contre M. Trager

La 17^e chambre correctionnelle, présidée par M. Jean-Yves Montfort, a examiné, jeudi 11 février, une plainte en diffamation opposant M. Antoine Dufoix à M. René Trager, auteur du livre *L'affaire*.

Dans cet ouvrage, publié en novembre 1992 aux Éditions du Rocher, M. Trager évoque notamment des affaires de financement « au profit de Georgina Dufoix (ou de son mari Antoine) ». Arguant du fait que le dossier principal est instruit à Rennes par le juge Renaud

Van Ruymbeke, M. François Chéron, avocat de M. Trager, réclame le sursis à statuer. Il s'est par ailleurs étonné de la démarche du mari de M^{me} Dufoix, dans la mesure où les pratiques de financement politique que M. Trager prête à M. Dufoix, directeur de la campagne électorale de son épouse pour les législatives de mars 1986, étaient, à l'époque, la règle générale dans les milieux politiques. D'autre part, a-t-il rappelé, ces pratiques ont été depuis amnistées à deux reprises, exception faite des

cas d'enrichissement personnel et du trafic d'influence.

La cour, conformément au souhait de M^{me} Bernard Cahen, défenseur de M. Dufoix, s'est prononcée pour un débat sur le fond. Chaque partie est, pour l'essentiel, restée sur ses positions. Le procureur de la République a estimé que l'une des phrases mises en cause avait effectivement un caractère diffamatoire. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 11 mars prochain.

L'affaire du scanner de Nîmes

Divergences entre le parquet général et le juge Van Ruymbeke

Le parquet général de la cour d'appel de Rennes n'est pas d'accord avec le juge Renaud Voo Ruymbeke sur la procédure à suivre dans le dossier de l'IRMN de Nîmes concernant M^{me} Georgina Dufoix. Vendredi 5 février, le juge avait directement informé le procureur général de l'impossibilité pour lui de poursuivre son instruction compte tenu du statut de M^{me} Dufoix, ministre à l'époque des faits (le Monde daté

7-8 février). Cela laissait supposer, après transmission du dossier à la chancellerie, l'engagement d'une procédure de comparution devant la Haute Cour de justice.

Le parquet général a estimé, jeudi 11 février, que seule la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, dont M. Van Ruymbeke est l'un des conseillers, « est habilitée à constater l'incompétence » et « à répondre aux avocats des inculpés » qui demandent l'ou-

verture de M^{me} Dufoix. De source proche de l'enquête, on indique que le conseiller Voo Ruymbeke s'est borné, conformément à ses attributions, à informer le parquet général. C'est à celui-ci qu'appartient ensuite, de transmettre à la chancellerie, qui, à son tour, saisit les deux Assemblées d'un dossier relevant désormais de la Haute Cour.

R.-P. P.

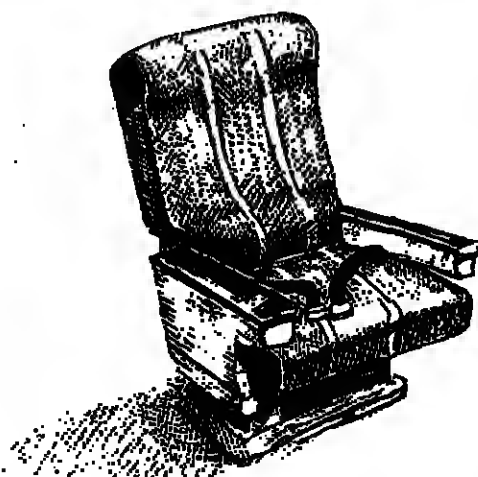
A la cour d'assises du Tarn-et-Garonne

Deux marginaux condamnés à la réclusion à perpétuité

Franck Goyon, vingt-huit ans, et Jean-Paul Contamin, trente-huit ans, deux des quatre hommes accusés d'avoir sauvagement assassiné six vagabonds en avril 1990 dans un squat de Montauban, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, vendredi 12 février, à Montauban, par la cour d'assises de Tarn-et-Garonne. Les jurés ont accordé les circonstances atténuantes au plus jeune des accusés, Daniel Seiber, vingt-trois ans, dont l'insculpation pour assassinat avait été requalifiée au cours du procès.

Seiber a toujours nié toute participation active au massacre. Il a été condamné à six mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour vol de numéraire et de vêtements sur les victimes. L'avocat général avait requis trois peines de réclusion criminelle à perpétuité pour les trois autres accusés, auteurs des meurtres prémédités. Les jurés l'ont suivi concernant Goyon et Contamin. En revanche, les circonstances atténuantes ont été accordées à Michel Saadedine, vingt-six ans, condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

United Airlines vous offre 75% de réduction sur ce magnifique fauteuil.



Modèle Paris-Washington 2.100 F

(AUTRES MODELES DISPONIBLES.)

Paris-Chicago 2.995 F

Paris-Los Angeles 3.495 F

Paris-San Francisco 3.495 F

Aujourd'hui, United Airlines vous offre l'occasion de profiter de 100% de son service pour seulement 25% du prix! Conditions de vente : départ entre le 6 et le 28 février inclus, en classe économique, durée du séjour entre 7 et 21 jours, achat et réservation de billet effectués le même jour et dans les 14 jours précédant le départ. Aucun remboursement en cas d'annulation. Pour plus de renseignements, appelez notre centre de réservations au 48.97.82.82 ou notre Numéro Vert au 06.01.91.38.

UNITED AIRLINES

EN BREF

□ Trois fils de harkis condamnés à des peines de prison ferme pour avoir incendié un autobus à Narbonne. — Les trois fils de harkis qui étaient accusés d'avoir incendié un autobus lors de manifestations à Narbonne (Aude) en juillet 1991 ont été condamnés, vendredi 12 février, à trois ans de prison ferme chacun par le tribunal correctionnel de Narbonne. Le procureur de la République avait réclamé six ans ferme. Les trois prévenus ont aussi été condamnés à payer solidairement 86 770 francs à la ville, qui s'était constituée partie civile. A l'annonce du jugement, l'un d'entre eux a tenté de s'échapper. Une bagarre a suivi entre les gendarmes et une vingtaine de jeunes gens venus soutenir leurs camarades. Au terme d'une poursuite, le fuyard a été repris et placé en détention.

□ Un notaire parisien inculpé d'écroué. — M^{me} Robert Blanc, un notaire parisien âgé de soixante-dix ans, a été inculpé et placé sous mandat de dépôt, vendredi 12 février, par M^{me} Jacqueline Meyson, juge d'instruction au tribunal de Paris. Le magistrat lui a notifié les inculpations d'exercice illégal de la profession de banquier, abus de confiance qualifié et escroquerie par abus de qualité vraie. Il est soupçonné d'avoir emprunté de l'argent à ses clients en leur promettant des intérêts importants à la suite de placements judiciaires. En réalité, il aurait gardé certaines sommes pour son usage personnel tout en remboursant les uns avec l'argent prêté par les autres. M. Blanc aurait ainsi emprunté plus de 12 millions de francs.

□ Trois enfants périssent dans un incendie à Pantin. — Trois enfants d'une même famille, d'origine pakistanaise, sont morts dans l'incendie de leur appartement, vendredi 12 février, à Pantin (Seine-Saint-Denis). Selon les premières constatations, les victimes, âgées d'un mois, dix-huit mois et cinq ans, se trouvaient seules dans l'appartement, leur nourrice étant allée chercher à l'extérieur un quatrième enfant de la famille. L'incendie serait d'origine accidentelle. Il n'y a pas eu d'explosion et les pompiers n'ont relevé ni odeur d'essence ni odeur de gaz.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

En greffant des gènes dans des cellules nerveuses

Des chercheurs français franchissent un nouveau pas vers la thérapie génique

En modifiant un « vecteur » viral par génie génétique, une équipe de chercheurs français est parvenue à insérer, de façon durable, un gène étranger dans des cellules nerveuses animales. Publiés dans les revues scientifiques *Nature Genetics* (daté du 12 février) et *British Medical Journal* (à paraître en mars), ces travaux ouvrent de nouvelles perspectives dans le domaine de la thérapie génique, notamment pour le traitement des maladies du système nerveux central.

Le 19 janvier 1989, pour la première fois au monde, la Food and Drug Administration (FDA) et le National Institute of Health (NIH) américains autorisaient, à des fins thérapeutiques, la mise en œuvre d'une manipulation génétique sur l'homme. Réalisée au National Cancer Institute de Bethesda (Maryland) par l'équipe du docteur Steven Rosenberg, celle-ci consistait à « greffer » le gène d'une hormone naturelle du système immunitaire (l'interleukine 2) dans les lymphocytes d'un malade atteint d'un cancer de la peau en phase terminale. Une étape essentielle dans l'histoire de la médecine était ainsi franchie, celle de la thérapie génique.

Issue des formidables et récentes avancées de la biologie moléculaire, cette approche révolutionnaire n'en est encore aujourd'hui qu'à ses balbutiements. Insérer un gène sain dans des cellules humaines pour corriger une situation pathologique (perspective qui, à terme, pourrait concerner les milliers de malades héréditaires recensés chez l'homme) continue en effet, dans la plupart des cas, de soulever de multiples problèmes expérimentaux. Mais la recherche, désormais, avance de plus en plus vite. En témoignent - entre autres - les résultats obtenus par plusieurs équipes françaises (1) sur la greffe de gènes dans des cellules nerveuses de rat, travaux qui ont fait l'objet d'une demande de bre-

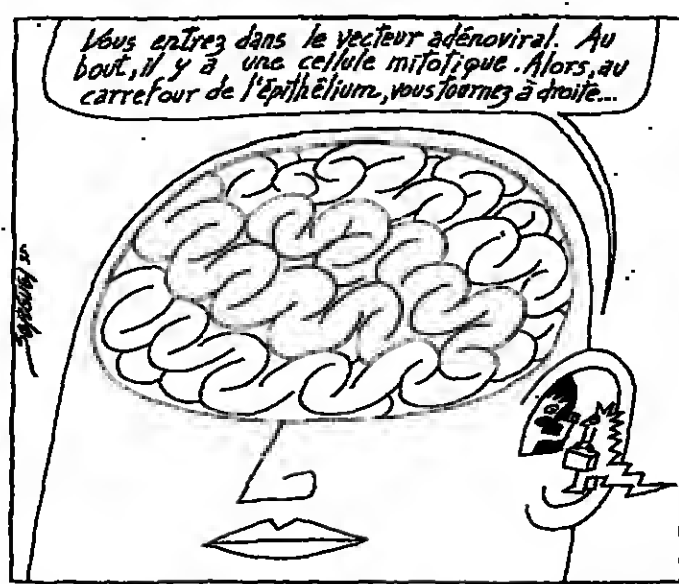
vet déposé conjointement par le CNRS et l'INSERM.

Pour intégrer un gène dans le patrimoine héréditaire d'une cellule vivante, les biologistes ont recouru à des « vecteurs moléculaires ». Dans la majorité des cas, ces derniers sont des rétrovirus. Devenue tristement célèbre avec le virus du sida, cette famille particulière d'agents infectieux possède la particularité, en effet, de s'insérer dans le patrimoine génétique de la cellule qu'elle infecte. Rendus inoffensifs par la suppression d'une partie de leur matériel génétique, les rétrovirus utilisés pour la thérapie génique permettent ainsi, une fois introduits dans des cellules humaines, de véhiculer jusqu'au cœur de leurs chromosomes le gène correcteur que l'on souhaite leur greffer.

Largement employés dans les techniques de transfert de gènes, les rétrovirus présentent toutefois un obstacle majeur : ils ne peuvent infecter des cellules que lorsque celles-ci sont en cours de division. Leur recours est donc impossible pour traiter des cellules du cerveau ou du muscle, qui ne se divisent pratiquement plus après la naissance. D'où la nécessité, pour ces cellules dites « post-mitotiques », de mettre au point un autre vecteur de gènes.

Maladie de Parkinson

Pour aboutir aux résultats annoncés aujourd'hui, l'équipe de Michel Perricaudet (Institut Gustave-Roussy, Villejuif) a étudié pendant dix ans un autre virus humain, l'adénovirus. Au fil des ans, les recombinaisons génétiques réalisées avec ce nouveau vecteur ont permis de transférer des gènes dans un nombre croissant de cellules post-mitotiques, comme celles de l'épithélium pulmonaire, du muscle squelettique ou cardiaque. Les travaux aujourd'hui publiés par les chercheurs français (2) semblent ouvrir à l'adénovirus des perspectives médicales plus importantes encore, puisqu'ils concernent, cette fois, les cellules du cerveau et du système nerveux



central. « Le vecteur adénoviral peut infecter les cellules nerveuses in vivo et in vitro et permet l'expression d'un gène marqueur », résument les auteurs de ces recherches. Après avoir infecté des cellules neuronales et gliales en culture, et démontré que le gène marqueur (il s'agit du gène de la bêta-galactosidase, enzyme qu'une simple coloration permet de visualiser in vitro) s'exprimait « avec une efficacité tout à fait surprenante », les chercheurs ont ensuite inoculé directement l'adénovirus à des rats adultes, dans différentes structures cérébrales (substance noire, hippocampe, striatum, substance réticulée).

« Toutes les cellules nerveuses se sont révélées infectables et toutes expriment la bêta-galactosidase. Cette expression, très forte, débute moins de vingt-quatre heures après le début de l'infection, et persiste deux mois après », précisent-ils, en ajoutant qu'« aucun effet toxique n'a été observé pour les doses couramment utilisées ».

Si de nombreuses étapes restent à franchir avant d'envisager des

essais cliniques sur l'homme (à commencer par l'identification des gènes correcteurs, dont les potentialités thérapeutiques devront ensuite être testées sur l'animal), ces résultats s'ouvrent pas moins une nouvelle piste d'exploration dans le traitement de plusieurs graves affections humaines, telles la sclérose latérale amyotrophique, la maladie d'Alzheimer ou la maladie de Parkinson.

CATHERINE VINCENT

(1) Travaux publiés dans *Science* par les équipes de MM. Gildas Le Gal la Salle (UPR 2212, CNRS), Jacques Mallet (C 9923, CNRS) et Michel Perricaudet (UA 1301, CNRS), dans *Nature Genetics* par les équipes de MM. Axel Kahn (U 129, INSERM), Marc Peschanski (CIR 91-02, INSERM) et Michel Perricaudet.

(2) Ces travaux ont été effectués avec le soutien conjoint du ministère de la recherche et de l'espace, de l'Association française contre les myopathies (AFM), du programme Biovenir de l'Institut de recherche sur la maladie spinale (IRMS), de l'Association française de lutte contre la myopathie (AFLM) et de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS).

Les dollars du sida

Suite de la première page

« Aujourd'hui, remarque-t-on à l'Institut Pasteur, bien que le professeur Gallo ait reconnu avoir utilisé le virus de l'Institut Pasteur pour mettre au point un test de diagnostic du sida, le partage des redevances reflète encore la théorie des deux virus ».

Les termes mêmes du rapport de l'Office of Research Integrity (ORI) du département de la santé américain sont pourtant sans la moindre ambiguïté. Selon ce rapport, dont le *Monde* a obtenu copie, « le fait que le docteur Gallo n'ait pas révélé l'unité du LAV (le virus découvert à l'Institut Pasteur) n'a pour conséquence dans les faits que la plupart des chercheurs ont utilisé le HTLV-III (le virus du sida que le professeur Gallo affirmait avoir découvert) dans la recherche sur le sida parce qu'ils pensaient qu'il s'agissait du seul isolé du virus du sida à croire dans une lignée cellulaire permanente. En conséquence, l'effort a été d'assurer simultanément la primauté du HTLV-III dans la

recherche sur le sida. Il est clair que d'autres laboratoires ont pu, notamment accélérer leurs recherches sur le LAV si le docteur Gallo les avait informés que le LAV avait été transmis à une lignée cellulaire permanente et avec quelle lignée permanente cela avait été obtenu. Le fait que le docteur Gallo ne l'ait pas fait a entravé les progrès potentiels de la recherche sur le sida à l'aide du LAV ».

Le professeur Robert Gallo et son principal collaborateur, le docteur Mikulas Popovic, ont fait appel des conclusions du rapport de l'ORI. Toutefois il est aujourd'hui établi : 1. que le virus découvert aux États-Unis, dans le laboratoire du professeur Robert Gallo, est celui qui avait été découvert auparavant à l'Institut Pasteur de Paris ; 2. que le test de dépistage mis au point par l'équipe américaine - contrairement à son engagement formel de ne pas utiliser la souche de virus adressée par le professeur Montagnier au professeur Gallo à des fins industrielles ou commerciales - a bien été préparé à partir du LAV,

3. qu'en agissant ainsi, et c'est l'administration américaine elle-même qui l'affirme, le professeur Gallo a retardé la recherche sur le sida.

Dès lors, sauf à vouloir se draper dans un orgueil mal placé, on ne voit pas ce qui pourrait conduire l'administration américaine à tergiverser une nouvelle fois.

« Une administration américaine surprenante »

Officiellement, l'Institut Pasteur négocie actuellement sur les bases suivantes : l'accord de 1987 prévoit que chaque organisme, le NIH et l'Institut Pasteur, perçoit une redevance des industriels auxquels il a accordé une licence (en particulier Diagnostic Pasteur pour la France et Abbott pour les États-Unis). Il en garde 20 % qui sont en partie utilisés pour rémunérer les inventeurs. Quant aux 80 % restants, ils sont ensuite versés à la French and American AIDS Foundation (FAAF). Celle-ci, à son tour, en reverse 25 % à la World AIDS Foundation (une fondation d'aide à la lutte contre le sida dans les pays en voie de développement), les 75 % restants étant redistribués pour moitié à l'Institut Pasteur et pour moitié au NIH.

En 1991, le NIH a ainsi perçu 5 millions de dollars et l'Institut Pasteur 1,4 million de dollars. Aujourd'hui, l'Institut Pasteur demande que la totalité des sommes versées à la FAAF lui soit reversée.

Les négociations, qui pourraient s'engager dans quelques semaines, auront lieu à deux niveaux : le premier sera le conseil d'administration de la FAAF, habilité à décider d'une nouvelle répartition des redevances (de telles négociations, insiste-on aussi bien du côté américain que du côté français, ne pourront s'engager réellement tant que n'auront pas été mises à plat les réelles contributions inventives de chacun, qu'il soit français appartenant à l'Institut Pasteur, à l'université ou à l'Assistance publique de Paris, ou américain).

En outre, il est vraisemblable que devront également s'engager des négociations ministérielles de manière, en évitant une procédure judiciaire, à envisager une forme d'application rétroactive des nouveaux termes de l'accord. Le 19 janvier 1987, alors que l'on ne connaissait pas encore tout ce qui s'était passé dans le laboratoire du

professeur Gallo, le professeur Alain Pompidou, qui était conseiller technique au cabinet de M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, avait écrit une note à l'attention de M. Emmanuel Jacquin de Margerie, ambassadeur de France à Washington. Il indiquait que l'Institut Pasteur évaluait à 50 millions de dollars les redevances qu'il aurait perçues si le brevet lui avait été dévolu dans un laps de temps normal, et qu'il demandait « une compensation financière de 20 millions de dollars ». Ni cette compensation ni un quelconque système qui eût permis à l'Institut français de toucher des redevances de manière rétroactive ne furent en définitive acceptés par les Américains.

Non sans une certaine amertume, le professeur Raymond Dedondet, qui était à l'époque le directeur de l'Institut Pasteur, se souvient : « Hormis M^{me} de Margerie, qui nous n'étions pas encore étudiante, nous étions seuls pour nous débrouiller face à une administration américaine surprenante ».

En sera-t-il de même cette fois-ci ? Le professeur Alain Pompidou nous a expliqué quelle était son attitude si d'aventure il était amené prochainement à s'occuper à nouveau de cette affaire. En 1986, dit-il, les équipes des professeurs Montagnier et Gallo « étaient dans une situation de complémentarité ». La première avait isolé et caractérisé le virus, l'autre avait fourni la lignée cellulaire et les réactifs permettant de parvenir à cette caractérisation. « Aujourd'hui, les choses ont évolué, poursuit le professeur Pompidou. Mais il persiste un élément non encore élucidé : y a-t-il eu de la part du professeur Gallo une volonté usurpatrice ? A-t-il eu réellement la volonté de s'approprier la souche virale française ? Aucun des rapports rendus publics jusqu'à présent n'est parvenu à trancher cette question essentielle. Il est évident que s'il était démontré que le professeur Gallo était capable de malversation, cela conduirait à remettre en cause le brevet et à réclamer, pour notre part, une indemnisation. Mais on n'en est pas là. En attendant, je souscris entièrement à la demande formulée par l'Institut Pasteur de voir la totalité des sommes reversées à la FAAF lui être reversées ».

FRANCK NOUCHI

SPORTS

SKI ALPIN : championnats du monde

Alberto tombe de haut

En s'imposant, samedi 13 février, dans le slalom des championnats du monde de ski alpin de Morioka-Shizukushi, Kjetil-André Aamodt empêche sa troisième médaille, dont deux d'or. Le Norvégien devance le Luxembourgeois Marc Girardelli et l'Autrichien Thomas Stangassinger. Vice-champion olympique 1992, l'italien Alberto Tomba a été éliminé lors de la première manche. Déception aussi pour le Français Patrice Bianchi, qui se classe onzième.

SHIZUKUSHI

de notre envoyée spéciale

Lorsque Alberto Tomba a enfourché la piste, les groupes japonais ont hurlé de douleur, certains ont fondu en larmes. Le champion du monde cette année, la déception a été inversement proportionnelle au culte qu'on lui voue. Au Japon, Tomba est une star aussi prestigieuse qu'un grand maître de sumo.

Pendant dix jours, il avait défrayé la chronique. Des hordes de journalistes le suivaient dans ses moindres déplacements, des grappes de jeunes filles le guettaient à la porte de son hôtel. On passait tous les caprices de la vedette : il refusait de monter dans une voiture officielle de marque japonaise, l'organisation mettait à sa disposition une cylindre italienne.

Puis le champion a été cloué au lit, terrassé par un virus intestinal. Mardi, il a été contraint de déclarer forfait pour le géant. Jeudi, il est sorti de sa chambre pour donner une conférence de presse et rassurer ses fans. Il avait une petite mine cachée derrière une ombre de barbe.

Relégué au rang de spectateur

C'est la troisième fois qu'Alberto Tomba rate des championnats du monde. Il avait échoué à Vail en 1989, il avait flôlé le bronze en slalom à Saalbach en 1991, il repart de Shizukushi patraque et désolé. Une drôle de saison qui vient après une année de succès.

En 1992, Tomba était champion olympique de géant et médaillé d'argent du slalom aux Jeux d'Albertville. Quelques semaines plus tard, il remportait la Coupe du monde de slalom et de géant. C'était l'année de « la Bomba », presque aussi belle que 1988, où il était champion olympique et vainqueur de la Coupe dans ses deux disciplines de prédilection. Cette saison, il n'a gagné que le slalom de Garmisch-Partenkirchen en janvier. Ses mistères auraient été dus à un surcroît d'entraînement physique.

Au Japon, devant un public qui lui est donc tout dévoué, Alberto Tomba était investi du titre de premier ambassadeur d'une marque de ski français qui détient la plus grande part du marché nippon. Il devait prouver qu'il était toujours debout. La légendaire puissance de ses jambes l'a trahi. « Je me sentais fatigué », reconnaît-il. Mais il y eut pire : Tomba éliminé, relégué au rang de spectateur, le slalom s'est bien passé de lui. La course fut spectaculaire, fiévreuse, avec les trois médaillés se tenant en 11 centièmes de seconde.

BÉNÉDICTE MATHIEU

AUTOMOBILISME

Alain Prost et l'écurie Williams-Renault pourront participer au championnat du monde de formule 1

Alain Prost et l'écurie Williams-Renault devaient finalement participer au championnat du monde de formule 1 1993. Réunie à Londres, vendredi 12 février, la commission de formule 1 de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a recommandé que le pilote français et son écurie soient inscrits au calendrier de la saison, qui débute le 14 mars par le Grand Prix d'Afrique du Sud à Kyalami. Pour que cette inscription soit officielle, elle devra obtenir l'accord des membres du conseil mondial de la Fédération internationale automobile (FIA). L'issue de cette consultation ne fait guère de doute.

Une polémique avait récemment éclaté à propos de l'éventuelle suspension du triple champion du monde français en raison de ses déclarations à l'encontre des instances dirigeantes de la formule 1, mais le président de la FISA, le Britannique Max Mosley, a déclaré que Prost devrait obtenir « sans problème » la superlicence, préalable indispensable à la participation aux grands prix.

L'écurie Williams-Renault, qui ne faisait pas partie de la liste officielle des engagés pour avoir transmis sa demande avec un jour de retard, a été finalement inscrite.

PARIS

Plan d'occupation des sols Seine-Rive-Gauche, ZAC de Belleville

L'urbanisme de la capitale est mis en péril devant les tribunaux

Au cours de sa séance du jeudi 11 février tenue « en formation solennelle », le tribunal administratif de Paris a examiné trois affaires mettant en cause la politique d'urbanisme de la Ville de Paris. Dans chacun des cas, le commissaire du gouvernement a, dans ses conclusions, soutenu le bien-fondé des arguments présentés par les requérants. Non moins exceptionnellement le tribunal a mis ces contentieux en « délibération prolongée » jusqu'au 12 mars prochain.

Le premier dossier, et le plus important, concerne le Plan d'occupation des sols (POS) de la capitale adopté en novembre 1989. L'association « Les amis de la Terre » et leur conseil, M^{me} Fabrice-Luce, demandent l'annulation de ce document modifiant le POS de 1977 et autorisant désormais la construction de bâtiments destinés aux loisirs et aux sports sur 440 hectares, soit 20 % des bois de Boulogne et de Vincennes. L'association soutient qu'il y a eu une violation des obligations légales, l'importance de ces surfaces n'apparaissant nullement lors de l'enquête publique. Le commissaire du gouvernement a admis la validité du motif. Si le tribunal le suit, le POS de Paris devrait être remis en chantier, au moins sur ce point.

La deuxième affaire, soulevée par une dizaine de particuliers et deux associations, touche le projet baptisé Seine-Rive-Gauche qui prévoit,

entre autres, l'édification d'une dalle de béton sur 60 hectares d'emprise ferroviaire appartenant à l'Etat. La déclaration d'utilité publique, entourent les requérants, aurait dû être signée non par le préfet mais par le ministre des transports. Le commissaire du gouvernement les approuve et demande une nouvelle enquête publique en bonne et due forme. Si le tribunal était du même avis, l'opération - mais non la Bibliothèque de France qui n'est pas concernée - prendrait plusieurs mois de retard. La discussion sur les choix urbanistiques et les risques financiers du projet (900 000 mètres carrés de bureaux sur dalle) ne manquerait pas de reprendre.

La troisième contestation porte sur la ZAC Belleville-Ramponneau dont le Conseil de Paris a voté le principe sous la forme d'un périmètre d'études en novembre 1990 (*le Monde* daté 7-8 février). L'association « La Bellevilleuse » et M^{me} Lyon-Caen soutiennent que le public a été empêché de pénétrer dans la salle des séances et que la délibération doit être annulée. La encore le commissaire du gouvernement se range de leur côté. Au cas où les juges seraient de son avis, toute la procédure, qui a été particulièrement difficile en raison de l'opposition des habitants, devrait être reprise à zéro.

MARC AMBROISE-RENDU

ENVIRONNEMENT

Le golf de Gassin annulé par le Conseil d'Etat

Dans un arrêt rendu vendredi 12 février, le Conseil d'Etat a annulé l'autorisation que le préfet du Var avait accordée pour un projet de golf sur la commune de Gassin. Ce projet de ZAC prévoyait, outre le parcours de golf, un ensemble hôtelier de 140 cham-

■ M. Patrick Ollier élu président du parc des Ecrins. - Par 38 voix sur 44, M. Patrick Ollier, député RPR des Hautes-Alpes (Serre-Chevalier), a été élu, vendredi 12 février à Gap, président du parc national des Ecrins. M. Ollier est en outre délégué général du RPR chargé du développement rural, de l'agriculture et du tourisme.

bres, des résidences de tourisme de 80 logements et un ensemble immobilier de 300 logements.

Le Conseil a estimé que le projet de ZAC présenté par le maire de Gassin ne se conformait pas aux prescriptions de la loi littoral de 1986, qui limite strictement l'extension de l'urbanisation en zone littorale. Quoiqu'en retrait derrière une ligne de crête, à une distance variant entre 600 et 1 000 mètres du rivage, le projet a été jugé contraire à la loi puisqu'il ne s'inscrivait pas dans la continuité d'une zone construite et urbanisée une certaine d'hectares de terrains vierges sans justifier l'atteinte à un espace proche du rivage.

bres, des résidences de tourisme de 80 logements et un ensemble immobilier de 300 logements.

Le Conseil a estimé que le projet de ZAC présenté par le maire de Gassin ne se conformait pas aux prescriptions de la loi littoral de 1986, qui limite strictement l'extension de l'urbanisation en zone littorale. Quoiqu'en retrait derrière une ligne de crête, à une distance variant entre 600 et 1 000 mètres du rivage, le projet a été jugé contraire à la loi puisqu'il ne s'inscrivait pas dans la continuité d'une zone construite et urbanisée une certaine d'hectares de terrains vierges sans justifier l'atteinte à un espace proche du rivage.

محاذمان الفصل

CULTURE

THÉÂTRE

Marivaux, l'amour en guerre

Christian Rist dirige en maître Nathalie Baye et Didier Bezace

LES FAUSSES CONFIDENCES
ou Théâtre national de Chaillot

Dès qu'il entre en scène, le ton est donné. Dubois, ancien valet de Dorante - un jeune homme très beau et ruiné, est désormais au service d'Araminte, jeune veuve à la tête d'une grosse fortune. Il a résolu que celui qui fut son maître épouserait celle qui est sa maîtresse. Plus par défi et goût du beau jeu que par intérêt. Si, en amour, on parle de conquête, on le doit pour beaucoup à Marivaux et particulièrement aux Fausse confidences.

Dubois (Didier Bezace) est un guerrier dans la force de l'âge et de l'intelligence : « Fierté, raison et richesse, il faudra que tout se rende. Quand l'amour parle, il est le maître... » (acte 1, scène 2). L'enjeu de la guerre présente est que Dorante (Jean-Yves Berteloot), amoureux fou d'Araminte (Nathalie Baye), soit introduit dans la maison au poste d'intendant et que celle-ci succombe à ses traits. Afin d'instiller doutes et soupçons au service de la cause, Dubois a mis au point un stratagème qu'il maîtrise en artiste, ces « fausses confidences », qui sont autant de

propos teus, à l'écart de toute indiscretion, à Araminte, à Martho sa suivante (Cécile Brune), à M. Rémi (Alain Mottet), l'oncle de Dorante et « procureur » - homme d'affaires - d'Araminte.

Tout serait plus facile si la maison n'était pas encore Madame Argente, la mère d'Araminte (Andréa Retz-Rouyet), qui n'a d'autre but que celui du mariage de sa fille et du comte (Michel Bakhouche), ainsi qu'un jeune valet, Lubin (Denis Podalydès). Ces trois-là, chacun à sa façon, forment le trio comique de la pièce. Madame Argente est aussi forte que méprisante. Quand elle s'en prend à l'un ou à l'autre, elle est hautaine, brutale, boursoufflée d'importance.

Le comte, qui souffre de porter des chaussures trop petites, est simplement ridicule dans son empressement à séduire Araminte, mais c'est un homme gentil. Lubin est aussi facétieux que savamment maladroite, un peu magicien aussi, commandant du geste à des musiques célestes... Le metteur en scène, Christian Rist, a vu en lui - très justement - un Arlequin dans la pure tradition.

Christian Rist est l'un de nos

metteurs en scène qui ont le plus réfléchi; le plus travaillé notre répertoire classique. Il est aux commandes depuis plus de dix ans de son Studio classique, devenu structure de production et rendez-vous pédagogique de nombreux acteurs. Son nouveau spectacle, coproduit par le jeune Théâtre de Sète, qui se lance avec bonheur dans la création, multiplie les trouvailles de mise en scène : gestes, déplacements, saut de scène, le tout d'esprit, la direction des acteurs presque irréprochable, les rythmes parfaitement équilibrés.

Didier Bezace donne impeccablement les tempos, et Nathalie Baye insuffle à son rôle - l'un des plus passionnants pour une femme du théâtre français - plus de charme, plus de force, plus d'émotion à chaque scène. Coup de cœur pour Andréa Retz-Rouyet, dont on ne comprend pas qu'elle ait pas plus souvent l'occasion de montrer sa rageuse bonne humeur. De tous, on entend chaque mot, chaque trait, chaque intention dans le décor simple et beau de Lou Guaco - un parquet en demi-lune figure une rose des vents déboussolée où l'ouest a échangé sa place avec l'est - (la guerre); les lourdes

tentures du salon de Madame Argente deviennent comme par magie translucides pour laisser entrevoir un jardin plein d'arbres...

Il faut entrer, nous aussi, dans les salons de l'hôtel parisien de Madame Argente. Un homme y régit, on ne le voit pas, il est pourtant omniprésent : l'auteur, Marivaux, celui qu'on surnommait le « Théophraste moderne » quand il enchantait le capitaine avec les Mœurs et les Caractères des habitants de Paris, autres appétissantes parures au Nouveau Mercure. C'était au début du dix-huitième siècle, il ne s'était pas encore lancé dans le théâtre - où il allait connaître des fortunes diverses, mais se faisait les dents et forgait son style sans peur. C'est aujourd'hui, sur la grande scène de Chaillot - un peu trop grande pour tant de finesse - superbe.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro (16^e). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F. Jusqu'au 20 mars, puis en tournée du 24 mars au 28 mai dans toute la France.



Nathalie Baye et Didier Bezace

MUSIQUES

Les projets de la Bastille

Un grand répertoire et des spectacles expérimentaux sont annoncés pour 1993-1994

Après la publication de notre enquête sur les événements « scénarios » de l'opposition pour l'Opéra de la Bastille après les élections législatives du mois de mars (Le Monde du 9 février), Jean-Marie Blanchard, actuel administrateur, nous a fait part de ses projets pour la saison à venir. Cette programmation, dénotant un goût d'ambition considérable, par rapport à la moyenne des productions qui se sont succédées depuis l'ouverture de la salle en 1990. La saison débutera en septembre 1993 avec le *Falkenberg* (Johann Sebastian Bach) - ce sera le premier ouvrage de Wagner monté à la Bastille, dans une mise en scène du cinéaste Werner Herzog, direction Myung Whun Chung. Suivra *Madame Butterfly* de Puccini, elle aussi dirigée par le chef d'orchestre, dans des images de Robert Wilson.

Grand répertoire veriste italien, ensuite, avec *Adrienne Lecouvreur*, de Cilea; *Mirella Freni* et *Giacomo Aragall* dans les rôles principaux; *Giannandrea Gavazzeni*, un vétéran, au pupitre de l'Orchestre de l'Opéra; mise en scène de Jean-Luc Boutté, de la Comédie-Française. La période des fêtes de fin d'année verra l'arrivée des *Brigands* d'Offenbach dans la mise en scène de Jérôme Deschamps et Meche Makieff créée à l'Opéra d'Amsterdam.

Ensuite, on verra, pour la première fois à Paris dans sa version scénique, les *Soldats* de Bernd Alois Zimmermann, ouvrage majeur de notre siècle créé en 1965. La direction sera assurée par Aloys Kontarsky, qui fut l'un des premiers à diriger l'ouvrage. La mise en scène, signée par l'Allemand, Hans Kasper, vient de Stuttgart.

Suivront une nouvelle production de *Salomé* de Strauss (direction Chung, mise en scène André Engel, soit l'équipe gagnante de *Lady Macbeth* de Chostakovitch l'août dernier); le *Padmavati* de Roussel annulé cette saison pour des raisons de planning et d'indisponibilité des chanteurs (direction Serge Baudo); et, toujours au ombre des nouveautés, un diptyque avec *Alceste* et *l'Épiphonie* en *Aulide* de Gluck, dans une scénographie d'Archim Freyer (on a gardé le souvenir de son *Freischütz* au Châtelet).

Outre des reprises en alternance des *Contes d'Hoffmann* (mise en scène de Polanski), de la vieille *Katja Kabanova* de Gounod (montée par Günter Frensch), et de la *Carmen* qui entre au répertoire de l'établissement en juin prochain, la saison d'été s'achèvera par une *Tosca* dirigée par Seiji Ozawa, avec Carol Vaness et Plácido Domingo (le metteur en scène reste à déterminer). Jean-Marie Blanchard ce

désespère pas de voir s'ouvrir la salle modulaire. Il lui destine, dès la prochaine saison, trois spectacles expérimentaux : *l'Oreste* de l'École, pour laquelle Iannis Xenakis a déjà composé une partition musicale (production du Festival de Gibellina), mais dont l'adaptation littéraire sera complétée par Pierre Brancet; mise en scène de Ioannis Kokkos. Claude Régy adaptera à l'espace singulier de la nouvelle salle un diptyque Maeterlinck-Lautréamont, sur des musiques originales. Un opéra de poche de Benjamin Britten sera enfin confié à l'imagination de Sylvain Lhermitte, jeune metteur en scène inconnu qui fait du théâtre forain itinérant en Vendée.

Les salles de l'Amphithéâtre et du Studio seront consacrées à des manifestations pluridisciplinaires, parallèles aux productions lyriques : cycles cinématographiques en collaboration avec la Cinéma-thèque, colloques sur « Voix et civilisation », sur l'opéra contemporain... Pour les laïcs, l'administrateur de la Bastille entend diminuer le prix des fauteuils dans les catégories inférieures à 200 F, augmenter le nombre des places à 100 F, quitte à augmenter (+3 % maximum) les billets de première catégorie, voire à créer une « super première catégorie ».

A. R.

Berlin à Paris

La mystérieuse symphonie

Il sont de plus en plus nombreux chaque soir devant la salle Pleyel, des dames et des messieurs bien mis, un bout de papier à la main en guise de partition, qui cherchent une place d'air de chiens bettes. Il y avait longtemps que l'on n'avait pas vu telle affluence pour des concerts de musique symphonique. De nombreux jeunes discutent dans le hall, Louis Vuitton-Moët Hennessy leur a offert près de 1 000 places réparties sur les cinq concerts que donne la Philharmonie de Berlin. Et à ceux qui rient contre le prix trop élevé des fauteuils, il faut rappeler qu'à Pleyel les plus chers ne sont pas toujours les meilleurs (1), qu'André Fumagalli organise cette série de concerts, à bien des égards historiques, dans une sublimation autre que le mécénat de LVMH, il pratique donc une vérité des prix à laquelle le public n'est pas habitué. Mais soyons certains que sa Société des grands interprètes ne gagnera pas un centime, pas qu'elle en perdra. Il en faudrait plus pour l'arrêter : il annonce un cycle Mehlert, avec les mêmes interprètes.

Au programme, de ce quatrième concert, les *Variations* sur un thème de Haydn, le *Double concerto* pour violon et violoncelle par Maxim Vengarev et

Boris Pergemenschikow et le *Quatrième symphonie*. La dernière symphonie de Brahms s'ouvre sur l'un des thèmes les plus mystérieux, les plus tendres de toute l'histoire de la musique. Les cordes jouent une tierce descendante (si eol) suivie d'une sixte montante (mi do), répétée d'un danton plus bas, cassée par une octave brisée descendant pendant que, les vents enchaînent des *Variazioni*. Ce premier thème si difficile pour les cordes (et celles de Berlin sont sublimes, malgré de petite accroc) plonge l'auditeur dans un sentiment proche de l'extase. Abbado a une conception très articulée de la musique de Brahms, il imprime des phrases très nets, voire tranchants à un orchestre dont le quatuor joue avec une sonorité très appuyée, un phrasé quasi chorégraphique.

Si les vents paraissent un peu hasardeux, les eolles précédentes, ce soit, il est en grande forme - à l'exception notable des flûtes. Mais le chef italien ose des variations de tempo d'une grande liberté, enchaîne les épisodes de ce premier mouvement avec une liberté, un sens de la respiration orchestrale confondante. Abbado contrôle chaque syllabe d'un discours qu'il veut préemptoire, mais bête

ses phrases avec une liberté d'autant plus admirable que cette œuvre toute en symétries ne supporte ni le laisser-aller ni la rigidité. Abbado est un grand chef de concert, le studio lui convient moins. En public, et bien qu'il ne dirige jamais pour la galerie, il sait conduire une interprétation à son apothéose. Le dernier mouvement de cette *Quatrième symphonie* est une chevronne dont les variations sont délicates à mener. Abbado at ses musiciens y sont inextinguibles, puissants, arc-boutés, ils prennent des risques insensés qu'ils assument avec une détermination qui ignore la mesquinerie : tant pis pour la justesse si le sentiment est vrai.

ALAIN LOMPECH

(1) 850 F les places les plus chères, mais 170 F celles du second balcon, d'où l'on voit et l'on entend le mieux.

Prochain concert, le 13. Second concerto pour piano, Darius Milhaud, avec Maurizio Pollini. Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. Abbado a enregistré cette symphonie chez Deutsche Grammophon, on lui préférera l'enregistrement de Karajan de 1963, publié par DG en série économique.

EN BREF

Michel Braudeau élu au jury Médias. - Notre collaborateur Michel Braudeau a été élu membre du jury du prix Médias, annoncé vendredi 12 février le secrétaire de ce prix. Il remplace Bernard Privat, décédé. Agé de quarante-six ans, lauréat du prix Médias en 1983 pour *Naissance d'une passion* (Seuil), Michel Braudeau est l'auteur de plusieurs autres romans, dont *l'Objet perdu de l'amour* et le *Livre de John*.

Mort du comédien Dominique Economides. - Dominique Economides, membre de la Compagnie de l'élan, dirigée par Jean-Luc Jeener, est mort le 7 février des suites d'un cancer, à Villejuif, où il était hospitalisé. Agé de quarante-deux ans, il avait été notamment l'Alceste d'un *Misanthrope* qui a beaucoup voyagé en France et hors des frontières. Il s'était, d'autre part, essayé à la mise en scène et avait monté le *Pédant joué*, de Cyrano de Bergerac, qui revêtait d'une tournure en Afrique centrale. Une cérémonie religieuse à sa mémoire est organisée le 22 février à 11 heures à l'église Saint-Roch, à Paris.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde
L'ÉCONOMIE

PATRIMOINE

Les Tuileries entre jardiniers et technocrates

Une petite exposition montre l'évolution du parc et rappelle le projet de rénovation

Il a été décidé, il y a deux ans, de consacrer un budget conséquent (250 millions de francs) pour réaménager les Tuileries, endroit sinistré, au tour du passé symbolique (le *Monde* du 5 mars 1992). Un parti est adopté (réhabilitation contemporaine du jardin historique dont la trame est conservée), des lauréats choisis (Louis Benech, Pascal Cribier, et Jacques Wirtz), un organisme désigné pour suivre les travaux (l'établissement public du Grand Louvre-EPGL).

Mais le concept de jardin, très fluide dans l'esprit de l'administration, est dans celui du public, et le coût de sa réalisation amène à des dérapages du moins en moins contrôlés par les professionnels chargés du réaménagement. Pour les responsables de l'EPGL, il semble qu'un jardin, fût-il historique, c'est, certes, de la « verdure », mais surtout un espace vacant propice à toutes les formes de loisirs et qui peut accueillir les manifestations « ludiques » les plus diverses. Espace qu'il faut donc « équiper » pour faciliter son usage. Une « boîte technique » d'un beau jaune, destinée à accueillir le jardin en courant électrique, a donc été implantée sur l'esplanade des Feuillants, où les forains tament toujours régulièrement.

Maintenant, c'est une patinoire qui ouvre ses portes à côté de la statue de Jules Ferry. Près du bassin octogonal, les opérations plus ou moins commerciales se multiplient (Fashion Show, Fureur de lire, Festival de Loisirs des jeunes, lancement de parfums). Des camions de 35 tonnes entrent dans le périmètre des Tuileries pour assurer les livraisons du Jeu de paume. Comme le sol, humide, se creuse de profondes ornières, le responsable de la Galerie nationale demande des chemins bitumés. Sans aller jusqu'à, le renforcement des sols est en bonne voie.

Un lieu ambigu

Aussi, les paysagistes, Cribier et Benech, ont bien du mal à défendre leur projet : l'aménagement de la terrasse des Feuillants leur a été retiré; la réfection des « couverts » (les bosquets) est repoussée après 1995, mais les travaux préparatoires ne devraient pas leur être confiés; l'EPGL avait un moment envisagé de confier à des architectes des bâtiments de France l'aménagement intérieur de ces bosquets, histoire de court-circuiter les deux paysagistes « mal embouchés ».

Cette incompréhension entre des

professionnels et des technocrates réside bien dans la dérogation de l'idée même de jardin. Pour Monique Mosser, une des meilleures spécialistes européennes des jardins (1), c'est « un lieu ambigu où les hommes, de tout temps, ont conjugué nature et culture, projets et plaisirs, travail et jouissance ». Cette ambiguïté est redoublée par les rôles différents qu'on lui a attribués au cours des âges : laboratoire technique, lieu d'expérimentation esthétique, équipement urbain voué à la déambulation et à l'hygiène, réservoir d'énergie, toutes ces vertus se mêlent pour mieux se brouiller en cette fin de vingtième siècle. Aujourd'hui, le parc urbain n'est-il pas devenu un gadget, un anachronisme, un alibi, tout juste bon à calmer les angoisses des écologistes ?

Pour les uns, c'est toujours un morceau de nature intacte, à préserver contre vents et marées; pour les autres, c'est, au contraire, un atout qui possède un style propre et une évolution autonome; les écologistes - les techniciens de l'aménagement - le voient, de préférence, comme un espace (vert) multifonctionnel, destiné à la décompression des citadins, mais sa forme indistincte s'inscrit obligatoirement dans un plan d'occupation des sols bien

compris. Cette vision est dangereuse. Elle incite à bouter les parcs historiques d'équipements qui devraient trouver leur place ailleurs dans la cité. Elle entretient, surtout, un clivage dépassé entre « contemplatifs » qui réclament un usage « passif » des parcs et « activistes » qui ne verraient là qu'un vaste « terrain de jeu ».

Cette équivoque est facilement évitable puisque la plupart des parcs, historiques ou non, se prêtent facilement à des séquences où les activités peuvent alterner. Aux Tuileries, par exemple, l'esplanade des Feuillants et la terrasse du Bord de l'Eau peuvent parfaitement accueillir les enfants, les amateurs de boules, voire les attractions légères. Si l'histoire et la collection peuvent coexister dans ces lieux, ils ne peuvent se superposer sous peine de les détruire ou de les dénaturer gravement.

EMMANUEL DE ROUX

(1) *Histoire des jardins en Europe*, Flammarion éd.

« Le jardin des Tuileries », de Catherine de Médicis à François Mitterrand, Sauvegarde du Paris historique », 46, rue François-Miron, 75004 Paris, de 14 heures à 18 heures. Tél. : 48-87-74-31. Jusqu'au 28 février.

M. Ralite présente le projet de Cité des arts au Fort d'Aubervilliers

M. Jack Ralite, maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), a présenté le projet de réalisation d'une Cité des arts accueillant, au côté du futur Centre national de la restauration du patrimoine (CNRP), un espace de création et d'innovation de 34 000 mètres carrés, le Métafor.

La Mission d'aménagement du Fort d'Aubervilliers vient de conclure la viabilité économique de l'opération. Reste le financement. Un partenariat a été ébauché avec le conseil général de la Seine-Saint-Denis. La région Ile-de-France a été sollicitée. Plus de vingt-cinq entreprises françaises et étrangères auraient manifesté leur intérêt. Néanmoins, pour que le futur « carrefour de la création artistique, de l'innovation technologique et du développement social » se concrétise, l'Etat devrait prendre à sa charge 75 % du coût total des investissements évalués à 265 millions de francs.

Si ces propositions soumises à l'Etat et aux collectivités territoriales sont adoptées, le projet pourrait être présenté fin 1993 ou début 1994, a indiqué M. Ralite, qui a précisé que, dans ce cas, les premières activités du laboratoire de recherche-création - pivot de Métafor - pourraient débuter dès 1995.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

POINT / LE CINÉMA EN FRANCE

Un malade résistant

Sur commande du ministère de la culture, la Mission de réflexion et propositions sur le cinéma français, dont les travaux sont connus sous le nom de « rapport Cluzel », a rendu récemment ses conclusions.

Le cinéma français y apparaît comme un borgne ou royaume des aveugles européens, un cyclothymique qui un jour se gargarise de sa survie quand partout ailleurs ses congénères sont moribonds, le lendemain désespère de la baisse régulière des spectateurs dans ses salles, le lundi brandit l'excellence de sa réglementation protectrice et le mardi voue aux gémonies ses nombreuses tutelles. On peut s'agacer de ces gesticulations. C'est oublier que le cinéma n'est pas, n'en déplaise à Malraux, un art qui, « par ailleurs »,

serait une industrie, mais l'un et l'autre à la fois, et, désormais, un produit audiovisuel parmi d'autres. Ce caractère hybride entraîne nécessairement pareille discordance.

Quels buts poursuivait Jack Lang lorsqu'il commanda, le 29 juin 1992, un rapport sur le cinéma français à Jean-Paul Cluzel, inspecteur général des finances, secondé par Guillaume Cerutti, inspecteur des finances ? Dessiner un portrait aussi exhaustif que possible d'un secteur important (1,917 milliard de francs de fonds gérés par l'Etat en 1993, un chiffre d'affaires estimé à 7 milliards en 1991).

Dresser le bilan des réformes engagées sous son nom par ses services, relayés par la Centre national du cinéma (CNC), très actifs en ce

domaine — même si le cinéma fait l'objet d'une sollicitude permanente des pouvoirs publics depuis cinquante ans. Mettre à plat un système d'aide bâti pièce à pièce au fil des ans, avec une efficacité certaine mais aussi dans une relative confusion. Identifier un ultime train de mesures à annoncer avant le probable départ du ministre de la rue de Valois. Et, éventuellement, allumer quelques mèches sous les pieds de son successeur...

Le « rapport Cluzel » dégage vingt-deux propositions à court terme et quatorze propositions à moyen terme, qui ont été soumises aux appréciations des professionnels. A la suite de ces consultations, Jack Lang devrait annoncer une série de dispositions fin février.

L'enquête de l'inspecteur Cluzel

Au terme de sa méticuleuse psychanalyse du cinéma français, le rapport Cluzel est formel, « c'est la crise ». Constat appuyé sur la baisse globale du nombre d'entrées, bien réelle même si 1992 laisse prévoir une légère remontée par rapport à la sombre année précédente (117 millions de spectateurs).

Crise il y a, effectivement, bien que l'usage de prendre pour référence 1982, année exceptionnellement festive (plus de 200 millions d'entrées) fausse en partie les perspectives. Et bien que l'économie du cinéma ne repose plus dans des proportions comparables sur le succès en salles : les « revenus secondaires » (télévision sous toutes ses formes, vidéo) sont désormais majoritaires.

Il faut aussi moduler les résultats : alors que le public des films américains a augmenté (60,7 millions de spectateurs en 1982, 68,7 millions en 1991), la baisse des entrées en salles correspond grosso modo à l'érosion du public des films français (107,8 millions en 1982, 35,2 millions en 1991) — et à la disparition quasi-totale de celui des films d'autres origines.

D'où la déduction, apparemment logique, de l'inspecteur Cluzel : « le cinéma français souffre de mal comprendre les attentes de ses publics ». « Logique » non dépourvue de sous-entendus, présentée comme allant de soi. Ce serait donc l'attente des spectateurs qui déciderait de la nature des films, selon une loi purement industrielle (qui est aussi celle de la télévision) et non pas les films qui, par leur singularité, susciteraient le désir des spectateurs.

L'escalade vertigineuse des budgets

Cette déduction débouche sur la première thèse, exposée dès le début du rapport, et qui le sous-tend tout entier : « la responsabilité principale [de la crise] échoit aux producteurs et aux créateurs [français] ». Affirmation qui a le tort d'esquisser les responsabilités des autres opérateurs. Pas un mot sur les pools bancaires d'investisseurs réunis dans les Solica et très peu sur les chaînes de télévision, pourtant devenues les principaux bailleurs de fonds du cinéma, sa première source de revenus et son principal gisement de spectateurs ; des recommandations de pure forme à propos des exploitants, lobby bien organisé et à l'immobilisme légendaire.

Impasse totale également sur le vif débat concernant la concentration de la distribution, renvoyé devant la juridiction commune du conseil de concurrence, rien non plus sur une stratégie d'orientation des meilleures salles par les distributeurs américains. Que devraient faire les producteurs, selon M. Cluzel ? Ils devraient commencer par définir leurs films selon l'une des trois catégories prévues par le chapitre II-B-2 du rapport, soit « grands films », films à petit budget ou films intermédiaires.

Des « grands films », il en faut

bien sûr. D'ailleurs, il y en a. Mais *Cyrano de Bergerac*, promu archétype du genre à la fois par son budget, sa qualité et son succès, joue volontiers le rôle du grand et beau chèque qui cache l'absence de forêt. Le cinéma français produit bon an mal an un ou deux « grands films ». Rien n'indique qu'il soit capable, économiquement et artistiquement, d'aller au-delà. Et une première tentative pour systématiser ce type de projet, avec la création d'un fonds d'investissement spécifique, s'est soldée par un échec financier, en même temps qu'elle générât des films dont beaucoup sont déjà tombés dans un oubli compatissant.

Gaumont (*le Grand Bleu*, *la Gloire de mon père*, *Nikita*) Hachette (*Cyrano*), Claude Berr (*Jean de Florette*, *L'Amant*) ont fait, fort et feront des « grands films », et rien ne les en dissuade. Il reste plutôt souhaitable que cette voie demeure exigeante, afin que les projets soient aussi mûris que nécessaire, ce qui n'empêchera pas un outsider de tenter l'aventure, comme l'a fait avec succès le producteur Eric Heuman avec *Indochine*.

Mais la multiplication de « méga-projets » ne pourrait qu'aggraver encore un des maux dont souffre notre cinéma : l'escalade vertigineuse des budgets. Le coût moyen des films atteint 25,8 millions de francs, le triple d'il y a douze ans. Cette inflation est due, entre autres, à la fréquence surévaluation des devis (ouvrant des droits majorés aux divers systèmes d'aide et à des investissements proportionnels des partenaires), pratique courante chez ces mêmes producteurs qui refusent la transparence des budgets demandée par le rapport Cluzel.

Viennent ensuite les « petits films », auxquels le rapport assimile, un peu vite, les premiers films. Réputés vivier de la création cinématographique, ils ont droit à la sollicitude des rédacteurs, qui proposent en particulier que leur soit réservés les subides de l'avance sur recettes. Bienveillante proposition, complétée par une seconde, l'attribution de l'aide aux sociétés de production plutôt qu'aux films, par une disposition récemment prise par le CNC : l'ouverture d'un droit automatique à l'aide à la distribution pour les films ayant reçu l'avance. Avec la création ou le renforcement de salles destinées aux films d'auteur, et l'ouverture, également réclamée par le rapport, d'une « fenêtre », hors quotas, sur les chaînes de télévision (proposition qui fait jusqu'à présent l'unanimité

moins une voix, celle, déterminante, de Jack Lang), c'est en apparence un inépuisable système de défense du « petit film d'art » qui se met en place.

Cette forteresse est aussi un ghetto. Bon nombre de mesures « défensives » proposées par M. Cluzel, ou à lui suggérées le confirment.

Ainsi de la proposition d'intégrer les frais de sortie au budget des films. Ou encore la question de la publicité des films à la télévision : le rapport conclut, sans plus d'arguments, qu'il faut l'autoriser. Ce n'est pas difficile de savoir qui pourra en bénéficier : les Américains, et quel-ques grosses productions françaises.

Ce qui amène naturellement à la troisième catégorie de films, les « intermédiaires », qui représentent, en nombre de titres, plus de la moitié des productions. Ils sont en même temps victimes et coupables de la chute de la fréquentation. Seules une ou deux comédies (*Une époque formidable* et *Mon père ce héros* en 1991, *le Zèbre* et *la Crise* en 1992) émergent chaque année. Tout en conseillant aux producteurs de ces films « intermédiaires » de copier les Américains (proposition discutabile, et plus encore, irréaliste), on leur reproche de « partir couverts », préférentiellement par les chaînes de télévision.

Comme le remarque judicieusement le rapport, le cinéma est un langage sec, qui continue à produire autre — environ 110 titres par an en comptant les coproductions — alors que son débouché « naturel » (la salle) s'est notablement rétréci. Deux raisons se lèguent pour créer cette « anomalie française ». D'une part l'existence d'une énorme demande d'images, mais ailleurs, à la télévision. Demande comblée dans la plupart des autres pays par d'autres produits (séries, téléfilms, documentaires, etc.). En France, le statut culturel du cinéma, les réglementations et mécanismes de financement publics, et le dynamisme de la profession ont, jusqu'à présent, maintenu le film comme produit-rol.

Résultat, tout le monde veut le label « film », et beaucoup y arrivent.

Or, ce statut change lentement mais sûrement : les films ne règnent déjà plus sans partage sur l'Audimat, les chaînes de télévision généralistes, auxquelles ils cèdent cher, se tournent de plus en plus vers d'autres produits également attractifs, moins onéreux, et susceptibles d'être coupés à volonté par la publicité (jeux, variétés, talkshows et sitcoms). Après s'être beaucoup battus pour que les chaînes, accusées de concurrence déloyale, ne passent pas trop de films, les gens de cinéma sont en train de déplacer leurs batteries pour réclamer qu'on en passe davantage. Les quotas de diffusion, supposés limitatifs, ne sont d'ores et déjà plus atteints.

La mise en cause d'un tabou

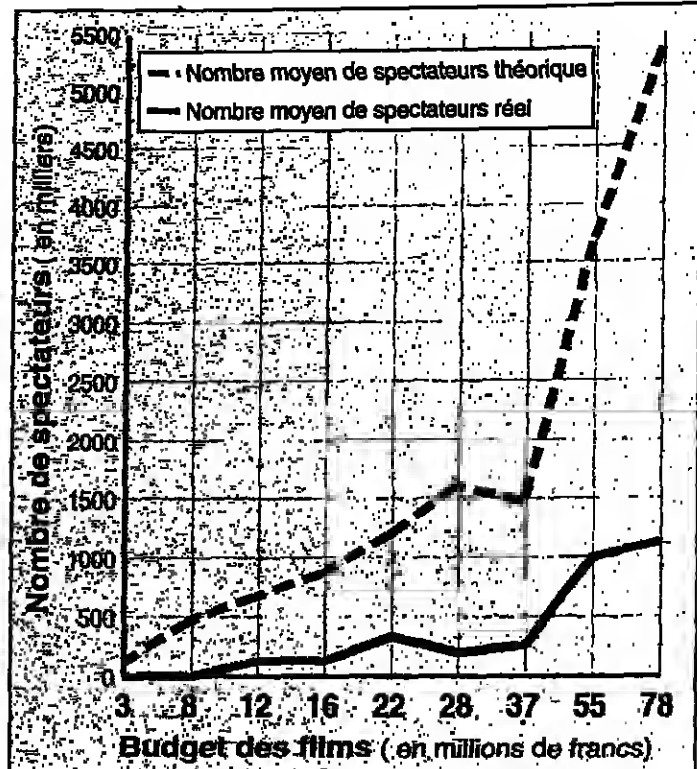
La morale de cette histoire, facile à tirer pour qui fréquente assidûment les salles obscures, mais à laquelle le rapport Cluzel se garde bien d'aboutir, serait la mise en cause d'un tabou : l'émancipation des films et téléfilms. Il faudrait pouvoir modifier, y compris pendant et après sa réalisation, la définition d'un produit audiovisuel. Mais ce serait affronter tous les corps constitués, aussi bien du cinéma que de la télévision. Et en ce domaine, le rôle de la puissance publique se serait nullement « marginal ». Et cela ne l'arrange pas forcément.

Cette réforme de fond, en effet, personne ne la réclame. Parce qu'elle est techniquement difficile à mettre en œuvre, mais aussi parce que la rigidité actuelle convient à tout le monde — sauf au spectateur de cinéma, qui a souvent le sentiment d'avoir payé 40 ou 45 francs pour voir un produit semblable à ce qu'il trouve chaque soir sur son petit écran.

Le rapport se termine sur un « appendice » intitulé « Et l'Europe ? ». Il était temps. La seule mesure concrète proposée par M. Cluzel est... une mesure anti-copie : une incitation au tournage en France plutôt que chez les voisins.

L'Europe aurait dû être au centre du rapport précisément parce qu'il conduit à la profondeur de la crise et à une limite atteinte par l'intervention des pouvoirs publics. L'action conjuguée des professionnels et de l'Etat ont permis qu'en France la chute du cinéma soit non pas arrêtée mais amortie. Si un sauvetage est encore possible (rien n'est moins sûr), il ne peut plus l'être à l'échelle française. Ou on inventera une forme d'alliance artistique, économique et réglementaire capable d'opposer une réponse collective au rouleau compresseur hollywoodien, ou le cinéma français sera seulement descendu en douceur au fond du ravin où se sont déjà fracassés ses voisins.

JEAN-MICHEL FRODON



La ligne en pointillé indique le nombre de spectateurs qui permettrait à un film d'être amorti, pour une exploitation en salles, en fonction de son budget. La ligne pleine indique le nombre d'entrées effectivement enregistrées pour ces films.

Vœux pieux pour les studios

En quelques lignes, à la fin, le rapport Cluzel remarque que « la délocalisation et l'engouement pour les décors naturels ont dégonflé les carnets de commandes des studios, qui sont aujourd'hui dans une situation très difficile ». Euphémisme pudique. Les studios se mauvent, les studios sont morts. Et avant tout examen objectif d'une situation dont l'évolution semble inéluctable, il n'est pas interdit de laisser parler la nostalgie.

Les studios, Camé/Trauer, la maison, où encore une fois, le dernier, le Jour se lève sur Jean Gabin, c'était à Billancourt, et aussi le départ des bateaux de Napoléon pour l'Angleterre, avec Abel Gance comme capitaine... Gérard Calderon, solidaire Fréjol, a toujours assumé paisiblement une triple vie professionnelle. Jusqu'à l'année dernière patron des Studios de Billancourt (où il est arrivé « en 1959 comme jeune et frétillant sous-directeur »), benquer du cinéma, et réalisateur de films scientifiques, d'abord avec des matières prestigieuses, Jean Peinlevé et Jean Rostand, puis tout seul.

Le début de la fin des studios remonte, selon lui, aux années 80. Il y avait alors, outre ceux de la Victorine à Nice, de nombreux plateaux autour de Paris. Principalement à Saint-Maurice, Epinay, Joinville, Boulogne et Billancourt. Mais vint la nouvelle vague, et son goût pour les décors naturels. Dès 1986, les studios se tournent donc vers la post-production. « A cet égard », dit Gérard Calderon, Billancourt, ces dernières années, était redevenu rentable. 15 % de son chiffre d'affaires venant de l'occupation de plus en plus espacée de ses plateaux (quatre films par an en moyenne), et 85 % de la location de ses 50 salles de montage, doublage et mixage, facturées jusqu'à 4 000 F de l'heure, et servant à la finition de plus de quarante films annuellement.

Où en est-on désormais ? Régulièrement, le fringant maître de Cannes, Michel Mouliot, baigné par l'air du Festival, déclare que sa ville devrait, devra, va devenir « La cité du

cinéma », que des studios, notamment, y seront construits. On a parlé aussi, un moment, de l'implantation de Studios Universals en France, la construction en est sans cesse repoussée. Egalement d'un studio intégré à Euro Disney, financé par le parc de loisirs et constituant une de ses attractions. Mais les résultats décevants de la première année d'exploitation ont pour le moins différé le projet.

Pour l'instant, à l'évidence, on détruit plus qu'on ne bâtit. Quelques studios fonctionnent encore, dont celui près d'Appajon (Alain Resnais y tourne en ce moment), et le Victorine vient de trouver un repaireur, Claude Rey, mais en France l'industrie du cinéma est tellement centralisée que tout tournage hors de Paris coûte très cher en déplacements des techniciens, en déplacements.

Et la Générale des eaux tient entre ses mains la ressource. Elle a racheté, SIS à la Garenoise Colombes, l'immeuble des laboratoires Fréney à Saint-Cloud, Boulogne et Billancourt, laissant à sa filiale, la Compagnie immobilière Phénix, le soin de les rénover. Ces emplacements immobiliers radicaux sont, pour Gérard Calderon, « inextinguibles et légitimes si l'on se réfère à la valeur du terrain dans ces quartiers, acceptables et elles sont assorties de la reconstruction de quelques plateaux et de beaucoup d'auditoires ».

La Compagnie Phénix promet, le maire de Boulogne-Billancourt promet, la profession s'inquiète. A noter que la même Générale des eaux a investi plus de 400 millions de DM dans le rachat des légendaires studios de Babelsberg à Berlin. Là encore, une vaste opération immobilière est à la clé, mais une grande partie des studios devrait être préservée (malgré la récente revente de 70 % du capital à d'autres actionnaires anglais). « Logique », dit Gérard Calderon, ce sont de véritables lieux de mémoire. Nos vieux studios à nous étaient obscurs, des carcasses vides. Il faut désormais, avec modestie et réalisme, leur réinventer un avenir. »

DANIELE HEYMANN

Frémissement au box-office

Après une décennie de baisse ininterrompue, le nombre des entrées aura connu une stabilisation en 1992. Mais il reste inférieur aux 120 millions, jadis présentés comme le seuil de résistance en-dessous duquel tout le secteur s'effondrerait. La répartition entre spectateurs des films américains et français s'est légèrement rééquilibrée, mais au seul détriment des films d'autres origines. Enfin, et c'est une amélioration, la choix du public s'est porté en 1992 sur un éventail de films plus large. Et, loin des « grosses machines », quelques outsiders ont connu des succès encourageants.

Un seul film, *Basic Instinct*, aura dépassé le seuil triomphal du million d'entrées à Paris, avec

1 211 442 spectateurs au soir du 29 décembre, fin de la dernière semaine pleine d'exploitation en 1992. Deux films, *Danse avec les loups* et *Terminator 2*, avaient dépassé le million en 1991. Mais on trouve au total vingt-sept titres avec plus de 300 000 entrées parisiennes.

Parmi ces vingt-sept succès, seize sont américains (derrière *Basic Instinct*, l'Armée fatale 3 se place au 2^e rang, le *Belle et le Bête* au 4^e, *Hook* au 5^e, *J.F.K.* au 7^e...). Sept sont français (*L'Amant*, 3^e, *Tous les matins du monde*, 6^e, *Indochine*, 10^e, *le Zèbre*, 11^e...). Un est espagnol (*Talons aiguilles*, 9^e). Il faut y ajouter la très cosmopolite coproduction 1492, Christophe Colomb, 8^e — ces onze titres étant ceux qui ont accueilli

plus de 500 000 spectateurs. 1992 aura également vu la succès d'*Un cœur en hiver*, de la *Crise* et du *Bal des casse-pieds*, et aussi, avec des ambitions commerciales moindres, de *L. 627* (277 000 entrées) et des *Nuits fauves* (223 000). Tandis que des scores équivalents ont constatés des échecs pour *Dien Bien Phu*, *Lune de miel*, *Mex* et *Jeremy*, l'Accompagnateur, *IPS* ou *Après l'orage*, qui tous visaient des pièces nettement plus élevées dans le classement. Plus triste encore fut le sort de *Belle Histoire*, du *Grand Pardon* 2 ou de *Betty*, sans parler des catastrophes absolues comme les *Confessions d'un barjo*, le *Fille de l'air* ou le *Peuple*. Mais les désaveux les plus cinglants

auront été infligés par le public à ceux qui furent les super-vedettes du cinéma français durant plus de vingt ans, Jean-Paul Belmondo (148 000 entrées pour *l'Inconnu dans la maison*) et Alain Delon (88 000 entrées pour *le Retour de Casanova*).

Sur un mode plus optimiste, l'année aura aussi été marquée par quelques succès inattendus, comme celui du moyen-métrage *Varsovie rive gauche*, du film chinois *Epones et concubines*, ainsi que de la rétrospective consacrée à John Cassavetes, avec, en particulier, plus de 100 000 spectateurs à Paris pour *Opening Night*.

J.-M. F.

► Chiffres : le Film français.

مكتبة الناصر

BILLET

Miracles électoraux

Décidément, la proximité d'échéances électorales pèse sur la conduite des dossiers industriels et sur la politique d'aménagement du territoire. On attendait pour vendredi 12 février au soir la décision de Grundig concernant la maintenance de son unité de fabrication de téléviseurs à Creutzwald, en Moselle. Dans un communiqué, jugé à juste titre hermétique par la CGT, le groupe allemand a décidé de « transférer la question » au management français de son unité lorraine. En clair, l'usine mosellane n'est pas fermée dans l'immédiat... mais Grundig se réserve toujours la possibilité d'un choix ultérieur entre Creutzwald, Nuremberg et Vienne. « en tenant compte des droits du personnel ». Les salariés, d'ailleurs, ne s'y trompent pas. « Une bataille est gagnée, c'est important. Mais l'avenir des travailleurs est encore précaire. Il faut être vigilant », commentait un délégué syndical. Intervenant dans le climat créé par l'affaire Hoover, le dossier Grundig avait mobilisé élus locaux de tous bords et pouvoirs publics. Le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, a dû se montrer ferme, évitant de possibles réactions. Président du conseil régional de Lorraine, M. Gérard Longueval, pourtant libéral, a approuvé son attitude et lui a décerné un satisfecit. Le même jour, M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et candidat aux législatives dans la région Midi-Pyrénées, annonçait que M. Pierre Bérégovoy, en accord avec M. Strauss-Kahn, avait ordonné au PDG d'Elf-Aquitaine, M. Louk Le Floch-Prigent, d'annuler purement et simplement la fermeture du site industriel de Bousseins (Haute-Garonne), annoncée publiquement la semaine précédente. Dans l'après-midi, le revirement du groupe pétrolier était confirmé devant le comité central d'entreprise. Là aussi, deux représentants de l'opposition, MM. Cansis et Baudis, avaient souhaité une telle intervention... et se sont immédiatement félicités du résultat obtenu. Cette deuxième affaire pose pourtant un problème. L'entourage du premier ministre se justifie en affirmant que la PDG de Elf n'a pas respecté les pratiques usuelles en s'assurant, au préalable, du consentement de son actionnaire majoritaire, c'est-à-dire l'Etat. Pourtant, en 1988, le ministre de l'Economie et des finances de l'époque, M. Bérégovoy, avait estimé que la « fixer les grandes orientations des sociétés nationalisées ». Miracles des campagnes électorales ! Le gouvernement se redécouvre soudainement une doctrine concernant les entreprises publiques et leurs responsabilités en matière d'emploi, à laquelle l'opposition semble opportunément souscrire. Mais qu'advient-il si Elf est privatisée, comme peut le laisser prévoir le programme de l'UDF et du RPR ?

ALAIN LEBEAUX et CAROLINE MONNOT

Le retrait de M. Tapie des affaires

La vente d'Adidas est bouclée

La vente de la participation de M. Bernard Tapie dans Adidas sera officiellement annoncée, lundi 15 février, à l'issue du conseil de surveillance de la firme allemande. A eux trois, le Crédit lyonnais, les AGF et, dans une bien moindre mesure, la Banque Worms (UAP), groupes publics déjà actionnaires d'Adidas, devaient - sans toutefois être majoritaires - récupérer la grande partie du capital de la firme d'articles de sports, aux côtés de M. Gilberte Beaux et de

M. Robert-Louis Dreyfus, le patron de l'agence britannique de publicité Saatchi et Saatchi, qui deviendrait le nouveau manager de la firme allemande. Interrogé, vendredi 12 février, à Allauch (Bouches-du-Rhône), où il lançait sa campagne pour les élections législatives, M. Bernard Tapie a indiqué qu'il n'avait pas pris part aux négociations menées « en totale indépendance » par M. Beaux, mais qu'il avait en revanche « exigé que [sa] holding récupère son prix »

Vers la fin de l'interdiction de la vente de coquillages de Marennes-Oléron

L'huître, la toxine et les journalistes

Si les tests de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) confirment la disparition de toute toxicité sur les côtes de Charente-Maritime, les huîtres de Marennes-Oléron pourraient être de nouveau autorisées à la vente dès le mercredi 17 février.

MARENNES

de notre envoyée spéciale

Ce soir-là, « tout le bassin » était devant la télévision. Les cabanes avaient été bouclées plus tôt que de coutume, les chemins des pêcheurs bloqués. Et tandis que la marée montante achevait de reconstruire le royaume des huîtres que venaient de quitter les chalands et les hommes, les habitants de la première zone ostréicole d'Europe attendaient impatiemment leurs informations régionales.

Cela faisait cinq jours que le préfet de Charente-Maritime avait suspendu le ramassage et la consommation des huîtres et coquillages. Cinq jours qu'était gelée toute activité commerciale, au grand dam des restaurateurs, mareyeurs et acheteurs de grandes surfaces, qui ne se privaient pas de naviguer la marchandise expédiée avant l'arrêt. Cinq jours enfin qu'aucune indication sérieuse n'avait été fournie par cette mystérieuse toxine décelée par l'IFREMER et réputée nuisible - « paralyzante » - pour l'être humain. Obsédante et minante, l'énigme hantait les esprits. Mais, hier, un reportage de France 3 alluma l'incendie.

On vit un laboratoire (celui de l'IFREMER à La Rochelle), des échantillons, des souris. On entendit un chercheur expliquer les tests et expériences. Et une voix off annonça que la jolie souris blanche qu'on voyait à l'écran venait de se faire injecter des extraits de chair contaminée et allait donc mourir... d'ici à quelques secondes. La mort en quasi-direct. Le choc.

D'un foyer d'ostréiculteurs à l'autre, le téléphone sonna. On s'entraignait, on s'ouffrait. On était étonné, consterné : qui, après cela, oserait manger une huître ? « Et c'est ainsi, raconte un observateur des affaires maritimes, que les médias et l'IFREMER devinrent les boucs émissaires de toute la gaffarade ». Sur les deux rives de la Seudre, la colère à leur encontre n'est pas près d'être éteinte.

Les premiers sont accusés de sabotage et de racket. « Ils cherchent la

scoop et inventent des drames pour faire grimper l'Adidam », affirme une ouvrière, sans démentir son attention de huître qu'elle nettoie et trie habilement dans une cabane de La Cuyenne. « Comme la Yougoslavie ne fait plus vendre mais qu'on s'est habitué à une actualité violente, analyse un ostréiculteur d'Oléron, on s'invente des péripéties ». « Quelle irresponsabilité que d'évoquer ainsi une maladie que personne n'a eue ! grogne le patron d'un établissement de La Tremblade. Cette mise en scène et ce raisonnement creveront sous nos yeux. C'était un coup de poignard ! L'impact psychologique durera plusieurs mois ». Sa femme, Ginette Courpron, préfère l'humour : « Je dois être de la race des souris de bonne constitution. Car, au moment où passait le reportage, je déjeunais chez moi un plateau d'huîtres de chair... et je me porte comme un charme ! »

« La stratégie Perrier »

La préfecture, où siège une cellule de crise, s'est émue des images de France 3, vérification étant faite qu'à la date de diffusion du reportage l'espérance sur la santé humaine de la toxine avait déjà chuté. Les chercheurs de l'IFREMER, amers, estimaient leurs propos déformés. Haro sur les journalistes ? « On aura pourtant besoin de la presse pour annoncer très fort que l'affaire est classée et qu'il n'y a plus danger », disait jeudi 10 février un responsable syndical à l'endroit d'un collègue qui rembourrait un journaliste. « Après nous avoir enfoncés, il faut que les médias nous aident ! », estime M. Courpron en appelant de ses vœux une campagne de communication sur la sécurité de l'huître, dont se préoccupe déjà ardemment la section régionale de conchyliculture (SRC).

Dire, ce pas dire, ne pas tout dire. Le lien de confiance entre le consommateur et chose si fragile ! Déchargeant les chalands de retour des piers sous le pont d'Oléron - sa majesté l'huître ne laisse guère de répit et nécessite des soins, que sa commercialisation soit ou non suspendue - pères fils, petits fils discutent, perplexe. Quelques mots de communication, d'éthique aussi. Les pères se souviennent des crises conchylicoles : le drame de 1970 avec la disparition de l'huître plate, et puis la catastrophe de l'épave de Thau, frappé en 1989 par la salmonelle, « et bouffé pendant des mois, deux ans peut-être, par les consommateurs ». Les fils évo-

quaient plutôt « la stratégie Perrier » : opération clarifiée et responsable. « On dit tout, on assume tout. Et l'incident se transforme en coup de pub ».

C'est, au fond, le discours employé jusqu'à présent par la SRC et son bouillant président, Bernard Langraud, lequel, dès la publication de l'arrêt préfectoral, attirait l'attention sur la discipline, le sang-froid et le sens des responsabilités des ostréiculteurs. Pour mieux souligner, il est vrai, la gravité de leur situation économique et l'urgence d'aides salariales et fiscales à apporter au secteur. « La franchise est coûteuse, résume un jeune homme exploitant en vareuse. Elle mérite récompense ! » « Disons compensation », corrige un membre de la section. On sursaute. La franchise, que l'on sache, n'est pas facultative... « Vrai », ronchonne un vieil homme en enfouissant sa casquette marine. « N'empêche que ces cas de prudence sanitaire risquent d'occire la fillette beaucoup de nos enfants endettés ».

A moins que cela ne les sauve. « Imaginez un cas, un seul, de contamination mortelle, suggère calmement une ancienne ostréicultrice. Pas une exploitation ne pourrait s'en remettre. Plions-nous aux mesures sanitaires ; elles nous sauvent. Et puis restons discrets. » Elle salue de la main un jeune homme jeune qui s'active près des chalands. « Vous fils, dit-elle avec fierté. Voyez-vous, nous ne sommes pas comme des agriculteurs qui changent de cultures au gré des subventions, créent fort et cassent s'ils n'ont plus leur production. La nôtre est d'une autre classe. Elle est précieuse, fragile, sensible ; et ne se justifie qu'en restant saine, équilibrée, saine ». La dame s'est arrêtée et, ménage ses effets : « L'huître, dit-elle, est une reine. Ne causons pas le mythe en pleurant sur le sort de ses domestiques... »

« On exige de savoir ! »

Ses domestiques... Le mot serait terrible s'il ne venait d'une d'elle. L'une de ces « femmes de cabanes », comme on les appelle encore, qui passeront plus de quarante étés et hivers dans ces barques de bois, à traîner, nettoyer, calibrer, pesifier, « prendre soin » de l'huître selon son expression - « l'élever au fond » jusqu'à en faire du bon. Ne parlez-ou pas de la production des Marennes-Oléron comme d'un « cru » ?

Les jeunes pudent du métier avec des mots plus bruts. Et ils disent

« héritage », « fidélité », « fierté », s'ils rappellent que cette terre est basée sur l'exploitation familiale (environ 2 300), tous évoquant la peur de l'avenir, les risques de pollution, la détérioration de l'écosystème, les « mystères » de l'eau. Et les « carences » de l'IFREMER. Toutes les accusations circulent à son encontre, des plus tordues aux plus justes. Une quinzaine de vîtres du bâtiment de La Tremblade ont d'ailleurs été brisées avec des boules de pétanque, dans la nuit du 10 au 11 février. Certains soupçonnent l'institut d'avoir fomenté « un coup bas » pour se venger du refus des ostréiculteurs de payer la taxe parafiscale contribuant à son financement. D'autres mettent en cause son « quasi-monopole » et exigent la confrontation systématique avec d'autres laboratoires d'analyse. Aucun n'accepte en fait certains de ses silences, fussent-ils de prudence et d'attente : « 25 % de notre production d'huîtres est morte en 1992 de façon mal expliquée », s'insurge Gérard Mazé, qui agrandit l'affaire familiale. Aujourd'hui, une micro-algue inconnue paralyse tout commerce... Et l'on n'a pas de réponse ? Comment faire des projets ?

Que les chercheurs trouvent ! Que la nature s'explique ! Que l'avenir soit moins flou ! Qu'on sache comment une toxine inconnue peut faire des ravages un jour et disparaître le lendemain, pourquoi certaines huîtres n'arrivent plus à grossir, pourquoi les gastro-entérites provoquées par les moules se sont multipliées au cours du mois de décembre et pourquoi les dégâts de l'eau douce sont de moins en moins maîtrisables. « Il est plus que temps de créer une cellule littoral au sein d'un grand ministère de la mer », rappelle Bernard Langraud, qui révérait d'en tenir les rênes. Les écologistes, sur ce dossier, sont étrangement absents.

Judi soir, une petite délégation de la section régionale de conchyliculture déposait solennellement au bureau des affaires maritimes du quartier de Marennes-Oléron les rôles d'équipage de 1 100 bateaux ostréicoles sur les 1 200 enregistrés. « Un message d'alerte, un geste de désespoir », Les gens de mer aiment les actes de portée symbolique.

ANNICK COJEAN

En maintenant la préférence communautaire

Les Douze se mettent d'accord sur les importations de bananes

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La guerre de la banane n'aura pas lieu dans la Communauté ! Moyennant quelques aménagements mineurs, les ministres de l'Agriculture des Douze, qui ont tenu une session spéciale vendredi 12 février à Bruxelles, sont parvenus à confirmer l'accord de décembre (le Monde du 19 décembre 1992).

La production communautaire de bananes, qui provient des DOM français, des Canaries, de Madère et de la Côte, continuera donc à être protégée, ainsi que celle des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de la convention de Lomé. Pour éviter que la suppression des barrières aux échanges due au marché unique n'entraîne un déferlement des « bananes dollars », produites à des prix très bas par les pays d'Amérique centrale, il a été convenu que leurs importations seraient normalement limitées à un contingent tarifaire de 2 millions de tonnes.

Il y a trois jours, lors de la réunion mensuelle des ministres, les représentants de l'Allemagne, des pays du Benelux et du Danemark avaient remis en cause le compromis de décembre, provoquant une ferme protestation des autres États membres et en particulier de la France. Vendredi, les ministres ont approuvé quelques retouches, mais le principe contenu dans l'accord n'en est nullement affecté.

Ph. L.

Hors variations des taux d'intérêt

L'inflation britannique revient à 3,2 %

Les prix de détail britanniques ont baissé de 0,9 % en janvier par rapport à décembre 1992. En un an, c'est-à-dire par rapport à janvier 1992, la hausse est de 1,7 %, soit le taux le plus bas depuis 1967. La forte baisse enregistrée en janvier s'explique par la décade des taux d'intérêt, les soldes et les prix des produits alimentaires.

Pour avoir une idée plus exacte du rythme réel de l'inflation et pouvoir effectuer des comparaisons avec les autres pays de la CEE, la Grande-Bretagne calcule un second indice des prix qui, lui, ne tient pas compte des variations de taux d'intérêt. Selon cet indice, le taux annuel d'inflation était en janvier de 3,2 % contre 3,7 % en décembre 1992 et 5,8 % en décembre 1991. La désinflation, pour n'être pas aussi forte que l'indique le principal indice des prix, n'en est pas moins réelle.

La chute presque continue de la livre inquiète à ce point M. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier, qu'il a déclaré après la publication de l'indice des prix qu'il n'abaisserait pas une nouvelle fois les taux d'intérêt (qui ont été réduits cinq fois depuis septembre, date de sortie de la livre du système monétaire européen). Beaucoup d'industriels voient en effet leurs dettes extérieures, libellées en devises étrangères, s'alourdir considérablement, et de nombreux économistes craignent les conséquences inflationnistes de la faiblesse de la monnaie.

15 % de grévistes selon le patronat

La journée d'action dans les banques a été diversement suivie

La journée nationale d'action dans le secteur des banques, décidée par quatre syndicats (CFDT, FO, SNB-CGC et CGT), a été diversement suivie, vendredi 12 février. Selon l'AFB (Association française des banques), il y aurait eu en moyenne 15 % de grévistes dans les établissements visés par le mot d'ordre de grève, la BNP, la Société générale, le Crédit lyonnais, le Crédit du Nord et les grandes banques régionales du groupe CIC. A Paris, de 500 à 1 000 personnes ont manifesté.

Au cours d'une réunion paritaire, les représentants patronaux ont proposé la création d'un observatoire des métiers, la signature avec l'Etat d'un contrat d'études prévisionnelles en matière d'emploi et la négociation d'un accord sur la formation professionnelle. L'AFB souhaite des discussions sur la mobilité géographique des salariés. Elle voudrait revoir le décret de 1937 qui régit les jours et les heures d'ouverture.

JEAN-PIERRE TUQUOI

A quelques mois de la fermeture définitive de la centrale de Tchernobyl

Le moratoire nucléaire est remis en question en Ukraine

Promise par les autorités d'Ukraine, la fermeture des tranches 1 et 3 (les seules encore en activité) de la centrale nucléaire de Tchernobyl sera effective avant la fin de l'année, marquant le fin de la vie de la centrale. Plusieurs responsables ukrainiens veulent contrebalancer son arrêt par la mise en service de trois tranches nucléaires, sur d'autres sites. Elles sont pratiquement achevées, mais un moratoire empêche leur couplage au réseau électrique.

KIEV

de notre envoyé spécial

Que faire de Tchernobyl ? Sept ans après l'accident de la tranche numéro 4 et quinze mois après l'incendie de la tranche numéro 2, le devoir de l'entrepreneur central ukrainien est au centre d'une obscure querelle mi-politi-

que, mi-scientifique, à l'issue indéfinie. Officiellement, le dossier suit son cours. Le 26 avril prochain, date anniversaire de la catastrophe, doit être clos le « concours international d'idées » qui doit sceller définitivement le sort de la quatrième tranche. La question posée est simple : comment neutraliser le réacteur accidenté alors qu'un premier sarcophage, bâti dans l'urgence au lendemain de l'accident, est « dans un état désastreux », de l'aveu du vice-ministre de l'énergie et de l'électrification, M. Vilen Semeniuk. Les réponses ont afflué. Pas moins de 350, selon les autorités, pour un concours qui, avec ses 5 000 dollars offerts au gagnant, a de quoi faire rêver nombre d'Ukrainiens.

Organiser un concours international était un « coup » politique de génie. Mais, vague et improvisé, lancé à la hâte, sans préparation ni débat, aujourd'hui, il inquiète. S'il s'agit de construire un deuxième sarcophage, quelle devra être la durée de son étanchéité ? Dix ans, vingt ans, cent ans ? Faut-il mener de front la mise en place de l'ouvrage et le démantèlement des trois autres tranches de la centrale de Tchernobyl (dont deux, toujours en service, doivent être arrêtées avant la fin de 1993) ? Le tour règne au grand dépit de la jeune autorité ukrainienne de sûreté nucléaire. Et pas seulement d'elle. En visite à Kiev début février, M. André Biltard, ministre français délégué à l'énergie, a conseillé à ses interlocuteurs de « mener une expertise avant d'aller plus avant » dans un projet que l'Ukraine désargentée est bien incapable de financer seule. Bâtie sur six mois et financée à hauteur d'une dizaine de millions de francs par Paris et Bonn, l'expertise s'appuierait, selon le ministre, sur l'expérience de l'ITSN (Institut de protection et de sûreté nucléaires), un organisme français, et sur celle de son homologue allemand, le GRS, qui ont désormais

pignon sur rue à Kiev. Numéro trois du régime ukrainien, M. Igor Ioulouovitch a écouté poliment la proposition française avant de lancer l'idée de faire de Tchernobyl un « laboratoire mondial » où serait étudié in vivo le comportement des produits radioactifs nouveaux apparus sur le site, celui des plantes, les réactions du sol.

« Pompe à dérives »

L'opinion publique internationale trouve son compte à la disposition future de la centrale mentionnée, mais pas la balance commerciale ukrainienne. La production de Tchernobyl (20 térawatt-heure) équivaut en effet aux exportations ukrainiennes d'électricité en 1991. Fermer Tchernobyl, c'est se priver d'un des rares « pompes à dérives » du pays. Et ce à un moment où le Dux d'électricité exportable, qu'alimentent quatre autres centrales nucléaires et une production charbonnière importante, se réduit comme peau de chagrin. Essentiellement dirigées vers les anciens pays socialistes, les ventes à l'étranger n'auraient pas dépassé 6 TWh en 1992. Cette année, elles devraient être proches de zéro.

En soi, pour renverser la teo-dante, il suffirait de peu de chose : revenir sur le moratoire nucléaire imposé en 1990 pour cinq ans par le Parlement ukrainien. A cause de lui, trois tranches de 1 000 mégawatts pratiquement terminées ne sont toujours pas connectées au réseau électrique. Le seront-elles avant la fin du moratoire ? M. Vladimir Bronnikov, directeur de la centrale nucléaire de Zaporozje - dont la sixième tranche fait partie du trio des réacteurs inemployés, n'en doute pas une seconde. D'ailleurs, le calendrier est arrêté : un raccordement d'une tranche par an à partir de 1993.

La première à basculer sera bien

sur la sixième tranche de Zaporozje. Planté en bordure du Dniepr, au milieu des fameuses terres à tchernozem, le bâtiment qui abrite le réacteur est fin prêt. Seule la présence inattendue d'une grue le distingue des cinq autres tranches en service. A l'intérieur, même impression d'achèvement. Depuis des semaines, les équipes de quart se relaient très normalement dans la salle des commandes - rustique, où éblouissent des dizaines de voyants lumineux. La partie classique de la tranche nucléaire est, elle aussi, en ordre de marche. Ne reste plus qu'à introduire le combustible nucléaire - d'ailleurs stocké sur le site. « On a continué à travailler en secret malgré le moratoire, admet volontiers le directeur de la centrale. Le Parlement n'a d'ailleurs voulu me traîner devant les tribunaux... »

Patron intouchable d'une des plus grosses centrales nucléaires en service en Europe, M. Bronnikov est persuadé que le feu vert gouvernemental ne tardera pas. « Le romantisme n'a plus cours, avance-t-il. Aujourd'hui, tout le monde est réaliste. » C'est sans doute aller un peu vite en besogne. Certes, les trois tranches - elles ne sont pas du même type que celles de Tchernobyl - n'inspirent pas trop de crainte aux experts occidentaux. « Elles sont modernes et sûres », assure un expert de Framatome, le constructeur français de centrales nucléaires. Mais, traumatisée par la catastrophe de Tchernobyl, l'opinion publique ukrainienne n'en a cure.

Dans la campagne, aux alentours de Zaporozje, les cinq tranches en activité n'ont pas supprimé les campagnes d'électrification. Mais, se plaignent les paysans, la taille des concombres a diminué avec la mise en service de la centrale...

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AU 12 FÉVRIER 1993

PARIS

Revue

INDICE CAC 40

+0,2%

Tous les excès appellent une correction plus ou moins rapide. Après avoir festoyé cinq séances durant au cours de la période précédente en gagnant 7,67 %, la Bourse de Paris, repue, s'est contentée cette semaine de digérer cette vive progression. De séance en séance, la consolidation en séance d'attente, en passant par une timide tentative de reprise, le marché parisien des actions a terminé la semaine sur une note quasi équilibrée de +0,2 %. Cette stabilité a permis à l'indice CAC 40 de se maintenir au-dessus des 1900 points, à 1911,97 points.

Selon un opérateur, la légère dégradation qu'ont connue les marchés de taux au cours de la semaine écoulée a aussi sensiblement pesé sur le marché des actions. Lundi, les prises de bénéfices n'ont que peu joué, au terme d'une séance caractérisée par d'évidentes fluctuations, les valeurs abandonnaient 0,18 %. Le lendemain, le repli se faisait un peu plus sensible (-0,58 %). Pour la suite de la consolidation, mercredi, l'indice CAC 40 terminant en baisse symbolique de 0,04 %. Jeudi, le principal indicateur de la place repassait au-dessus des 1900 points, grâce à la première hausse de la semaine (+0,05 %). La dernière séance hebdomadaire débuta en revanche sur un nat

recul de 0,73 % pour finalement, après bien des hésitations, refaire tout le chemin perdu pour finir sur un gain de 0,34 %.

Sur le plan des valeurs, quelques titres ont retenu l'attention. Ce fut le cas notamment de Cap Gemini, très recherché après l'annonce de l'accord avec Matra dans les logiciels de défense et, au sur des rumeurs de plus en plus insistantes de l'entrée de France Télécom dans son capital. Très vive activité sur Havas également, qui, mardi, e fait l'objet de deux applications représentant 0,55 % de son capital. La cotation de la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy et celle de la Société des eaux minérales du bassin de Vichy (SCBV) sur le marché au comptant restèrent suspendues jusqu'à la réalisation des opérations de cession de ces deux sociétés.

La relance du second marché

Mais il n'y a pas que le marché officiel et ses grandes valeurs. Cette semaine, la profession boursière, dit-on, a second marché obligé, c'est-à-dire les ordres de «small caps», comprennent : valeurs de taille moyenne. On ne reviendra pas sur les propositions du rapport établi par la Commission des opérations de Bourse (COB), la Société des Bourses françaises et les professionnels de la place pour assurer la relance du second marché et par conséquent des valeurs de taille moyenne (le

Monde du 13 février), rendues publiques le jeudi 11 février. Deux autres rapports ont été présentés. Le premier est une étude établie par le groupe ESC Lyon avec le soutien financier du Crédit agricole et de la SBF-Bourse de Paris sur le thème «L'opinion des chefs d'entreprise du second marché sur leur présence en Bourse».

Pendant que l'idée que le second marché avait été conçu par ses créateurs, en 1983, pour les entreprises de taille moyenne, les auteurs de l'étude sont allés voir «de l'intérieur» quels changements la cotation au second marché avait entraînés pour ces sociétés. Après sélection, 192 questionnaires ont été envoyés et 101 réponses ont été obtenues. En ce qui concerne les motivations, l'étude confirme l'importance de la notoriété mais, pour autant, un élément nouveau réside dans l'apparition de motivations stratégiques et financières : réaliser un projet de développement, obtenir des capitaux dans de meilleures conditions, financer la croissance externe et améliorer l'indépendance financière de la firme. Raste qu'à l'introduction de la société en Bourse pour faciliter la transmission patrimoniale reste non négligeable. Dans une optique de relance du nombre des introductions, nota encore l'enquête, la place de ces critères financiers et stratégiques est un facteur positif. Il faut donc revoir l'idée selon laquelle on entrain en Bourse pour faire un «coup de pub» ou tout

simplement réaliser une subvention plus-value.

En ce qui concerne les intermédiaires financiers participants de l'introduction, une grande majorité de chefs d'entreprise recommanderait avec les mêmes : 87 % avec leurs banques, 68,5 % avec leurs sociétés de Bourse, et 90 % choisiraient de nouveau la même place de cotation. En revanche, plus des deux tiers des entreprises interrogées changeraient leur société de communication financière, invoquant comme raison l'insuffisance des services proposés, l'amateurisme et la taille insuffisante des sociétés concernées qui les amène de suivre la croissance de leurs clients, et enfin un coût des prestations très élevé.

Une autre initiative, que l'on doit au Crédit national et à la SBF-Bourse de Paris, est l'établissement d'un premier sur un échantillon de 170 entreprises présentes dans le carnet des bilans du Crédit national sur les 280 que compte le second marché, pour lequel ont été retenus cinq critères : exploitation, financier, liquidité du titre, performance boursière et qualité de l'information financière. Le classement final des trois premiers est le suivant : CIPE France, entreprise spécialisée dans la protection et la surveillance des locaux, TF1 et l'entreprise de jouets Smoby.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Wall Street reprend son souffle

INDICE DOW JONES

-1,4%

Essouffie après deux records, Wall Street a calé cette semaine, en raison d'une certaine réserve due à l'absence d'ajustements trimestriels du Trésor américain et avant le discours économique que le président Clinton tiendra mercredi prochain.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 392,43, en baisse de 49,71 points (1,4 %) par rapport à la semaine dernière.

L'optimisme des investisseurs sur le redressement de l'économie américaine a été renforcé par la publication du Blue Chip Economic Indicator, prévoyant que l'économie enregistrera en 1993 sa plus forte croissance depuis cinq ans et par le recul plus important que prévu des demandes hebdomadaires d'allocation chômage à la fin janvier aux États-Unis. La hausse plus modérée que prévu des ventes de détail américaines en janvier et celle, limitée, de l'indice des prix de gros ont été ignorées.

M. William Mattison, président de Gerard Klauer Mattison, table sur une reprise du mouvement de hausse après une brève pause et, si

les cours reculent, une chasse aux bonnes affaires leur permettra de se redresser, souligne-t-il.

Pour Don Hays, responsable des investissements chez Wheat, First Securities-Butcher and Singer, une correction du marché interviendra dans les quatre à six prochaines semaines, Wall Street bénéficierait ensuite de la reprise de l'économie mondiale, ce qui pourrait pousser le Dow Jones vers les 4 000 points cette année, prédit-il.

L'indice Dow Jones du 12 février : 3 392,43 (contre 3 442,14).

	Cours 5 fév.	Cours 12 fév.
Alcoa	78	74
AT&T	58 5/8	58 1/4
BioS	31 5/8	30 3/8
Chase Nat. Bank	43 5/8	43 1/2
Du Pont de Nemours	81 1/4	81 1/4
Eastman Kodak	43 5/8	43 1/4
Exxon	61 7/8	61 1/4
Ford	43 5/8	43 1/4
General Electric	38 1/4	38 1/4
General Motors	34	34 1/4
IBM	74 5/8	74 1/4
ITT	74 7/8	74 3/8
McCall	83	84 7/8
Philips	61 1/4	61 1/4
Schlumberger	82 1/2	82 1/2
Texas	81 3/4	81
U.S. Steel	125 1/8	125 1/8
Union Carbide	17 1/2	17 1/2
United Tech.	48 1/4	48 1/4
Westinghouse	13 7/8	13 7/8
Xerox Corp.	86 3/8	86 1/8

TOKYO

Nette baisse

INDICE NIKKEI

-2,78%

Les valeurs à la Bourse de Tokyo ont terminé la semaine en nette baisse, ce raisonnement des inquiétudes suscitées par la brusque hausse du yen par rapport au dollar. L'indice Nikkei de 225 valeurs vedettes a terminé la semaine en baisse de 481,39 yens (-2,78 %), après une hausse de 1,8 % une semaine plus tôt.

Le volume d'échanges moyen quotidien était de 218 millions de titres, en retrait par rapport aux 273 millions de titres échangés chaque jour de la semaine précédente. La Bourse de Tokyo était fermée jeudi en raison d'une fête nationale.

Les cours ont baissé malgré le déclin de 0,75 point du taux d'escompte officiel de la Banque du Japon, le 4 février, le ramenant à un plancher record de 2,50 %. La Banque a pris cette mesure pour tenter d'accroître la reprise économique dans l'archipel.

En début de semaine, la ten-

dance était à la baisse après des informations selon lesquelles les maisons de courtage Yamaichi Securities et Solomon Brothers subissaient une inspection du ministère des finances et des instances de contrôle de la Bourse, faisant craindre un nouveau scandale boursier après celui de 1991. Par la suite, la hausse du yen, qui renchérit le coût des exportations des sociétés japonaises, a fait baisser le cours des titres des sociétés exportatrices, dont Hitachi, Toshiba, Matsushita Electric Industrial et Toyota Motor.

Indices du 12 février : Nikkei 16 851,51 (c. 17 329,90), TOPIX 1 288,95 (c. 1 308,47).

	Cours 5 fév.	Cours 12 fév.
Ajinomoto	1 240	1 220
Bridgestone	1 180	1 130
Casio	1 440	1 370
Fuji Bank	1 780	1 800
Hitachi	1 380	1 320
Matsushita Electric	1 100	1 070
Mitsubishi Heavy	614	601
Sony Corp.	4 180	4 080
Toyota Motor	1 430	1 400

Agroalimentaire

	12-2-93	Diff.
Banque	2900	+ 90
BSN	935	- 21
Edelman Biot	985	+ 10
Fromagerie Bel	3570	- 75
LMVH	3 325	- 7
Parmat-Helland	390,40	- 3,15
Remy-Cointreau	145,10	- 1,50
Saint-Louis	1 170	- 19

Assurances

	12-2-93	Diff.
AGF	545	+ 8
AXA	1 128	- 47
CM	381	+ 2,15
Groupe Victoire	790	- 6
SCOR SA	504	+ 13
UAP	548	+ 3

Bâtiment et matériaux

	12-2-93	Diff.
Bouygues	638	- 5
Ciments français	308	+ 35
Cofir	895	- 18
Eurochemie	38,36	+ 0,75
Fouquet	698	+ 71
GTI Entreprises	383	+ 34
Imvoh, Pylor	141	+ 0,80
Jean Lafont	930	- 10
Lafarge-Coppée	347,30	+ 18,30
Polfer	273	+ 23
Saint-Gobain	538	- 10
SGE	199	+ 20
Sole-Batignolles	340	+ 23

Chimie

	12-2-93	Diff.
Air Liquide (L)	775	- 8
ELF Santol	1 012	- 9
Gaspar	411	+ 33
Industrie Midreux	7 838	- 160
Midreux	139,10	- 2
Plastic Omnium	623	- 7
Rhône-Poul. Cl.	542	+ 5
Roussel-Uclaf	488	+ 20
Synthelabo	1 251	- 7

Consommation non alimentaire

	12-2-93	Diff.
BOC	1 145	+ 12
Changiers	1 348	- 9
Christian Dior	2 280,50	+ 8,40
Chirac	840	+ 28
COF	2 280,50	+ 1,50
ELF	630	+ 30
Exxon	431	+ 19
Groupe André	635	+ 5
L'Oréal	1 056	+ 11
Moulinex	85,90	+ 0,90
Sabon	1 840	- 15
SEB	357	- 5
Sonoma-Albert	1 385	+ 20
Yves Saint Laurent	785	- 8
Zoffe	1 615	- 25

Crédit et banques

	12-2-93	Diff.
Comp. Interne	457	+ 27,20
BNP Cl.	468	+ 5
Catelin	1 184	- 12
CFR	282	+ 11
COF	2 280,50	+ 0,90
CFP	1 081	+ 27
DLF	370	+ 9,30
Crédit Lyonn. Cl.	650	+ 24
Crédit national	1 233	+ 28
Société générale	635	+ 8
SOVAC	1 118	+ 11
UFB Local	245,30	+ 4,50
UIC	472	+ 25
Vie Banque	248	- 5,80

Electricité et électronique

	12-2-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	632	+ 8
Alcatel-CHL	495	+ 8
CESE	528	- 10
Industrie Electronique	454,90	+ 18,5
LMVH	158	- 1
Legrand	4 225	- 25
Matra	2 955,30	+ 3,80
Medis	481	- 10
Microelectronique	313,50	+ 48,50
Sagem	2 679	+ 38
Schneider	674	+ 25
Sextant, Radiologie	168	+ 1
Thomson CSF	160,50	+ 1,50

Distribution

	12-2-93	Diff.
Alencore Sup	1 805	- 45
Bun Marché	482	+ 11
Carrefour	2 487	+ 87
Cassio	158	- 1
Catellum	529	- 6
COMET	439,80	+ 40,80
Compt. Modernes	1 150	- 6
Danone	3 490	+ 90
Dodot de France	4 021,00	- 3,90
Galeries Lafayette	1 815	- 35
Gilbert SA	1 220	+ 14
Guyenne Gas	1 810	+ 15
Pharm. P. P.	529	- 10
Pimège	967	+ 57
Pyramide	604	- 64
SCOR	12,80	- 0,16

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nombre de titres	Valeur en exp. (F)
Alcatel-Alsthom	1 895 740	1 022 822
ELF Aquitaine	1 810 000	801 848
BSN	851 625	817 300
Air Liquide	789 781	894 437
Saint-Gobain	242 227	838 222
Crédit national	1 814 478	829 029
Société Générale	988 880	822 287
Axa	481 841	811 353
Imvoh	12 882 000	489 007
Crédit Lyonn. Cl.	2 404 059	481 271
Total	1 819 330	433 888
Matra	1 001 425	433 277
Crédit	1 029 325	429 074
Saint-Gobain	758 880	287 010

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

	Valeurs	Hausses %	Valeurs	Baisse %
UIC Cl. Auto	457	+25,1	Orpe	-7,4
Cap Gam. Sup.	27	+21,8	BSN	-4,1
Polfer	20,4	+20,4	Vie Banque	-3,1
Industrie Electronique	18,9	+18,9	Midreux	-3
Banque Calbert	15,3	+15,3	TOTALOPT	-2,3
Industrie Midreux	14,8	+14,8	SCOR	-2,3
Gaspar	13,9	+13,9	CFP Cl. For.	-2,5
Exxon	12,9	+12,9	Plastic Omnium	-2,5
COF	12,8	+12,8	Midreux	-2,2
Midreux	12,8	+12,8	Midreux Int.	-2,1
GTI Entrepr.	11,2	+11,2	Crédit	-2,1
COMET	11,2	+11,2	Pyramide	-2
Pyramide	11,2	+11,2	Sager	-1,9
Stellar Pacem	10,8	+10,8	Worme et Cl.	-1,9

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	5-2-93	8-2-93	9-2-93	10-2-93	11-2-93
RM	5 251 352	2 881 310	2 883 708	2 777 928	3 330 736
Comptant	30 242 010	21 215 063	18 325 245	31 200 367	20 409 871
R. et obl.	348 138	222 142	228 314	171 278	153 007
Total	35 841 500	24 298 515	21 438 267	34 149 573	23 893 614

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	8-2-93	9-2-93	10-2-93	11-2-93	12-2-93
Indice gén.	501,30	498,40	499,20	501,30	500,20
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 904,73	1 894,05	1 893,32	1 905,57	1 911,97

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 février 1993

Nombre de contrats : 137 635 environ

COURS

ÉCHÉANCES

	MARS 93	JUIN 93	SEPT. 93
Premier	113,06	114,84	115
Dernier	112,92	114,76	115,06

Immobilier et foncier

	12-2-93	Diff.
CFI	275	- 1
GFC	341,50	+ 2,50
Lucie	214	- 0,50
Orpe	62,20	- 3,80
Rég. Imp.	1 558	- 68
Sellier	484	+ 28
SLC	594	- 5
Sinco	4 048,80	+ 10,80
Sogefi	825	- 5
UIC	474	+ 4

Investissement et portefeuille

	12-2-93	Diff.
Arnold et Assoc.	255	+ 20
Bollet L.	478	+ 13
Comet	89,80	+ 2,16
COF	1 015	+ 104
Crédit	158	- 1
Gu et Assoc.	1 385	+ 26
Legrand MMB	96	- 2
Midreux-Wendel	315	+ 25
Midreux	875	- 5
Midreux	132,80	+ 2,40
Orpe-Dewinter	574	+ 58
Parifrance	170	- 6
Pharm. P. P.	412	+ 10
Pharm. P. P.	277,80	+ 15
SEPE	373	+ 15
Ser	282,90	+ 3,20
Worme et Cl.	239,50	- 0,60

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE

DE COURS HEBDOMADAIRES (RVM)			
Valeurs	Héroux %	Valeurs	Bélisle %
250C De Audio	+25,1	Oilcup	7,4
Cap Gen. Sp.	+21	MRS	7,1
Prélat	+20,4	Vin Banque	3,1
Industrie	+19,9	Unibail	3
Industrie	+19,8	TOTAL-GEPE	2,8
Industrie (S)	+19,7	Industrie	2,6
Alcan	+19,6	CPH Cie Ferre.	2,6
Vin Energie	+19,3	Plastic Omnium	2,3
OCF	+12,8	Nordus	2,2
Industrie	+12,1	Métrolife Inc.	2,1
Industrie	+12,2	GK Lebelco	2,1
Industrie	+11,7	Provenches	2
Industrie	+11,2	Sanger	1,9
Industrie	+10,8	Vinco Inc Cto	1,9

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

EDF rembourse

Electricité de France a démarré un impressionnant programme de remboursement qui, d'ici à l'an 2000, devrait alléger de moitié le poids de sa dette, dont le montant est actuellement de l'ordre de 200 milliards de francs. Les responsables de cette entreprise ont pris grand soin de prévenir à temps les milieux financiers de leur intention. Pourtant, la démarche est si inhabituelle que plusieurs spécialistes ont de la peine à s'y faire.

Voici quelques jours, EDF faisait part de son intention de décaisser un euro-emprunt de 30 milliards de francs, qui, contracté en 1986, aurait eu encore trois ans à courir. Aussitôt, à Tokyo, le bruit a couru que c'était pour lui substituer une nouvelle émission libellée dans la même monnaie, mais qui serait beaucoup moins onéreuse. En fait, rien de tel n'est prévu. De même, l'offre d'achat faite actuellement aux porteurs de titres en dollars ne préjuge à aucune nouvelle émission.

Contrairement au règlement anticipé de la transaction en yens, dont le débiteur s'était réservé la possibilité au moment du lancement de l'emprunt, l'offre d'achat par EDF de ces obligations en dollars n'était pas prévue d'avance. La proposition de l'emprunteur porte sur sept opérations dont l'encours s'élève, au total, à près de 1,7 milliard de dollars. Elle concerne toutes ces émissions à taux fixe libellées dans la monnaie américaine, à part celles qui viendront normalement à échéance cette année ou l'année prochaine. Ce sont des transactions assez anciennes dont la plus récente a été émise il y a quatre ans. L'intérêt annuel que rapportent ces obligations est nettement supérieur à celui qui est actuellement en vigueur. Il faut donc, pour inciter les porteurs à se défaire de leurs titres, leur proposer un prix élevé : le cours de rachat est exprimé par

rapport aux obligations du Trésor américain. Durant les quinze jours de l'offre, un supplément, toujours le même, s'ajoute à ce que rapportent les fonds d'Etat qui servent de référence. Cette façon de procéder a le mérite d'être à la fois claire et équitable envers les investisseurs. La transaction est organisée par une eurobanque d'origine américaine, Goldman Sachs, et les premières indications du marché sont très encourageantes quant à sa réussite.

Un important gain de change

L'affaire est intéressante à plus d'un titre. Ceux qui suivent de près l'évolution de la dette publique et des engagements de l'Etat se plaisent à souligner que ces anciennes obligations sont toutes garanties par la République française, un privilège qui aujourd'hui est devenu extrêmement rare. Au-delà de cet aspect national, un autre, beaucoup plus général, se dessine qui tient à l'évolution sur les marchés des changes et à la pondération des grandes devises dans la composition de la dette des principaux emprunteurs européens. Le dollar, comme le yen d'ailleurs, est une monnaie qui promet de se raffermir encore ces prochains mois. Son cours est cependant nettement moins élevé qu'il ne l'était il y a quelques années, si bien que dans le cas d'une entreprise comme Electricité de France, qui compte en francs français, le rachat débouchera sur un gain de change important qui dépassera de loin la prime qu'il faut offrir pour dédommager les porteurs d'obligations à haut rendement.

Parmi les devises qui, au contraire, rassurent les emprunteurs, le franc suisse occupe une place de choix, car la plupart ne croient pas à l'éventualité d'une hausse prochaine de ses cours. La monnaie s'est régulièrement affai-

blie ces derniers mois suivant une évolution qui a toutefois été heurtée. Bien des débiteurs attendent que se produise une réaction qui leur permettrait d'émettre des titres dans une phase de fermeté relative du franc suisse qui réduirait d'autant leurs risques de change. La devise helvétique vaut environ 3,65 francs français. Si elle remontait nettement en direction des 3,70, ce mouvement pourrait bien inciter plusieurs établissements publics de l'Hexagone à s'endetter en Suisse et profiter du niveau de l'intérêt qui est le plus bas d'Europe.

De même, le deutschemark n'est pas plus sûr, et beaucoup de grands débiteurs trouvent dans le niveau actuel de cette monnaie une raison de plus de se procurer des ressources sur le marché allemand. C'est ce que vient de faire l'Irlande pour un montant très important, 1,5 milliard de marks pour une durée de dix ans. Le Danemark, pour sa part, a agi de façon déconcertante, émettant contre des marks le produit d'une euro-opération d'un milliard de dollars. Parmi les nouveaux emprunteurs qui s'apprêtent à lever cette semaine des fonds en marks, une des plus riches régions espagnoles, l'Andalousie, est attendue dès lundi. La grande transaction de près de trois milliards de marks de la Communauté européenne, dont le produit sera réparti à l'Italie, ne devrait voir le jour qu'à la fin du mois. La CEE vient par ailleurs de se distinguer en montrant que le marché de l'écu est à nouveau ouvert aux opérations de grande taille, pourvu qu'on ne lésine pas sur les conditions. Confiée à Paribas, sa nouvelle émission est émise à l'italienne à l'Italie. D'une durée de trois ans et d'un montant de 500 millions d'écus, elle revient, tout compris, à 7,95 % l'an.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel dans l'expectative

Tributaire de l'activité sidérurgique - plus précisément de l'acier inoxydable - où le nickel trouve 60 % de ses débouchés, elle-même liée aux soubresauts de la croissance, le marché de ce métal ne semble pas sortir de la morosité. Les cours au London Metal Exchange (LME), ce lieu de référence des métaux non ferreux, se sont stabilisés ces jours-ci à des niveaux très déprimés : 2,75 dollars la livre. La moyenne des prix sur l'ensemble de l'année dernière s'établissait autour de 3,18 dollars la livre.

Ce matériau à la fois dur et malléable aura connu deux années consécutives (1991 et 1992) marquées par de nombreux revers. Il ne semble pas que 1993 débute sous de meilleurs auspices. « A la fin des années 60, une pénurie de métal, suivie d'une hausse spectaculaire des prix, a entraîné un boom d'investissement qui a noyé l'industrie pendant quinze ans », explique Paulo De Sá dans un fascicule fort détaillé sur le nickel (1). La surcapacité de production, née de cet excès, prévaut encore aujourd'hui. Stimulée par l'espoir de profits substantiels et une certaine facilité de financement, de nombreux pays - la Russie, Cuba et l'Indonésie - sont venus concurrencer les fournisseurs traditionnels qu'étaient la Canada et la France (en fait la Nouvelle-Calédonie) et du même coup modifier en faveur des pays consommateurs le rapport

de force avec ces derniers. Indicateur de croissance, symbole autrefois de raffinement, peut-être en raison de son aspect brillant et de la concentration de ses zones de production, le « métal du diable », exploité par plus de cinquante sociétés dans vingt-cinq pays, a les contours d'une réalité fort banale.

Quoique les chiffres ne soient pas encore publiés pour 1992 - ils le seront en avril - les analystes savent déjà que l'offre mondiale, de plus de 800 000 tonnes, ne correspond pas à une demande en récession. L'anticipation d'un ralentissement économique provoque une chute automatique de la consommation de nickel dans les pays industrialisés, surtout en Europe.

Bien sûr, le nickel, résistant à la corrosion, s'emploie énormément dans l'industrie alimentaire. Il sert également à protéger et à améliorer de nombreux alliages, qu'ils soient à base de cuivre ou de fer ; mais ce métal a perdu avec le désarmement des pays occidentaux son débouché militaire : il était utilisé pour renforcer les structures métalliques de l'aéronautique et fabriquer les blindages pour la marine de guerre. D'autres usages aussi variés que les pièces de monnaie ou les épingles inox ont été irrémédiablement perdus à la fin des années 80.

Des signes de reprise

Une lueur d'espoir cependant : depuis 1992, la production d'acier inoxydable a globalement une légère progression. De 4 % aux Etats-Unis et en Europe, elle est de 10 % dans le Sud-Est asiatique ; la Chine en particulier importe chaque année des quantités de plus en plus importantes. Les professionnels, néanmoins, sont extrêmement circonspects quant à la portée réelle de cette reprise. « Production d'acier inoxydable ne veut pas dire consommation effective », explique l'un d'eux. Si aux Etats-Unis la demande correspond à peu près à la production d'acier, on hésite à dire en effet que la consommation a augmenté en Europe. Lassés des bas prix, les transformateurs-revendeurs ont très bien pu stocker leur marchandise en attendant des jours meilleurs... Même s'ils tardent à venir.

Dans ce contexte, les producteurs n'ont pas su, ou pas voulu, réduire leurs capacités. Seuls deux pays ont fait un effort, le Japon et la France, l'Etat nippon a diminué sa production de 10 % environ et la France, par le biais de la Société métallurgique Le Nickel (E-met-

SLN), a « saisi l'opportunité » d'un renouvellement nécessaire de fours électrothermiques en mars 1992 pour amandir sa production de 400 000 tonnes environ. « Pour 1993, nous verrons en fonction de l'évolution du marché », dit un des responsables de la société.

Dans le même temps, l'ex-Union soviétique, et en particulier la Russie, continue d'inonder de manière anarchique le marché du nickel sous plusieurs formes (le métal lui-même mais aussi les déchets), au point d'être le principal responsable de l'engorgement des stocks du LME. De 12 100 tonnes à la fin de l'année 1991, ils sont passés à 67 900 tonnes en décembre 1992.

« Ce sont des niveaux préoccupants », souligne un professionnel. La situation est inquiétante en effet car le marché ne peut encaisser des flux qu'il ne sait pas toujours prévoir. « Alors que l'évolution des livraisons de la Russie est déterminante pour l'équilibre entre l'offre et la demande, nous ne disposons pas de données fiables à propos de ce pays », se plaint un professionnel.

L'Institut international du nickel, un groupe de travail dont le siège est à Londres, tente de rassembler les pays producteurs. A cette occasion, la Russie a indiqué qu'elle allait fournir des statistiques dignes de foi. Peut-être le marché, fort de ces données, pourrait-il momentanément écarter des perturbations accentuées par des comportements spéculatifs de toutes sortes.

MARIE DE VARNEY

(1) Le nickel, Paulo De Sá, Editions Economica, 145 p., 58 francs.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 12-2-93	Cours 12-2-93
Or fin 1000 grammes	39 100	39 100
Or fin 100 grammes	3 910	3 910
Or fin 10 grammes	391	391
Or fin 1 gramme	39,1	39,1
Or fin 0,1 gramme	3,91	3,91
Or fin 0,01 gramme	0,391	0,391
Or fin 0,001 gramme	0,0391	0,0391
Or fin 0,0001 gramme	0,00391	0,00391
Or fin 0,00001 gramme	0,000391	0,000391
Or fin 0,000001 gramme	0,0000391	0,0000391
Or fin 0,0000001 gramme	0,00000391	0,00000391
Or fin 0,00000001 gramme	0,000000391	0,000000391
Or fin 0,000000001 gramme	0,0000000391	0,0000000391
Or fin 0,0000000001 gramme	0,00000000391	0,00000000391

© Les prix de l'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

DEVICES ET OR

Les tensions persistent en Europe

Le franc belge attaqué : la livre malade : la lire violemment secouée : la situation monétaire en Europe est loin d'être brillante et, une semaine après la baisse des taux directeurs, la stabilité n'est pas réellement de mise.

Certes, le franc français a beaucoup bénéficié de l'assouplissement intervenu à Francfort, et le deutschemark est resté relativement stable tout au long de la semaine, terminant aux alentours de 3,3850 francs, après une petite pointe à 3,3920 francs. La légère détente des taux observée à Paris au lendemain du geste allemand n'y est pas pour rien. L'heure n'est toujours pas à la séduction, et l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, prévoyait dans un entretien accordé au Financial Times une nouvelle vague d'attaques spéculatives en mars.

Ces derniers jours, c'est le franc belge, resté à l'abri des turbulences monétaires depuis l'automne dernier, qui a été à son tour chahuté. Au printemps de 1990, les autorités monétaires de Bruxelles avaient choisi d'arrêter d'un coup leur monnaie au mark. Pour rendre cet objectif possible, les taux d'intérêt évoluent parallèlement à ceux de la Bundesbank. Or cette semaine, la Banque centrale de Belgique a assisté à un affaiblissement du cours de sa monnaie, en raison de tensions politiques dans le pays, et a été contrainte de relever les taux d'intérêt à court terme jusqu'à 9,30 %, soit nettement au-dessus de ceux de l'Allemagne. Un exemple qui illustre bien l'interdépendance des politiques monétaires en régime de changes pratiquement fixes. Les responsables monétaires français, dont une partie souhaite réduire la marge de fluctua-

tion entre le franc et le mark, surveilleront certainement de très près l'évolution du franc belge ces prochaines semaines.

La lire a pour sa part subi le contre-coup de la crise politique et de la démission de M. Bettino Craxi de la direction du Parti socialiste. De forts courants de vente ont notamment été observés lorsqu'un rumeur concernant l'implication du président du conseil, M. Giuliano Amato, a circulé dans les salles des marchés. Quant à la livre sterling, toujours victime des incertitudes de politique économique, elle est tombée à un nouveau plus bas historique vis-à-vis du mark, à 2,32 DM, et ne valait plus à Paris que 7,83 francs.

Le yen dopé

Le futur gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Eddie George, a reconnu que la forte baisse des taux d'intérêt britanniques avait affecté le sterling. Heureusement, en fin de semaine, le très bon résultat sur le front des prix a contribué à raffermir un peu les cours, d'autant que le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a exclu de nouvelles baisses de taux d'intérêt. La Banque d'Espagne, quant à elle, a ramené en fin de semaine de 13,25 % à 13 % son taux d'intervention à court terme.

Au moment où le ministre des finances du Japon, M. Yōshiro Hayashi, rencontrait pour la première fois son homologue américain, M. Lloyd Bentsen, le yen s'est vivement apprécié sur les marchés des changes, dopé par un certain nombre de déclarations venues des Etats-Unis

et de l'Archipel. Le Japon vient d'achever pour 1992 un excédent commercial record, et les Américains ne cachent pas leur volonté d'obtenir une nette appréciation de son cours afin de ralentir les exportations nipponnes. La préoccupation n'est pas nouvelle, puisque le G7 (Groupe des sept pays les plus industrialisés) a souvent consacré une partie de ses communications à revendiquer une revalorisation de la monnaie japonaise, mais elle prend cette année une nouvelle actualité, compte tenu de la monnaie des tensions commerciales entre les grandes puissances économiques. Les ministres des finances des Sept, qui se réuniront le 27 février à Londres, évoqueront vraisemblablement le sujet. Sensible vis-à-vis du dollar - qui s'est échangé à 119 yens cette semaine, à un yen seulement de son plus bas niveau historique - la hausse de la devise japonaise a aussi été observée à Paris. Vendredi 12 février, 100 yens s'échangeaient à 4,6355 francs contre 4,4825 francs une semaine plus tôt.

Quant au dollar, il n'a pas encore véritablement amorcé le mouvement de hausse tant attendu, notamment en raison des courants d'achat de yens. La réduction des taux d'intérêt allemands est indéniablement profitable au billet vert, mais sur les marchés on attend la présentation officielle du programme économique du président Clinton, lors du discours sur l'état de l'Union, le 17 février. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,38 francs vendredi contre 5,61 francs à la fin de la semaine précédente.

FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 FÉVRIER 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Deutschemark	Franc belge	Florin	Yen
Londres	---	1,4240	7,2590	2,1780	2,3802	2,6420	215,336	---
New-York	1,4340	1,4315	7,2590	2,1780	2,3802	2,6420	215,336	---
Paris	---	---	---	---	---	---	---	---
Zurich	---	---	---	---	---	---	---	---
Francfort	---	---	---	---	---	---	---	---
Breuxelles	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Milan	---	---	---	---	---	---	---	---
Tokyo	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 12 février 1993, 4,6355 F contre 4,4825 F le vendredi 5 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le MATIF en petite forme

Dans la foulée de la baisse surprise des taux directeurs de la Bundesbank, le 4 février, les marchés obligataires ont été pris d'un soudain mouvement d'optimisme. Après des mois d'attente, la baisse des taux d'intérêt allemands paraît véritablement enclenchée. Un soulagement pour le SME et pour les taux d'intérêt de l'Europe tout entière.

Pourtant, les opérateurs n'ont pu s'empêcher d'exprimer leur déception lorsque, à l'occasion de sa prise en pension du 10 février, la Bundesbank n'a que très légèrement réduit, de 8,37 % à 8,50 %, le taux auquel elle approvisionne le marché monétaire. En conséquence, après les gains de la semaine précédente, les opérateurs du MATIF ont plutôt fait grise mine, le contrat nominal échéance mars clôturant le 12 février à 112,92, contre 113,84 huit jours plus tôt. Vendredi, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a d'ailleurs visiblement jugé inutile d'entretenir un trop grand optimisme, en déclarant sur France 2 qu'il ne faut « évidemment pas s'attendre à d'autres modifications importantes [de la politique monétaire], en tout cas dans un avenir prévisible ».

Une telle morosité n'était pas de mise aux Etats-Unis, où l'adjonction trimestrielle du Trésor, pour un montant de 35,7 milliards de dollars, s'est soldée par une nette baisse des taux. Le rendement de l'emprunt phare à trente ans 7 1/8 % s'est établi à son plus bas niveau depuis quinze ans, à 7,20 % contre 7,66 % trois mois plus tôt. Celui des obligations à dix ans s'est établi à 6,33 %, et celui des notes à trois ans à 4,75 % seulement.

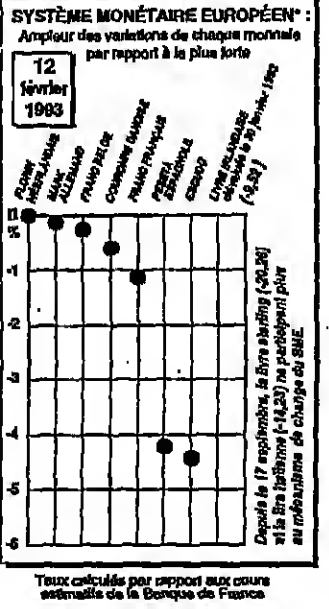
Sur le marché obligataire français, la chute des cours sur le MATIF a un peu alourdi l'atmosphère, d'autant que, dans le compartiment monétaire, le taux au jour le jour avoisine toujours 11,50 %. Toutefois, les grands investisseurs ont correctement géré l'emprunt de 1,5 milliard de francs des Charbonnages de France, dirigé par Indosuez, émis à 8 % nominal et 8,17 % à l'offre, soit

0,40 point au-dessus de l'FOAT (l'emprunt d'Etat à dix ans a terminé la semaine à 7,86 %). Bien que certains souscripteurs n'aient pas trop l'image des Charbonnages, le fait qu'ils soient une émanation de l'Etat, sans toutefois en avoir la garantie, et qu'ils jouissent de la prestigieuse cotation A.A.A., a joué en leur faveur. La Caisse nationale des autoroutes, excellente signature, a levé sans difficulté 2,5 milliards de francs à quinze ans et 8 % nominal (8,21 % à l'offre) sous la conduite de la Société générale et du Crédit commercial de France.

Coup d'arrêt aux sicav monétaires

Selon les calculs d'Europerform, les souscriptions nettes de sicav court terme n'ont atteint que 3,1 milliards de francs en janvier 1993, mois traditionnel de collectes fortes, contre 30,3 milliards de francs en janvier 1992. La chute est très importante. Pour les sicav monétaires, les souscriptions nettes, c'est-à-dire en flux d'argent frais investi dans ce genre de placement, se sont établies à 1,7 milliard de francs seulement, faisant suite à des retraits massifs de 63,7 milliards de francs en décembre dernier.

Quelque chose s'est donc passé sur les sicav monétaires, comme le signale en janvier M. Alain Brownin, directeur général d'Europerform (le Monde daté 31 janvier, 1^{er} février). Ainsi, une très faible partie des capitaux qui avaient quitté le compartiment monétaire à la fin de l'année sont revenus en janvier, contrairement au pronostic émis au début de cet exercice. Certes, l'augmentation de la fiscalité sur ces plus-values de cession par abaissement de moitié du seuil d'exonération de ses plus-values, à partir du 1^{er} janvier, a pu jouer. Mais, en ce cas, les ventes de parts de sicav de fin d'année auraient dû être suivies par des rachats équivalents en début d'année civile. Cela n'a pas été le cas.



Taux calculés par rapport aux cours initiaux de la Banque de France.

Il est donc probable qu'une bonne partie des fonds ainsi libérés sont allés s'investir chez d'autres produits plus rémunérateurs, tels que les certificats de dépôt émis par les banques, dont le montant unitaire est pourtant d'1 million de francs, mais dont la rémunération a atteint 11 %, 12 % et davantage depuis près de deux mois.

A cet égard, le fait que la collecte de janvier ait été négative pour tous les réseaux bancaires français qui ouvrent à la vente ces certificats, et soit restée positive pour les réseaux des caisses d'épargne de l'Eurecail et de La Poste, qui ne les ouvrent pratiquement pas, est révélateur.

Parmi les autres bénéficiaires possibles des retraits de fonds sur les sicav monétaires, on trouve les produits d'épargne longue, surtout les sicav obligataires, les FEP et les contrats d'assurance-vie. Ainsi, en janvier, ces mêmes sicav obligataires ont battu leurs records, les flux nets de souscription ayant atteint un niveau jamais égalé : 6,3 milliards, dont 6 milliards pour les sicav françaises, avec un encours total atteignant 333 milliards (encore moins, il est vrai, par rapport aux 1 249 milliards des sicav court terme, dont 1 047 milliards pour les monétaires).

En revanche, les sicav actions et diversifiées ont encore enregistré plus de rachats que de souscriptions en janvier, avec un solde net de - 2,8 milliards de francs. Outre la désaffection persistante pour les actions, on aura remarqué que la clientèle des épargnants français semble prendre conscience que les taux d'intérêt à court terme sont appelés à baisser et qu'il vaudra de plus en plus intéressant de se porter sur les obligations, dont le rendement ne paraît guère susceptible de baisser beaucoup et dont le cours se valorise lorsque les taux d'intérêt diminuent.

F. L. et F. R.

La fin du voyage de M. Mitterrand en Indochine

A Angkor, les temples et les « casques bleus »

ANGKOR

de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand a terminé vendredi 12 février sa tournée indochinoise par une étape à Siem-Rep. Il y a fait une visite, dans un camp du la Légion, aux « casques bleus » français qui participent aux missions de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge), se faisant expliquer les missions de chacun : aviateurs, démineurs, observateurs, hommes de génie...

Puis il s'est rendu, en compagnie du prince Sihanouk, aux temples d'Angkor - visitant, outre Angkor-Vat, symbole de l'identité du Cambodge, le Bayon et Angkor-Thom. Redécouvert dans la forêt au temps d'une colonisation qui permit au royaume khmer de survivre aux ambitions de ses voisins siamois et annamites, le site d'Angkor a, depuis lors, bénéficié des soins méticuleux de conservateurs issus de l'école française d'Extrême-Orient.

M. Mitterrand a rendu hommage à cette EFEO, qui a l'honneur d'avoir attaché son nom à la restauration d'Angkor (1) - un site qui, de fait, a

beaucoup souffert du temps, des intempéries et de la guerre. Confirmation du regain d'intérêt culturel porté à cette partie du monde : le président avait invité avec lui le nouveau responsable de l'EFEO, le professeur Denys Lombard.

C'est donc un bref hommage à cette longue œuvre, aujourd'hui prolongée en une tentative de contribuer, sous l'égide de l'ONU, à la restauration de la paix au Cambodge, qu'a voulu rendre M. Mitterrand en conclusion de sa visite indochinoise, avant de reprendre l'avion pour Paris et ses batailles politiques. Mais il a aussi rappelé qu'il avait lui-même découvert l'Asie à travers Angkor et le Cambodge, lors de l'Expo coloniale de 1931 : il n'avait alors que quinze ans, c'était sa première « montée » à Paris, et il avait été fortement « attiré » et « fasciné » par la culture khmère.

PATRICE DE BEER

(1) Un *Hommage à Bernard-Philippe Groslier*, qui marqua tellement la restauration d'Angkor, a été publié par les Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, sous la direction de Georges Condominas (377 p., 170 F.).

Après une série d'attentats

Plus de quatre cents arrestations en Egypte au cours d'une opération anti-islamiste

LE CAIRE

de notre correspondant

Le gouvernement égyptien intensifie sa campagne contre les extrémistes musulmans. Ainsi, plus de quatre cents personnes, soupçonnées d'appartenir à des organisations comme Al Djihad ou la Jamaa Islamiya, ont été arrêtées au cours des derniers jours, dont deux cent quatre-vingt-dix dans la seule journée du jeudi 11 février.

La fermeté accrue de la répression est due à une série d'attentats manqués, commis par les intégristes. Des bouteilles incendiaires ont récemment été lancées contre un car de touristes sud-coréens et un véhicule de police au Caire, tandis qu'une bombe explosait à l'arrière d'un bus transportant des touristes allemands en Haute Egypte. Presque tous les auteurs de ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, ont été

arrêtés. Les services de sécurité estiment avoir remporté un premier succès dans leur lutte contre les extrémistes avec la capture de la plupart des chefs d'Al Djihad et de la Jamaa Islamiya. Trois dirigeants intégristes, dont un nouvel « émir » du quartier populaire d'Imbaba, au Caire, viennent d'être arrêtés, ainsi que l'un des assassins de l'écrivain Farag Foda, en fuite depuis neuf mois.

Le président Mubarak vient, d'autre part, de signer un décret en vertu duquel quatorze dossiers concernant des attentats contre des touristes seront transmis à la cour martiale. Répondant que le gouvernement « ne fera pas de quartier avec les terroristes », le roi a implicitement écarté la levée de la loi d'urgence, en vigueur depuis l'assassinat, au mois d'octobre 1981, du président Sadate.

ALEXANDRE BUCCIANI

Dans une simple déclaration à la presse

Le Conseil de sécurité de l'ONU invite Israël à rapatrier les Palestiniens expulsés « aussi vite que possible »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenté, vendredi 12 février, de désamorcer, par une simple déclaration à la presse, le débat sur l'affaire des 400 Palestiniens expulsés vers le sud du Liban. Son président en exercice, M. Ahmed Snoussi (Maroc), s'est adressé aux journalistes, à l'issue d'une réunion de consultations, qui a été suivie d'une rencontre avec l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, M. Gad Yacobi.

« Les membres du Conseil de sécurité prennent note de la décision (d'Israël) de permettre le retour de 101 Palestiniens expulsés », ce qui représente « un pas dans la bonne direction ». Mais ils demandent à l'Etat hébreu d'assurer le rapatriement dans les territoires occupés des quelque 300 autres « aussi vite que possible », a déclaré M. Snoussi. « Les membres du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté, « sont convaincus de la nécessité de poursuivre le processus de paix et appellent toutes les parties concernées à redoubler d'efforts pour

redonner de la vigueur à ce processus ».

Cette déclaration, qui n'a aucun caractère contraignant contrairement à une résolution, met fin à une semaine de discussions au siège des Nations unies en vue de trouver un compromis dans l'affaire des expulsés, à la veille de la tournée que le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, doit entreprendre au Proche-Orient, le 17 février.

L'ambassadeur d'Israël a estimé que l'affaire devait être « maintenue dans l'agenda du Conseil de sécurité ». Parlant au nom de l'OLP, M. Nasser Al-Kidwa a déclaré que les Palestiniens n'étaient « pas parties » à ce qu'il a qualifié « d'arrangement » entre le Conseil de sécurité et Israël, sans que cette position de principe puisse être interprétée comme un rejet formel et catégorique de ce compromis. (AFP)

Les atteintes à la liberté d'expression en Afrique

La presse muselée au Cameroun

Le *Canard Enchaîné* a été interdit, cette semaine, à Douala, parce qu'il publiait un article hostile au président du Cameroun, M. Paul Biya. Depuis six mois, six journaux locaux d'opposition ont été interdits.

Il n'est pas facile, dans certains pays, de vendre des journaux. C'est le cas notamment dans de nombreux pays d'Afrique et, en ce moment, au Cameroun. L'opposition y a frappé, cette semaine, le *Canard Enchaîné*, ne fait qu'illustrer une tendance chronique : il est « été question » en marge des sixième Journées « Presse de France », organisées par les Nouveaux messageries de la presse parisienne (NMPP), qui ont réuni, du 9 au 12 février, à Paris, les responsables des réseaux de distribution de soixante et un pays et cent quarante éditeurs français. Selon un rapport adressé aux NMPP par certains professionnels, les diffuseurs locaux subissent, en effet, de fortes atteintes à la liberté de la presse.

On lit notamment, dans ce docu-

ment : « Est considérée comme presse d'opposition toute revue qui critique les actes ou les hommes du pouvoir, qui réclame trop le changement. (...) Les mesures adoptées pour combattre cette presse d'opposition prennent différentes formes : réécriture à l'imprimerie par une commission départementale, censure partielle ou totale, bastonnade des vendeurs porteurs, garde à vue des vendeurs, retrait des autorisations préalables nécessaires (...). Nos ventes sont passées de 140 millions en janvier 1992 à 54 millions en janvier 1993 (...). Au niveau des forces de l'ordre l'arrestation et le racket sont érigés au rang des procédures normales (...). Les journaux saisis sont rarement conservés mais revendus par les agents véreux des forces de l'ordre, parfois à la moitié du prix normal. Les kiosquiers séquestrés ne doivent leur libération qu'à un prix oscillant entre 30 000 et 60 000 francs CFA (...). Nous vivons donc une fragmentation du réseau de la distribution de presse... » Etc.

J.-B. M.

l'embargo, que celui-ci lui impose depuis trente mois, a rapporté, vendredi 12 février, le quotidien *As Ssoura*. L'Irak attend de ce dialogue « une levée de toutes les formes d'embargo », a dit M. Aziz, qui appelle l'ONU à « traiter l'Irak de la même manière juste et objective ». (AFP)

AFGHANISTAN : près de 5 000 morts depuis avril. - Les trois batailles qui ont eu lieu depuis avril contre les fondamentalistes et gouvernementaux pour la maîtrise de Kaboul ont fait près de 5 000 morts, selon un responsable de la Croix-Rouge (CICR). Les affrontements se sont poursuivis, vendredi 12 février, après la prise de midi. Le Hizb-e-Islami de M. Hakimzadeh a tiré 50 roquettes sur l'enceinte diplomatique de Wazir Akbar Khan. Il y aurait 300 victimes. Les projectiles visaient la résidence du ministre de la défense, le général Massoud. Un incendie était visible sur la colline qui porte l'émetteur de la télévision. Trois unités du CICR ont par ailleurs été atteintes par des roquettes. (AFP)

IRAK : Bagdad veut négocier la levée de l'embargo. - Le vice-premier ministre, M. Tarek Aziz, a informé un émissaire russe, M. Igor Melekhov, du désir de son pays de négocier avec le Conseil de sécurité de l'ONU une levée de

l'embargo, que celui-ci lui impose depuis trente mois, a rapporté, vendredi 12 février, le quotidien *As Ssoura*. L'Irak attend de ce dialogue « une levée de toutes les formes d'embargo », a dit M. Aziz, qui appelle l'ONU à « traiter l'Irak de la même manière juste et objective ». (AFP)

Une étude du BRGM sur le site du *Monde* à Ivry. - A la suite de rumeurs ayant fait état d'une pollution au pyralisme sur le site de l'imprimerie et des bâtiments administratifs du *Monde* à Ivry-sur-Seine (le *Monde* du 29 octobre 1992), une étude des sols et de la nappe phréatique avait été demandée au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières). Les résultats de cette étude confirment que les sous-sols de l'ancienne usine SKF ne recèlent « ni composés organohalogénés volatils, ni cyanures, ni pyralisme ». Quant aux métaux lourds retrouvés dans les échantillons ils ne montrent que des concentrations naturelles sauf en un point, pour le plomb, dont la teneur reste néanmoins très inférieure à un seuil de pollution. Dans la nappe phréatique, on trouve seulement des traces de trichloréthane dont l'origine est extérieure au site occupé par le *Monde*.

A nos lecteurs

La sortie des journaux de la presse parisienne a été retardée vendredi 12 février par un arrêt de travail des ouvriers du Livre CGT. Quoique limité à une heure, cet arrêt a provoqué de graves perturbations dans la distribution du *Monde* daté 13 février.

Cette grève avait pour objet de soutenir le maintien en exploitation de l'imprimerie de presse parisienne IPSN, gérée directement par la Syndicat du Livre et qui est sous administration judiciaire.

Le *Monde* prie ses lecteurs de bien vouloir excuser de la gêne occasionnée par ce mouvement.

Vingt ans de réclusion criminelle pour le viol et le meurtre d'une fillette

Les circonstances atténuantes de Christian Giacchetto

La cour d'assises de la Moselle, présidée par M^{me} Marie-Agnès Mirquet, a condamné, vendredi 12 février, Christian Giacchetto, trente-six ans, à vingt ans de réclusion criminelle. Reconnu coupable du viol et du meurtre de la petite Christelle Burbach, trois ans, commise le 25 février 1989, Giacchetto, considéré par les experts comme un débile moyen, a obtenu les circonstances atténuantes mais, par décision spéciale, la peine sera exécutée avec une période de sûreté élevée aux deux tiers, alors qu'elle est normalement de la moitié.

METZ

de notre envoyé spécial

Pour l'une des premières fois sans doute, une cour d'assises a accordé les circonstances atténuantes à un homme accusé d'avoir commis un crime affreux. Le verdict, il est vrai, a été assorti de cette déclaration : « La cour et le jury réunis expriment le souhait que Christian Giacchetto soit incarcéré dans un établissement pénitentiaire dans lequel il puisse bénéficier des mesures éducatives appropriées que nécessite son état ».

Lue immédiatement après l'arrêt, cette formule, qui n'est pas, elle, une innovation (1), n'a aucune valeur légale en France, contrairement à certains autres pays européens. En Belgique, les cours d'assises disposent de la faculté d'ordonner le placement de l'accusé dans un établissement pénitentiaire où il pourra bénéficier de mesures éducatives appropriées. En Suisse, malgré la disparité des procédures, variables pour chaque canton, il est possible de suspendre la peine pendant le traitement des maladies mentales, et une nouvelle décision peut être prise à l'issue de ce traitement.

Meis Giacchetto n'est pas malade. Il est seulement débile moyen. Aucun texte ne prévoit actuellement l'aménagement de la sanction pour ceux qui supportent un handicap qu'une nouvelle terminologie baptise per euphémisme « déficient mental ». L'article 64 du code pénal ne concerne que le dément, et l'article 122-1, qui vise la démence, est très imprécis : « La personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuro-psychique ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes demeure punissable. » Mais la juridiction tient compte de cette circonstance lorsqu'elle détermine la peine.

Il s'agit là d'un vœu pieux : aucun texte ne précise de quelle façon le cour et le jury de condamner très lourdement. Ainsi, le pluriel des peines assorties d'une période de sûreté de vingt ou trente ans ont été jusqu'ici infligées à des accusés que des experts qualifiaient de manière pessimiste, sans aller jusqu'à constater la démence.

La tentation de la colère

Deux réactions présidentielles de décision : l'une concerne la dangerosité, que les spécialistes évaluent de manière souvent inégalement et qui encourage le jury à la sévérité ; l'autre est la colère face à un crime souvent odieux, qui rend inacceptable la seule idée de circonstances atténuantes. « On a besoin de grands coupables pour les grandes meurtreries », remarque Bernard Kouchner en commentant le procès du meurtrier de la petite Céline Jourdan soumise aux jurés de la Seine à la fin de l'année 1992.

Les jurés de la Moselle ont donc résisté à la tentation d'un verdict inspiré par la colère, malgré les réquisitions de l'avocat général Paul Pascal, qui

avait demandé la réclusion criminelle à perpétuité, avec une période de sûreté de vingt ans. Cette décision reste malgré tout discutable. Si la culpabilité de Giacchetto est devenue une « vérité judiciaire », l'application de la procédure pénale à un déficient mental fait naître de nombreuses questions. A-t-il pu, à chaque instant, comprendre ce qu'on lui disait ? N'était-il pas en position de fragilité encore plus évidente qu'un homme normal face aux policiers et aux magistrats ? Que faut-il penser de ses aveux ? Ses avocats, qui ont eux-mêmes des difficultés de communication avec lui, avaient demandé un test de crédibilité, mais il leur fut répondu qu'il était réservé aux... victimes de viol.

Certes, Giacchetto réagit avec une certaine logique, mais l'admission a permis de constater qu'elle était de courte durée et pouvait parfois s'inverser sans raison apparente, l'amenant à répondre « non » pour confirmer la phrase suivante. La loi et le Cour européen exigent qu'un accusé soit jugé dans une langue qu'il comprend. Cette condition était-elle réalisable ?

Pendant l'audience, le président a été témoin de nombreux efforts pour lui parler, comme à un enfant. Ainal, l'instant où l'accusé doit avoir la parole en dernier a été constamment au regard du grand principe qui justifie cette disposition. « M. Giacchetto ? M. Giacchetto ? Est-ce que vous comprenez ? Ils vont maintenant dire si vous êtes coupable ou innocent. Ils vont se prononcer sur cette grave question... » Giacchetto hoche, prend le micro et récite : « Je suis innocent. »

Un goût d'inachevé

Le sentiment de perplexité est encore renforcé par le montage juridique ayant conduit à faire comparaître les trois hommes présents avec Giacchetto sur les lieux du crime sous la seule accusation de « non-assistance à personne en danger ». Leur attitude à l'audience avait fait naître de sérieux soupçons sur leur rôle exact dans le drame, et il semble encore maintenant bien difficile de savoir qui a fait quoi lorsque l'enfant a été enlevée de la voiture où sa mère l'avait laissée endormie.

En correctionnelle, les peines habituellement infligées pour « s'être abstenu de porter secours » sont généralement accompagnées du sursis. Seul Léonard en bénéficie partiellement, en raison de son état mental, et la cour a prononcé à son égard la même vœu d'assistance éducative que pour Giacchetto. Les cinq ans de prison ferme prononcés contre Labouëbe et Chenevix, libérés depuis trois ans, traduisent la conviction du jury sur un comportement plus grave que la passivité, que la loi ne leur permettait pas de sanctionner plus sévèrement au regard de la qualification juridique retenue.

Malgré la sagesse du jury, la décision laisse un goût amer de procès inachevés, menés certes avec une enquête discutable, qui n'aurait fait apparaître aucune preuve matérielle : convulsions de l'innocence de Giacchetto, M^{me} Liliane Glock, Luc Girard et le bétonnier Guy-Michel Ney ont mené une défense acharnée, et le dossier comprend désormais plus de soixante-quinze « donné acte » des propos tenus à l'audience, même quand il s'agit de ceux de Giacchetto. Dans quelques dizaines d'années, la perméabilité (donc) d'avoir un reflet de ces débats, que le bétonnier Ney résumait en parlant de « procès impossible ».

MAURICE PEYROT

(1) Cette pratique est utilisée depuis longtemps par M. Alain Dubreuil, président de la cour d'assises du Val-d'Oise, notamment lorsqu'il préside la juridiction criminelle des Yvelines.

SOMMAIRE

DATES

Il y a trente ans : l'assassinat de Bagdad du général Cassam... 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie... 3
Italie : M. Berlusconi est élu secrétaire du PSI... 4
L'ex-président malien, Moussa Traoré, condamné à mort... 6
« Loin des capitales » la quinzaine perdue de Chiriqua... 6

POLITIQUE

La préparation des élections législatives : le programme du Front national... 7
« La petite morsure tue la grande », un point de vue de Jean-Claude Boulard... 7
Livres politiques, par André Laurin : « Leçons de jadis et de naguère »... 8

SOCIÉTÉ

Police : M. Jean-Pierre Sanguy quitte la direction de la PJ parisienne... 9
Les suites de l'affaire Trager... 9
En greffant des gènes dans des cellules nerveuses, des chercheurs français franchissent un nouveau pas vers la thérapie génique... 10

CULTURE

Théâtre : les *Fausse Confiance*, de Molière, au Théâtre de Chailly... 11
Musiques : les projets de la Bastille... 11
POINT/le cinéma en France, un malade résistant... 12

ÉCONOMIE

Le moniteur nucléaire est remis en question en Ukraine... 15
Vers la fin de l'interdiction de vente des coquilles de Charente-Merluise... 15
Les Douze se mettent d'accord sur les importations de bananes... 15
Revue des valeurs... 16
Crédits, échanges et grands marchés... 17

HEURES LOCALES

Des services de l'Etat efficaces
Transports parisiens : des ballons pour protéger les bus
Régions : Longwy se convertit aux méthodes du privé
France : la capitale en 280 millions d'images
Dossier : coopération, cap à l'Est
Chutes : Angers, sous la douceur, l'efficacité... 18 à 28

Services

Abonnements... 2
Camé... 14
Météorologie... 14
Mots croisés... 14
Télévision... 14
Spectacles... 13

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté de 19 à 28 et un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 32

Le numéro du « *Monde* » daté 13 février 1993 a été tiré à 458 826 exemplaires.

هكمان الناصر

DES SERVICES DE L'ÉTAT EFFICACES

Il est souvent difficile pour une collectivité ou une entreprise de travailler avec l'Etat. Sur des dossiers sensibles, complexes, comme l'implantation d'une nouvelle usine, la distribution de subventions, l'aménagement du territoire ou la planification de l'environnement, les multiples services publics locaux concernés (préfectures, équipement, agriculture, industrie, travail...) se mobilisent en ordre dispersé. Chacun répond au nom de son pré carré de compétence et on ignore les interventions des autres services. Résultat, les pouvoirs publics agissent dans des délais insoutenables, présentent des solutions approximatives et se retranchent derrière une réelle dilution des responsabilités...

Une « crédibilité » nouvelle

« L'enjeu de cette modernisation est considérable », a affirmé Jean-Claude Aroussseau, préfet de région, « et est améliorant l'efficacité de nos services publics, nous renforçons la capacité d'attraction de notre région vis-à-vis des entreprises créatrices d'emplois ». L'administration régionale a, en effet, pu prouver son efficacité à l'occasion de l'implantation de la fusine Sino-Nord, chargée de fabriquer le futur moscopape réalisé en commun par les grands groupes PSA et Fiat. Installée sur les crissements de Valœcoennoes, Avesoes, Cambrail et Douel, cette usine doit, à l'horizon 1994, employer 3 500 salariés dont 3 000 recrutés localement, comme le stipule la convention signée avec le conseil régional.

Dès la fin de l'année 1989, Bertrand Labarthe, sous-préfet de Valenciennes, a été chargé de coordonner l'action des différents services de l'Etat afin d'aplanir les difficultés qui n'ont pas manqué de se poser. Tous les deux mois depuis lors, il

réunit, en présece des dirigeants de l'usine, les responsables de la diazioe de services publics concernés, des quatre chambres de commerce et d'industrie et des collectivités locales intéressées, afin d'imaginer des solutions « clés en main » aux problèmes soulevés : sélection et formation des candidats locaux à l'embauche, recherche de logements pour le personnel d'encadrement déjà sur place, financement et élargissement de la voie d'accès au chantier, extension de la station d'épuration de Romb...

Fort des résultats de cette opération, le sous-préfet de Valenciennois espère aujourd'hui tirer profit de cette « **crédibilité** » nouvelle de l'Etat en attirant les sous-traitants de l'usine. « **Ce qui, selon ses calculs, représenterait la création de 500 emplois supplémentaires...** »

La réorganisation des services publics de la région s'est aussi traduite par un effort de clarification du rôle des différents échelons administratifs locaux : « Nous devons éviter que le public se demande sans cesse *qui fait quoi* », souligne Jean-Claude Aurousseau. C'est la raison pour laquelle les administrations de l'agriculture et de l'équipement ont décidé de regrouper sous

une seule bannière leurs échelons régionaux et départementaux ; outre l'économie de moyens réalisée, les usagers sont directement aiguillés vers le service compétent, qu'il soit régional ou départemental. Ce souci d'efficacité s'est aussi prévalu dans le rapprochement expérimental des services de l'équipement, de l'agriculture et de la navigation, ces trois administrations présentant des compétences complémentaires dans des domaines aussi stratégiques que l'aménagement du territoire (agrément des plans d'occupation des sols), l'environnement ou l'eau.

Indispensable, cette rationalisation de l'action de l'Etat sur le terrain ne peut toutefois avancer qu'à pas comptés. A chaque fois, elle exige de dépasser les réticences corporatistes des fonctionnaires et de contourner les obstacles générés par le carcan budgétaire. La préfecture de région a, par exemple, mis en place, depuis l'année dernière, un comité régional des aides aux entreprises. Une initiative intéressante destinée à regrouper les décisions d'octroi des multiples subventions nationales ou européennes auxquelles ces dernières peuvent prétendre. Mais l'existence de ce comité n'empêche pas les entreprises de

continuer à déposer autant de dossiers qu'il existe d'instances.

« Au niveau national, le nouveau comité pour la réorganisation et la déconcentration des administrations, inauguré le 3 février par Pierre Bérégovoy, a pour devoir, de la même façon, « identifier les dysfonctionnements de l'État sur le terrain » afin d'élaborer des propositions d'optimisation, focalisées sur les services mieux approchés. Composé de dix hauts fonctionnaires et présidé par Serge Vallemont, qui a conduit la modernisation au ministère de l'équipement, ce comité va d'abord être mis à contribution dans le cadre de la déconcentration engagée par le premier ministre. Il devra ainsi proposer des mesures d'administrations centrales de toutes les tâches d'exécution. « A l'heure où les ministères vont avoir tendance à se débarrasser sur leurs services extérieurs de ce qu'ils ne veulent plus faire, nous devons être, explique Serge Vallemont, de laisser passer la première vague du chamboule-tout. Sans peine d'en tirer l'intérêt.

de notre envoyée spéciale
à Lille
Valérie Devillechabrolle

Le gouvernement, par l'intermédiaire du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), vient de décider que la préparation du schéma directeur de la région de la Seine-et-Marne en France sera poursuivie. Il a demandé au préfet de région de mettre au point une « version révisée » du projet qui tiendra compte des amendements votés par le conseil régional et les huit conseils généraux. Le conseil régional, Paris, les conseils généraux de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise sont à majorité RPR-UDF, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne à majorité communiste.

Ces neuf instances avaient, le mois dernier, émis un avis plus ou moins défavorable sur le projet présenté par le préfet de région (le Monde date 31 janvier - 1^{er} février). Le gouvernement aurait pu alors soit renoncer à tout projet de nouveau schéma directeur pour l'Ile-de-France, soit imposer le texte patiemment élaboré et le « faire passer en force » par voie de décrets. Il a préféré une solution « de conciliation », en cohérence avec ses déclarations selon lesquelles l'avenir de la région capitale ne saurait dépendre, premièrement, de cent jureurs, ni du président du conseil régional, Michel Giraud (RPR), ni de la région elle-même, mais de la population.

Christian Sautter, préfet de région, est donc chargé de préparer pour début mars un texte à coloration juridique qui intègre en partie les amendements des assemblées territoriales. Ce texte pourrait renvoyer en annexe sa proposition initiale de définition de trente-deux zones très précisément chiffrées en matière d'habitat et d'emplois. Il accentuera vraisemblablement la sauvegarde des espaces verts et insistera davantage sur le développement des transports en commun.

Charles Vial

TRANSPORTS PARISIENS

DES BALLONS POUR PROTEGER LES BUS

La RATP a mis en place une politique de prévention pour éviter les incidents sur ses lignes de banlieue

LE visage pâle, visiblement choqué. Le machiniste descend de son bus dans la cour du centre de Gonesse, à Saint-Denis, au nord de Paris. « Ils sont revenus avec une arme et m'ont menacé de mort », raconte-t-il à Michel Faure, le correspondant « prévention et sécurité » du dépôt. D'où partent chaque jour près de deux cents voitures pour desservir dix lignes de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise. Michel Faure reconforte le machiniste et explique : « La veille, un groupe est monté en force dans ce bus pour racketter des collègues. Le machiniste avait pu fuir les agresseurs d'une patrouille de police. Vingt qua-

tre heures plus tard, ils sont revenus... Le chauffeur agressé est retiré de la ligne et des plaintes sont déposées.

Deux écots identiques se sont produits ces dernières années dans la région parisienne, après des lancers de pierres contre les bus, des jets de gaz lacrymogènes à l'intérieur des voitures, des rackets... Michel Faure visualise ces délits avec des drapeaux de couleur différente sur la carte de la zone desservie par les cinquante conducteurs du centre de Gonesse. Il en a placé 82 pendant les neuf premiers mois de 1992. Un bilan qui lui laissait espérer que l'actio mené depuis

trois ans commençait à porter ses fruits. Il y avait eu, en effet, 135 incidents dans cette zone en 1990 et 152 en 1991. L'année aurait pu bien se terminer, mais une brutale poussée de violence a bousculé les statistiques.

Une mésaventure que n'a pas refroidi l'enthousiasme de Michel Faure pour cette tâche qu'il remplit depuis dix-huit mois. Après avoir été machiniste, contrôleur, puis chef de ligne, cet agent de la RATP depuis vingt ans avait hésité avant d'accepter de prendre en charge la prévention et la sécurité au centre de Gonesse. « Avec mes collègues, j'ai d'abord pensé que seule la répression devait

répondre aux agressions. J'estimais qu'il ne fallait pas s'occuper de nos agresseurs. Ils s'en prenaient aux symboles d'une institution qui ne faisait rien à leurs yeux pour améliorer leur situation. En fait, nous n'avions aucune solution ».

Michel Faure avait soucieusement observé la violence des « crues » de la zone des territoires lancés à la fin de 1989 par Christian Blanc, qui a présidé la Régie jusqu'en novembre 1992. La RATP faisait face à une véritable dégradation de la sécurité sur ses lignes. Le service public n'était plus assuré dans des conditions normales. Les grèves de protestation se multipliaient et l'exploitation de certaines lignes devait être suspendue lorsque les machinistes refusaient de se rendre dans les quartiers dangereux. Mais Michel Faure prend vite à ces ses nouvelles fonctions : « A mes collègues ne pouvaient pas continuer à travailler la nuit au ventre ».

Christopa de Chenay
Lire la suite page 23

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

HORS SÉRIE

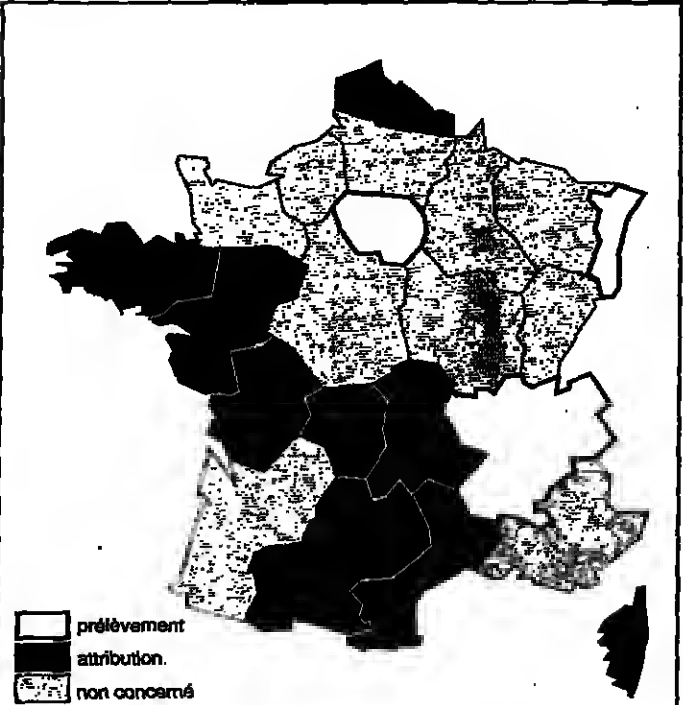
ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de l'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F

REPÈRES

STATISTIQUES



Entraide régionale

Le ministère de l'intérieur vient de faire connaître (Journal officiel du 10 février) les montants des fonds de correction des déséquilibres régionaux pour l'année 1993. Instituée par la loi du 6 février 1992, sur l'administration territoriale, cette mesure prévoit un prélèvement sur les recettes fiscales des régions dites « riches » et une attribution aux régions moins favorisées. Ainsi, en France métropolitaine, l'Île-de-France doit verser 219 220 940 francs sur ses recettes fiscales alors que le Nord-Pas-de-Calais reçoit 39 557 404 francs, deux cas extrêmes sur les onze régions concernées, comme l'illustre la carte.

(Source : DGCL.)

DÉCENTRALISATION

LES PRÉFETS DANS LE MIROIR DE L'IFOP

D'après un sondage, les représentants de l'Etat auprès des collectivités jouissent d'une « bonne image »

MAL aimés, incompris, marginalisés, déclassés, même si depuis les lois de décentralisation son rôle a diminué, ce qui au demeurant est considéré plutôt comme une bonne chose.

La grande majorité des personnes interrogées (88 %) ont du préfet une bonne opinion et le représentant de l'Etat dépasse sur ce plan le député (76 %). Seul le maire le surclasse (93 %). Le préfet est en général un personnage ouvert, facilement accessible, même si les journalistes se montrent plus réservés à ce sujet. Une réserve qui est encore plus marquée lorsque la presse est interrogée sur le rôle des sous-préfets.

Pour en avoir le cœur net, l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur (que préside Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes), a demandé à l'IFOP une enquête sur « l'image du préfet auprès de ses partenaires » dont les conclusions viennent d'être rendues publiques.

Au total ce sont 510 interlocuteurs habituels des préfets qui ont été interrogés à l'automne 1992, dont 170 élus, 108 responsables socio-économiques, des fonctionnaires, des journalistes, des membres des milieux associatifs.

L'Observatoire interrégional du politique (OIP), qui a analysé le travail de l'IFOP,

note que « le préfet est un personnage-clé du département, même si depuis les lois de décentralisation son rôle a diminué, ce qui au demeurant est considéré plutôt comme une bonne chose ».

Les gens qui ont répondu à l'enquête de l'IFOP estiment, pour 46 % d'entre eux, que ces hauts fonctionnaires sont essentiellement des défenseurs du département. Mais 9 % seulement citent en premier son rôle de gardien de la loi, ce qui corrobore, dans une certaine mesure, le constat fait par le rapport du Plan de Martinique Buron selon lequel « le bilan de dix ans de contrôle de la légalité est décevant » (1).

L'insuffisance des moyens dont il dispose est particulièrement soulignée par les chefs d'entreprise. « Des résultats conformes aux doléances mêmes du corps préfectoral et à

Un homme politisé mais impartial

Le préfet ne peut se départir d'une « image politique », sans que cela, toutefois, ait une incidence sur la qualité de ses relations avec ses partenaires. 48 % des personnes interrogées déclarent qu'il est influencé par les partis politiques mais 44 %

sa conviction d'être jugé ainsi par les milieux socio-économiques », ajoute l'OIP.

L'IFOP a aussi posé une série de questions relatives au bilan de l'action des préfets. La satisfaction l'emporte dans six des neuf secteurs retenus : la sécurité des citoyens (66 %), la protection de l'environnement (65 %), le contrôle de l'action des collectivités locales (64 %), la construction des grands équipements publics (63 %) et l'aide à l'insertion des personnes en difficulté (55 %).

La satisfaction est plus partielle s'agissant de son action dans le domaine de l'emploi et de la formation (52 %), l'aide aux entreprises (49 %), et surtout l'immigration (45 %).

Le préfet étant, depuis Bonaparte, un homme (ou une femme, elles sont actuellement quatre, qui dirigent les services des préfetures de la Cantal, de la Meuse, du Haut-Rhin et du Tarn-et-Garonne) souvent éclipsé par la fonction qu'il assume, l'IFOP a eu la bonne idée de poser, in fine, la question suivante : « Voici une liste de symboles. Quel est celui qui résume le mieux la fonction de préfet ? ». 57 personnes interrogées citent en premier la table de réunion. Vient ensuite le drapeau (13), l'uniforme (9), le salon de réception de la préfecture (8), le siège éjectable (7), le gilet (3) et le casque de chantier (1)...

François Grosrichard

(1) « Le Monde Heures locales » daté 7-8 février.

COMMUNICATION

LES LOCALIERS EN CONCLAVE

Le 3^e festival des médias locaux a regroupé à Mame-la-Vallée un millier de participants

C'EST un signe, peut-être le frémissement tant attendu par tous ses promoteurs, acteurs, idéologues et défenseurs, le festival des médias locaux a séduit. Avec plus de 950 inscrits pour la compétition (soit deux fois plus qu'en 1992) et quelque 1 100 participants, boeéré d'une double présence ministérielle (le ministre des affaires sociales et de l'intégration, René Teulade, et le secrétaire d'Etat à la communication, Jean-Noël Jeanneney) et d'une brochure de professionnels parisiens, la troisième édition du festival, qui a eu lieu les 2 et 3 février à Mame-la-Vallée, a prouvé que le local, ou l'information de pays, compte encore de nombreux adeptes.

Cette affluence massive, qu'il était venu constater la bi-rarchie « nationale » (Dominique Alduy pour France 3, Patrick de Carolis pour M6, Jean Maheu pour Radio-France, Geneviève Guibene pour le CSA), témoigne d'abord de la vitalité d'un secteur.

Certes, les télévisions câblées émergent à grand peine, victimes du retard du plan câble (l'Hexagone ne compte aujourd'hui que 1,04 million d'abonnés). Les canaux locaux d'information du câble, dont la mise en place aurait dû être la règle, ne sont plus aujourd'hui que 12. De l'avis général, la publicité télévisée locale, hertzienne ou câblée, ne peut financer qu'une très faible partie d'un budget de plus en plus fréquemment pris en charge par les collectivités locales.

A Mame-la-Vallée, les responsables ont appris du secrétaire d'Etat à la communication qu'il ne saurait être question de « revenir, à court terme, sur l'interdiction de la publicité de distribution faite aux télévisions câblées ».

Mais les signes avant-coureurs d'un « décollage » existent. Carat-TV, filiale télévision de la plus grande centrale d'achat d'espace, a mis en lumière la progression « tant attendue » de l'audience et des parts de marché des « autres télévisions » (1).

« Sans qu'il soit possible de faire la différence entre les chaînes

proposées, on assiste enfin ou décolle tant attendu du câble », note René Saal, directeur des études. Canal J et la chaîne musicale MCM, très prisées, pourraient jouer un rôle de levier sur le taux d'abonnement.

Les autres médias locaux sont en pleine expansion. Derrière les quotidiens régionaux comme Ouest-France, le Voix du Nord ou Sud-Ouest, les radios locales publiques, nées à la fin des années 70, la FM, autorisée en 1981, les télévisions locales hertziennes, lancées à la fin des années 80, et enfin les décrochages régionaux de France 3 et de M6, depuis l'été 1990, témoignent de cette vitalité. Faisant écho aux projets de l'opposition pour l'audiovisuel (le Monde du 9 février), Jean-Noël Jeanneney a souhaité que « les calendriers sur le démontèlement de France 3 soient remis au cimetière des idées ».

Le succès de cette troisième édition témoigne aussi du besoin de conforter, de vive

voix, informations, réussites et difficultés. Les traditionnelles querelles sémantiques entre « local », « de pays » ou « de proximité », qui n'ont pas épargné ce festival, n'ont pas caché l'envie de se retrouver. Des projets communs voient le jour : agences de presse audio, comme Canal A, qui propose depuis novembre dernier aux radios associatives abonnées des programmes mêlant infos et musique ; « magazine interlocal », comme « Via », première émission de télévision coproduite par six chaînes câblées (Canal 40 à Nice, Canal Marseille, C9 télévision Villeurbanne, C9 télévision Saint-André-Lille, TV Renos, Télésonne à Massy).

Les inscriptions à concourir indiquent le besoin de reconnaissance nationale de ces journaux, télévisions, radios et services télématiques nés en ville ou en région, et qui ont souvent le sentiment de travailler « à l'ombre de Paris ». Les quelque 40 000 correspondants de presse écrite que comptent les régions ont notamment des exemples à donner. Les autres disciplines, plus jeunes, ont donc lieu à des jugements nuancés.

Dans le domaine de la radio, le « formatage » des émissions et la professionnalisation des journalistes et techniciens n'ont pas su sauver l'excubante originalité des premières radios locales. Dominique Garin, président de l'association des vidéos de pays, a regretté de son côté que « les télévisions locales n'aient pas encore trouvé leur écriture ». Est-ce pour cette raison que le jury salue les deux meilleurs médias locaux, les jugeant « dignes d'une diffusion nationale » ?

Ariane Chemin

(1) L'année TV 92, étude de Carat-TV, sous la direction de René Saal (3 février 1992).

Besoin d'information centralisée

La tâche n'est pas forcément aisée quand on connaît, rappelle Jérôme Bouvier, fondateur et organisateur de ces rencontres annuelles, « la difficulté historique des médias locaux à sortir de leurs fiefs et de leurs castes ». Malgré les puissants syndicats de la presse ou des radios et le travail d'associations comme l'Association des villes câblées, l'information sur le « local » demeure « parcelaire ». En lançant officiellement son observatoire des médias locaux, Jérôme Bouvier veut répondre quotidiennement à ce besoin

d'information centralisée. Par ailleurs, Jean-Noël Jeanneney, il publie une lettre trimestrielle et jouera un rôle de banque de données « que même la commission de la carte de journaliste, à son niveau, ne sait pas jouer ».

Les inscriptions à concourir indiquent le besoin de reconnaissance nationale de ces journaux, télévisions, radios et services télématiques nés en ville ou en région, et qui ont souvent le sentiment de travailler « à l'ombre de Paris ». Les quelque 40 000 correspondants de presse écrite que comptent les régions ont notamment des exemples à donner. Les autres disciplines, plus jeunes, ont donc lieu à des jugements nuancés.

Dans le domaine de la radio, le « formatage » des émissions et la professionnalisation des journalistes et techniciens n'ont pas su sauver l'excubante originalité des premières radios locales. Dominique Garin, président de l'association des vidéos de pays, a regretté de son côté que « les télévisions locales n'aient pas encore trouvé leur écriture ». Est-ce pour cette raison que le jury salue les deux meilleurs médias locaux, les jugeant « dignes d'une diffusion nationale » ?

Ariane Chemin

(1) L'année TV 92, étude de Carat-TV, sous la direction de René Saal (3 février 1992).

Besoin d'information centralisée

La tâche n'est pas forcément aisée quand on connaît, rappelle Jérôme Bouvier, fondateur et organisateur de ces rencontres annuelles, « la difficulté historique des médias locaux à sortir de leurs fiefs et de leurs castes ». Malgré les puissants syndicats de la presse ou des radios et le travail d'associations comme l'Association des villes câblées, l'information sur le « local » demeure « parcelaire ». En lançant officiellement son observatoire des médias locaux, Jérôme Bouvier veut répondre quotidiennement à ce besoin

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Vendre aux collectivités locales. — La Maison des collectivités locales, société privée qui dirige Christian Julienne, organise un colloque intitulé « Evolution des budgets, vendre aux collectivités locales en 1993 » à Paris, mercredi 24 février. En une journée, bien des questions doivent être évoquées : techniques de vente au secteur public local, connaissance des décideurs locaux, dépenses et recettes des collectivités, marchés publics, délégations et concessions.

► Renseignements au (16-1) 45-35-00-00.

■ Politique de l'eau. — Le Conseil de l'Europe organise un colloque sur la gestion de l'eau par les élus locaux, « Europe bleue », à Limoges, du mercredi 3 au jeudi 5 mars. Adduction d'eau potable, assainissement, négociation des délégations de services à des entreprises privées, intercommunalité, feront l'objet de plusieurs tables rondes.

► Renseignements : Office international de l'eau, rue Edouard-Chamberland, 97065 Limoges cedex.

CONCOURS

■ Prix 1992 de l'aménagement du territoire. — Le Prix 1992 de l'aménagement du territoire et du développement régional vient d'être attribué à André Burguière et Jacques Revel, directeurs d'études à l'Ecnis des hautes études en sciences sociales, pour le tome intitulé « L'espace français de leur Histoire de la France perdue aux éditions du Seuil. Ce prix, créé en 1988 à l'initiative du comité scientifique de la DATAR, récompense cet ouvrage qui montre que la géographie du territoire national « est le produit d'une histoire » et l'héritière de nombreux « passés sédimentés ».

■ Communication. — Pour son cinquième grand prix, CAP'COM, le forum de la communication des institutions, des collectivités locales et des établissements publics, change les règles du jeu. Cette année, les candidats doivent choisir les thèmes avec lesquels ils souhaitent présenter leurs actions de communication : social, économie, environnement, culture, « grandes causes ». Les villes, départements, régions et établissements publics intéressés doivent s'inscrire avant le vendredi 26 mars. Les années précédentes, toutes catégories confondues, c'est la Bretagne qui a été la plus souvent primée. Le palmarès 1993 sera proclamé lors du prochain CAP'COM, qui a lieu à Lyon, du mercredi 12 au vendredi 14 mai.

► Renseignements au (16) 78-62-33-62.

CONTACTS

■ Bureau de l'AMF. — La composition du bureau de l'Association des maires de France (AMF), présidée par Jean-Paul Delavoye (RPR), est composée à parité de 22 membres, a été définie à la fin du mois de janvier. Secrétaire général : Georges Lemoine (PS). Premiers vice-présidents : Marcel Lucotte (UDF) et Michel Chassagne (PS). Vice-présidents « rapprochés » : Jean-Claude Frécon (PS), Dominique Frehaut (PC), Jean-Louis Joseph (PS), Robert Poulade (RPR), François Paur (UDF), Roland Nungesser (RPR). Trésorier : Hubert Falco (UDF), trésorier adjoint : Christian Pleret (PS). Vice-présidents chargés de commissions : Jacques Pelleret, (maj. prés.) : communes rurales ; Rodolphe Pasca (PS) : communes urbaines ; René Régnaud (PS) : éducation, sport et culture ; Denis Merville (RPR) : finances ; Pierre Hérisson (CDS) et Jean Faure (CDS) : administration générale. Secrétaire général adjoint : André-Georges Voisin (RPR), François Gayet (MRG), Jean-Louis Barga (PC), Jean Raynaud (DVD), Michel Chassagne et François Paur ont été chargés de deux groupes de travail portant, respectivement, sur la fiscalité et l'aménagement du territoire.

PUBLICATIONS

■ Décentralisation. — Le rapport du groupe « décentralisation : bilan et perspectives », préparatoire au XI^e Plan, que nous avons présenté dans un précédent numéro (le Monde daté 7-8 février) est publié par la Documentation française et le Maitre.

► 145 p., 120 F, disponible à la Documentation française, 124 rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (16-1) 48-39-56-00.

■ Rectificatif. — Nous avons écrit par erreur (le Monde daté 7-8 février) qu'Alain Rist serait candidat des Verts aux élections législatives dans le Val-de-Marne. C'est en réalité dans le département de la Seine-et-Marne qu'il se présente.

■ Précision. — A la suite de l'article concernant la création d'un nouvel équipement de sports à Neuilly-sur-Marne (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février), le maire de cette commune du département de Seine-Saint-Denis nous précise que, lors du dernier recensement, sa ville comptait 11 % d'étrangers. Les pourcentages que nous avons évoqués pour le quartier des Fauvettes ne semblent donc pas exacts.

Le Nord et la Belgique distingués

Est-ce l'ancienneté de la pratique (les télévisions belges ont entre vingt et trente ans, et Fréquence-Nord, créée en 1980 à Lille, compte parmi les plus âgées des stations locales de Radio-France) ? Le nord de la France, et avec lui la Belgique limitrophe, câblée à près de 80 %, ont largement dominé ce troisième festival. Le Prix du meilleur reportage écrit a été attribué à la série d'articles de Patrick Jenkiewicz consacré à la drogue (« Petites descentes aux paradis artificiels », paru dans la Voix du Nord, tandis que, dans la même catégorie, le Prix de l'avenir, qui couronne chaque année un jeune espoir, revenait à Michèle Petit (ESJ), pour un reportage sur Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise.

Côté images, le Prix de la meilleure télévision locale a été

décerné à Antenne Centre TV (de Houdeng-Aimeries, en Belgique), celui de la meilleure info locale au décrochage régional de France 3 à Lille. Quant aux Prix « meilleurs magazines » locaux, ils ont été remportés, ex aequo, par C9, de Hénin, et Télé M6, de Mons. Cassa copain filme la grève qui a suivi, dans l'usine de pelles hydrauliques Poelain, l'annonce des quatre-vingt-sept licenciements (Régis Dequaker et Fabrice Arquh) Bababobu, de Jacques Duz, a étudié les élèves d'une classe dont les locaux ont été saccagés par l'un d'entre eux.

Ont aussi été primés : le Journal de Saint-Denis (meilleur magazine municipal) ; le Petit Bleu de Lot-et-Garonne (meilleur quotidien local) ; la Manche libre (meilleur hebdomadaire local). Côté radios, Dijon

(Radio-France Bourgogne) s'est distinguée pour l'ensemble de ses programmes. Radio-France-La Rochelle a obtenu le Prix du meilleur magazine (la Pêche rochelaise, de Jean-Marc Gaignard), Fugue FM, à Compiègne, celui de la meilleure info locale. Stéphane Depinoy et Aline Mortamet (CFJ Paris) ont été désignés meilleurs espoirs.

Enfin, l'affiche de Michel Bouvier, réalisée à la demande de la Maison des arts de Créteil pour les Paravents de Jean Genet, a obtenu le premier prix de sa catégorie. Le serveur 3615 Lyon a été désigné comme la meilleure service de télématique locale, tandis que Miditav, conçu par le conseil général de l'Hérault (3614 DEP34), a séduit le jury pour ses « innovations » : des sentiers de grande randonnée, à choisir sur écran.

مكتبة الأمل

RÉGIONS

LORRAINE

LONGWY SE CONVERTIT AUX MÉTHODES DU PRIVÉ

La municipalité socialiste, élue en 1989, distribue des primes individuelles pour limiter l'absentéisme des agents

En plein cœur de Longwy-Bas, l'hôtel de ville, fraîchement repeint en bleu et rose saumon, veut en finir avec la grisaille de la sidérurgie. Cet ancien hôtel thermal orné de frontons néo-classiques semble directement passé de la Belle Époque aux années 90. La municipalité socialiste, issue des urnes après douze ans de règne communiste, est l'auteur de ce ravalement de façade baute-met symbolique. « En colorant l'hôtel de ville, on voulait montrer qu'on pouvait effacer la crise industrielle dans notre ville de Meurthe-et-Moselle », explique le maire, Jean-Paul Durieux (PS).

Lorsqu'il « prend » l'ancienne cité symbole de la sidérurgie, en 1989, c'est l'ensemble de la gestion municipale que Jean-Paul Durieux veut rénover. Longwy se dirige alors doucement sur la voie de la reconversion, mais elle est encore meurtrie par une longue crise. La fermeture des aciéries ainsi que le départ de nombreux habitants ont supprimé ses principales sources de revenus. Le nouveau maire se donne deux ans pour rétablir l'équilibre du budget, déficitaire depuis 1981. Il réduit le train de vie de la cité, donne un tour de vis à l'investissement et limite, tant bien que mal, les dépenses de fonctionnement.

Dans cette ancienne cité communiste, les embauches à caractère social ou politique ont

été légion et le personnel a maigri pas. En 1989, la mairie compte 292 employés pour 15 600 habitants, soit un agent pour 53 personnes, moyenne deux fois plus élevée qu'ailleurs.

Le maire socialiste « se refuse » à employer « la manière forte » pour diminuer les effectifs : il ne veut ni privatiser les services ni confier des agents au centre de gestion, sorte d'ANPE des fonctionnaires territoriaux. Une dizaine de cadres rejoignent volontairement les maires communistes limitrophes. En 1993, la ville emploie encore 270 personnes. Dans les services techniques, certaines tâches ont été mécanisées, et des formations ont permis la polyvalence du personnel technique.

Des notes revues à la baisse

Pour « faire mieux avec moins », le maire a osé s'attaquer au plus répandu des vices : l'absentéisme, qui « atteint » chaque employé 32 jours par an. « Dans une ville qui a souffert, les communaux ne doivent pas être des privilégiés que protège la garantie de l'emploi », estime Jean-Paul Durieux. Pour améliorer le rendement, le maire a introduit un système de primes individuelles.

Cette innovation, importée du secteur privé, est une révolution culturelle dans une mairie de culture communiste. « Il

serait injuste de ne pas récompenser ceux qui se dévouent à la cause du service public », déclare le maire, ancien ingénieur de la sidérurgie et militant CFDT.

Pour mettre en œuvre sa politique, il fait appel à un secrétaire général venu d'ailleurs, qui n'hésite pas à balayer les traditions longoviciennes. L'une des premières réformes de ce fonctionnaire, Pascal Roehrig, consiste à décrocher du mur une immense photographie représentant Longwy illuminée de nuit, par les feux des aciéries. Il ne supporte pas les bouffées de nostalgie de l'âge d'or.

Ce fonctionnaire méticuleux crée un système de rémunération complexe, baptisé « prime de service public » et fondé sur deux critères : la présence et la valeur. Chaque employé, s'il est assidu et travailleur, touche une prime théorique de 900 francs par an. Les tire-au-flanc ou les malades chroniques n'y ont pas droit. Leur prime est distribuée à leurs collègues, qui touchent ainsi un « bonus », pondéré en fonction de leur note. Certains employés peuvent obtenir jusqu'à 2 200 francs.

Nicole fait partie des cinq meilleurs élus ayant eu droit à ce pactole en 1992. Agent administratif de catégorie C, cette secrétaire d'usage quarantaine d'années ne gagne que 5 600 francs net par mois, alors qu'elle répond au standard, accueille les visiteurs et gère le courrier

du service technique. La direction a voulu récompenser sa disponibilité et son caractère serviable.

La prime de service public concerne essentiellement les agents de catégorie C. Le secrétaire général n'aime pas qu'on qualifie d'« usine à gaz » ce système de rémunération compliqué, mais les effets peuvent paraître dérisoires : « Pour les employés communaux, qui ont de très bas salaires, il s'agit d'un plus ». De 600 francs en 1991, la prime est passée à 900 francs en 1992. Elle pourrait grimper à 1 350 francs cette année. En masse budgétaire, elle a représenté une dépense de 220 000 francs en 1992. Et selon le secrétaire général, « l'absentéisme est passé de 9 000 à 8 000 jours par an ».

Une innovation parfaitement légale

Cette innovation-maisonnée, mijotée tout au long de l'année 1991, est parfaitement légale. En effet, la prime de service public de Longwy correspond à l'« enveloppe » spéciale créée par le gouvernement dans son décret interministériel du 6 septembre 1992.

Pourtant, le secrétaire général a longtemps cru que cette rémunération accessoire serait fondée par les statuts de la fonction publique territoriale. Pour la verser, il a mis en place un circuit fort peu orthodoxe au regard de la comptabilité publique. Considérée par le conseil municipal comme une « subvention », la prime a été versée à l'Amicale du personnel communal, qui l'a reversée à l'Association des centres de plein air, qui à son tour l'a reversée aux agents. Une délibération rectificative a rétabli la légalité en mars 1992.

La réforme du maire a

d'abord suscitait un tollé des deux syndicats : la CGT et le « territorial ». Mais elle n'a pas déclenché de grèves. Les représentants du personnel ont obtenu que les congés de maternité ne soient pas concernés par la prime. Ils tentent de faire pareil pour les accidents du travail.

Tout en trouvant « normal » que l'an récompense ceux qui travaillent plus, le représentant de la CGT, Bernard Baulogae, critique les « effets pervers » de la prime sur les employés, « qui viennent désormais travailler même lorsqu'ils sont malades ».

Il rappelle que « ce n'est pas la prime qui crée l'émulation ». Cette réforme s'est accompagnée d'une notation individualisée, plus sévère, avec « seuil éliminatoire » interdisant l'accès aux primes. La moyenne générale des communaux est tombée de 18,5 à 13,8 sur 20. « On a mis fin à une politique complaisante de promotion systématique », explique le maire. « On a responsabilisé les chefs de service, qui ont dû noter leurs agents », ajoute le secrétaire général. Quant à les mettre dans une position peu confortable, Louis, chef d'atelier, en poste dans la mairie depuis vingt-six ans, ne dissimule pas son embarras. En 1991, la direction lui a reproché d'attribuer systématiquement des notes supérieures à 12,5 pour que tous ses ouvriers aient leur prime. Elle l'a obligé à baisser ses notes.

« Je préfère l'automotivation à toutes les notations du monde », assure le maire. Quant au secrétaire général, il rêve d'enlever les pointes horaires. Craignant sans doute qu'on ne lui fasse faire plus que ses 37 heures réglementaires, le personnel s'y oppose.

de notre envoyée spéciale à Longwy
Rafaele Rivais

AQUITAINE Les Pyrénées-Atlantiques au secours des langues basque et béarnaise

Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques, que préside François Bayrou (UDF-CDS), vient de consacrer une partie du budget réservé à la culture à la défense des identités régionales. Pour 1993, les crédits affectés à la culture basque augmentent de 170 %, et ceux pour la culture béarnaise progressent également de 310 %. Aucun des deux pôles n'est oublié, les écoles en langue basque reçoivent des subventions, comme l'équivalent en langue béarnaise.

François Bayrou avait prévu : « Dans un département où survivent deux cultures originales et menacées, notre devoir est de les aider. Je compte aussi sur une plus grande implication de la région Aquitaine, de l'Etat et de l'Europe ». L'Académie royale de la langue basque, « Euskeltzaindia », institution respectable formée depuis soixante-quinze ans de spécialistes de la langue basque, comme elle en perçoit depuis longtemps, du gouvernement basque. Le conseil général a même confié à ces « sages », qui s'expriment habituellement à Bilbao, une étude sur une signalétique bilingue, un sujet des plus délicats à en juger par l'abondance des panneaux babiloniens au bord des routes en Pays basque de France.

Télégestion en zone rurale

Être un département essentiellement rural n'empêche pas le Lot-et-Garonne de miser sur les nouvelles technologies. Le conseil général travaille, depuis plusieurs années, à sensibiliser les maires des petites communes aux outils modernes de télécommunication. Il vient de leur offrir la possibilité de découvrir les performances du télécopieur dans leurs mairies. Poursuivant ses initiatives, le conseil général, en collaboration avec les Chambres consulaires, a décidé l'implantation d'un centre de télégestion à Castelmoron-sur-Lot. Cette unité va mettre un ensemble de services à la portée des petites entreprises, des commerçants, des artisans, des membres de professions libérales. Une fois équipés d'un ordinateur, d'une imprimante laser et d'un télécopieur, ces clients pourront disposer à distance et à un coût attractif, d'un soutien dans les domaines de la gestion, de la comptabilité et du secrétariat. Ce projet bénéficie de financements à la fois du conseil général, de la région, de l'Etat et de la Communauté européenne. Le centre de télégestion devrait ouvrir début mars et créer une quinzaine d'emplois en zone rurale.

PAYS DE LA LOIRE

Concertation entre EDF et la région

La décision de l'entreprise publique de promouvoir l'insertion des lignes électriques dans le paysage, au mois d'août 1992, n'avait pas laissé insensibles les élus de la région des Pays de la Loire, très attachés à la protection des villes et des campagnes du Grand Ouest. Le président Olivier Guichard (RPR), a signé, lundi 25 janvier, avec Jean Augé, délégué régional d'EDF, un accord pour la mise en place de comités régionaux de concertation. Présidés par M. Guichard, ces structures doivent permettre aux élus régionaux d'être mieux associés à l'élaboration de projets envisagés par EDF ou GDF, et de déterminer d'éventuels partenariats. L'objectif est de favoriser la protection des sites mais aussi d'étudier la desserte en gaz de communes rurales, par des canalisations, bien évidemment, souterraines.

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN ENCOURAGE LE TRAVAIL DE PROXIMITÉ

Anciens chômeurs, les salariés d'une régie de quartier veillent à la sécurité nocturne d'une cité HLM

Le premier appel à lieu à 20 h 10, un vendredi ordinaire, en 1989, c'est l'escalier numéro 6 de l'immeuble baptisé « la Banane » n'a plus de lumière, signale un locataire. Dans leur bureau, au rez-de-chaussée de l'immeuble Huysmans, Claude et Karim, correspondants de nuit, evalent une tasse de café avant de sortir sous la pluie fine. Pas de problème, leur tournée commence toujours par « la Banane », le plus ancien des immeubles du Châtelet.

Dans ce quartier des baux de Rouen, sur le plateau dominant le centre-ville et la vallée de la Seine, plus de deux mille personnes vivent dans douze immeubles construits dans les années 60, récemment réhabilités. Seul « la Banane », qui doit ce surnom à sa forme courbe, attend encore. Dans le hall de l'escalier 6, Karim ouvre une porte, actionne un disjoncteur et la lumière revient. « Avant, les locataires auraient attendu au moins une semaine le dépannage... »

Favoriser la réinsertion sociale

Karim et Claude poursuivent leur tournée d'inspection. Entre autres graffitis, sur les murs d'une cage d'escalier, une liste de marques de voitures est régulièrement complétée. Le samedi soir, on descend en ville, on vole une voiture pour rentrer, et après un petit rodéo on la brûle. « Pour ça, on ne peut rien faire d'autre que d'appeler la police », reconnaissent les correspondants de nuit, au grand regret de certains habitants qui voudraient les voir résoudre tous les problèmes.

Chaque nuit, depuis le mois de janvier 1992, ils veillent à la sécurité du quartier, jouant le rôle de médiateurs. Au moindre

problème, incident technique, bagarre, querelle de voisinage ou autre, les locataires s'abstiennent plus à les solliciter. Leur numéro vert, opérationnel tous les soirs, jusqu'à 3 heures du matin, et dès l'après-midi le samedi et le dimanche, est aussi appelé par les services de police ou de secours avant toute intervention sur le quartier.

Organisé à la demande de l'office de HLM Rouen-Habitat, ce service est géré par la régie de quartier des Hauts de Rouen. Les quatre correspondants de nuit font partie des vingt salariés de la régie, tous habitants du quartier.

RHONE-ALPES

UNE MAISON POUR LES CITOYENS

Villeurbanne inaugure un lieu pour aider les habitants dans le maquis de la ville

OUVERTE depuis un peu plus d'une semaine, la Maison du citoyen de Villeurbanne connaît une agitation de bon augure. Trente à quarante personnes en semaine, près d'une centaine le premier samedi. Des gens de tous âges, de toutes conditions, venus, pour une part, par curiosité mais beaucoup aussi par souci de s'approprier cet équipement nouveau mis à leur disposition (1).

Pourtant, le pari n'est toujours pas gagné. Qu'est-ce qu'une Maison du citoyen, précisément ? Dans les sphères de l'Etat ou dans les collectivités locales attachées, comme Villeurbanne, au développement de la démocratie locale, les responsables ont tendance à livrer une définition creuse : ce n'est pas une mairie annexe, pas un centre social nou-

velle manière, pas davantage une maison de jeunes ou de personnes âgées revue et corrigée, pas non plus une agence de l'emploi ou un centre d'accueil de chômeurs, car ces fonctions ont déjà un toit.

Il s'agit d'un lieu chaleureux, si possible, géré par des citoyens pour des citoyens (2). Un lieu d'échange d'idées, de partage de savoirs, de confrontation des expériences. Et ça marche, semble-t-il. « Ce qui m'étonne, explique Catherine Lesaffre, une Lyonnaise de trente-trois ans dont la candidature a été retenue parmi cent cinquante dossiers, c'est que les gens utilisent « leur » maison comme on avait envie qu'ils le fassent ». En huit jours, deux cent quatre-vingt propositions de « coups de main » ont été déposées. Elles vont classées avec

soin : les « recherches » d'un côté, les « propositions » de l'autre.

Un citoyen-marcheur en quête de partenaires pour des randonnées pédestres a pris ainsi l'initiative de téléphoner aux autres demandeurs. Résultat : ils se réuniront ce week-end pour exprimer leurs souhaits, peut-être pour mettre en route un projet. De même pour les joueurs d'échecs qui devaient tester leurs adversaires ce samedi. Au lendemain de l'ouverture, le 31 janvier, la maison a participé le ministre de la ville, les animateurs de la Maison ont aussi vu débarquer, avec surprise et émotion, trois petits de la commune : « Voilà, on a entendu Tapie dire qu'on pouvait venir faire nos devoirs... » La démarche n'était pas téléguisée. Tous les soirs, depuis, les trois gamins, âgés de six à huit ans, débattent leur cartable sur une table du coin « bistrot », juste à côté du bureau de Catherine Lesaffre. « Ils restent une heure, sans rien demander à personne, puis ils s'en vont ».

Bien sûr, se sont présentés aussi des citoyens-chômeurs et des citoyens-mal-logés, repartis sans boulot, sans toit et avec leurs (dés)illusions. La Maison du citoyen n'offre ni travail ni logement. Avec les deux appels du

contingent qui assurent une sorte de service civil, et, ultérieurement avec le renfort d'un documentaliste, elle propose seulement une assistance : des pistes pour aller plus vite frapper à la bonne porte. A la fois office du tourisme pour maquis urbain, chalet d'accueil pour habitants perdus et auberge espagnole où chacun est prié d'apporter ses idées et son énergie, la « villa de la démocratie locale » pourrait bien se révéler un catalyseur de la solidarité.

de notre bureau régional à Lyon
Bernard Elie

(1) Le financement des investissements a été pris en charge par l'Etat (2 millions de francs pour l'acquisition de cette villa de 340 mètres carrés), la ville de Villeurbanne (0,40 million de francs), la Caisse des dépôts (3,6 millions de francs de prêts). Le budget annuel de fonctionnement s'élève à 500 000 francs (Etat : 300 000, Villeurbanne : 200 000).

(2) La Maison du citoyen est administrée par un conseil de vingt membres répartis dans quatre collèges : citoyens-fondateurs ; citoyens-actifs ; élus de Villeurbanne ; représentants des associations. Le bureau ne peut être constitué qu'avec des élus des deux premiers collèges.

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Au sommaire du numéro de février 1993

PARAIT LE 10 DE CHAQUE MOIS
FÉVRIER 1993

Le Monde des DEBATS

Le Monde

PUBLI-MENSUEL - PUBLI-FRANÇAIS - PUBLI-PARIS

ÉDITORIAL

Rapport de quelques chiffres avancés avec toute la prudence nécessaire. Les combats entre Serbes et Croates ont fait quelque 10 000 morts, dont 5 000 sont dénombrés en Bosnie-Herzégovine, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés et des victimes du « nettoyage ethnique » ; 26 « casques bleus » ont été tués ; parmi eux, 11 Français.

Depuis plus d'un an et demi, l'Europe se trouve face à la guerre : guerre - ce n'est pas la seule - qui se développe aux confins immédiats de la Communauté et que celle-ci, même avec l'aide de l'ONU, s'est montrée, jusqu'à ce jour, incapable d'arrêter.

Cette impuissance a des explications politiques, anciennes et plus récentes. Elle illustre surtout l'absence de désarmement dans lequel la guerre et la question de savoir s'il faut et si l'on peut répondre à la guerre par la guerre plongent nos consciences d'Occidentaux.

Une réponse : il est impossible, pour l'Europe de tuer des innocents, de décider d'en tuer d'autres. La seule voie ouverte reste celle de la négociation, de l'inlassable négociation.

Position forte mais intenable, dira-t-on, car, si la négociation échoue, pourrions-nous indéfiniment camper sur ce pieu moral ? La guerre à la guerre donc, mais en sachant que cette guerre, telle que la conçoivent nos stratégies modernes et que nous l'imaginons, le fléau des années 90 sera la plus rapide qui soit. Le combat « rétrograde » qui nous est opposé, à l'exception de celui du Golfe, ne fait pas de victimes parmi les « combattants » mais d'innombrables « civils ».

C'est la guerre par procuration, dans laquelle est délégué à la machine, si possible pilotée par d'autres, le soin de faire ce que l'on n'a pas le courage de faire soi-même. A l'image de l'époque.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

L'Europe face à la guerre

pages 2 à 6



La Russie de l'an II

Baisser les taux d'intérêt

Art contemporain : création ou imposture

L'EUROPE FACE A LA GUERRE

La Communauté européenne se montre incapable depuis près de deux ans de rétablir la paix dans l'ancienne Yougoslavie. Comment s'explique cette impuissance ? L'analyse du général Jean SALVAN.

Les Européens sont-ils condamnés à suivre les Américains, à n'envisager d'actions militaires qu'à l'intérieur de l'OTAN ? Peut-on concevoir une armée européenne dont les Allemands seraient définitivement exclus ? Les réponses des experts : le Français Pascal BONIFACE, l'Allemand Lothar RUEHL.

Peut-on imaginer une guerre qui ne ferait aucun mort du côté des intervenants ? A-t-on le droit de tuer des innocents pour en sauver d'autres ? Les réflexions du général Claude LE BORGNE, du philosophe Marcel CONCHE, du psychanalyste Daniel SIBONY.

LA RUSSIE DE L'AN II

Un an après la fin de l'URSS, la Russie cherche encore sa voie et a du mal à s'alléger de ses anciennes lourdeurs. Un entretien entre l'historienne Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, le diplomate russe Youri ROUBINSKI et notre spécialiste Michel TATU.

BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

La diminution du prix du crédit paraît s'imposer pour relancer l'économie. Mesure nécessaire : est-elle suffisante ? Les points de vue de deux économistes : Christian DE BOISSIEU et Maurice BASLÉ.

ART CONTEMPORAIN : CRÉATION OU IMPOSTURE

Les excès des avant-gardes ont-ils définitivement ruiné la réputation des artistes d'aujourd'hui ? Jean-Philippe DOMEQUE et Philippe DAGEN, deux critiques d'art, vident leur querelle, Olivier SALVATORI raconte l'histoire de cette nouvelle bataille des Anciens et des Modernes.

EN VENTE EN KIOSQUE
LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

ABONNEZ-VOUS 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F, SOIT 18 % de RÉDUCTION

Oui, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction. Pour les abonnements et l'étranger nous consulter au 49-60-32-90, pour les ventes en nombre au 49-60-32-68

Nom Prénom
Adresse Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

☐ Carte Amex n°

Bon à renvoyer à :

Expire fin
Expire fin

Date et signature obligatoires :

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615, LEMONDE code ABO

مكتبة العالم

PARIS

LA CAPITALE EN 260 MILLIONS D'IMAGES

Jeune institution, mal connue mais sans équivalent la Vidéotheque est la mémoire filmée d'une métropole

Durant deux jours la Vidéotheque de Paris vient d'ouvrir ses portes aux curieux. Sans bourse d'élit, des centaines de personnes ont pu visiter cette étrange caverne plongée dans la pénombre, nichée au creux du nouveau Forum des Halles. Singulière situation que celle de cet établissement municipal unique, fréquenté par les spécialistes, quelques groupes de collégiens et des fans de cinéma, mais encore peu connu des Parisiens.

Sans doute son emplacement y est-il pour quelque chose. La Vidéotheque a été logée dans les tréfonds de béton de l'ancien «trou des Halles». Pour les non-initiés, ses accès tiennent du labyrinthe et se situent, où se réfugient les sautoirs, sont reboutés. Le parc océanique Cousteau, situé tout à côté, a souffert de cette situation avant de sombrer. Les nouveaux dirigeants de la Vidéotheque n'ont pas les mêmes soucis de rentabilité, mais du fonds de leur caveau, ils sentent le besoin de se faire mieux connaître, d'émerger.

L'entreprise le mérite. L'idée en revient au poète Pierre Emmanuel, ancien patron de l'Institut national audiovisuel, et ami de Jacques Chirac. Le XX^e siècle, pensait-il, sera marqué par deux phénomènes : la naissance des mégalogies et l'émergence de l'audiovisuel. La conjonction des deux est une vidéotheque qui ras-

semblerait et conserverait tous les films concernant une grande ville ; une mémoire en images de l'évolution urbaine. Paris, ville chérie des cinéastes, est un site idéal pour une telle institution. Durant l'été 1980 le poète réussit à convaincre le maire de se lancer dans l'aventure.

Les premières bandes des frères Lumière datant de 1895, il fallait reconstituer un siècle d'archives. Et, contrairement à l'édification, la production cinématographique n'est soumise à aucune obligation de dépôt légal. C'est pourquoi il s'est écoulé presque huit ans entre la décision de créer une « Vidéotheque de Paris » et son ouverture au public, en 1988. Le temps de constituer un fonds minimum qui comprenait alors 2 500 titres.

Équipe de tournage

La chasse à l'image continue. Jean-Marie Thomas, qui en est chargé, épluche les catalogues, prospecte les réserves d'actualités et surveille les productions télévisées. Il a découvert un trésor. Dans les caves de Gaumont à Bois-d'Arcy (Yvelines), dorment des milliers de bobines de nitrate couvrant la période 1895-1975. Il faut les visionner, extraire les séquences qui concernent la capitale, identifier les lieux, les per-

sonnages et les événements, faire des copies et des fiches, puis transposer le tout sur cassettes vidéo pour que l'ensemble devienne consultable. Les 160 heures de documents Gaumont disponibles à la Vidéotheque ont nécessité cinq ans de travail.

Chaque semaine l'équipe de Jean-Marie Thomas visionne les bandes ramassées par les « chasseurs ». Au début, elle se réjouissait quatre sur cinq, aujourd'hui une sur deux. Tous les genres sont admis : fiction, documentaire, actualité, téléfilms, tournage d'amateurs, bandes publicitaires - à condition qu'ils apportent quelque chose à la connaissance de la capitale et de sa région. Les films eux-mêmes ne sont pas achetés mais seulement le droit de les projeter, de manière non commerciale, pendant dix ans. Au-delà il faut renégocier.

Glaner chez les autres ne suffit pas. La Vidéotheque possède sa propre équipe de tournage. Celle-ci suit l'évolution des grands chantiers, réalise des interviews de « témoins » - comme Kurt Hinzmann, directeur de la télévision allemande à Paris durant la dernière guerre - et filme Paris au jour le jour. Sous cette rubrique figurent 48 conférences de presse de Jacques Chirac durant son mandat 1983-1989. Cette série, malheureusement interrompue, doit passionner les historiens qui

pourront y analyser *in vivo* le *modus operandi* du pouvoir municipal chiracien.

Le fonds de la Vidéotheque continue à s'accroître de 400 films par an représentant 300 heures de programmes. Il renferme aujourd'hui 4 600 titres offrant 3 000 heures ou encore 260 millions d'images. Si la fiction n'y figure que pour 25 % des titres, elle occupe 60 % du métrage. Dans la partie documentaire il a fallu faire des impasses. Par exemple sur les sciences et les techniques, dont les images sont déjà stockées par la médiathèque de La Villette.

La seconde mission de la Vidéotheque est évidemment de mettre ses trésors à la disposition du public. Une salle de consultation équipée de 43 écrans individuels et de fauteuils à écouteurs y pourvoit. Grâce à un clavier permettant de dialoguer avec l'ordinateur réagissant tout cela, le « client » peut obtenir en deux minutes la bande qui l'intéresse.

De l'autre côté d'une baie vitrée, il aperçoit les deux robots magasiniers allant quérir dans les rayonnages le titre demandé. Une fois, le film enclenché, un baltier de commande peut l'arrêter, l'écarter, le faire revenir en arrière. Un instrument de travail dont profitent les professionnels et des dizaines de chercheurs.

Une mission initiale à respecter

Cinq salles de projection pouvant recevoir de 25 à 300 spectateurs sont nichées dans les entrailles de l'établissement. Elles ont reçu l'an dernier 25 000 écoliers, collégiens et lycéens venus avec leurs maîtres travailler sur images. Des séries de projections destinées au grand public et centrées sur un thème, comme « Paris vu par les Américains »

programmé au mois de janvier, sont aussi organisées. Actuellement, a lieu une opération similaire intitulée « Le théâtre à l'écran » : 120 films sur « les planches ».

La Vidéotheque est une maison qui « tourne » avec 60 employés et un budget annuel de 42 millions de francs, assuré à 86 % par des subventions municipales. Ses portillons électroniques ont enregistré l'an passé 225 000 entrées (à 22 francs). Mais la majorité des clients semble constituée de jeunes cinéphiles qui viennent revoir des classiques comme *Pierrot le fou*, *A bout de souffle* ou *Le Père Noël est une ordure*. « Nous ne sommes pas là pour doubler la Cinémaèque française », affirme le directeur Jean-Jacques Aillagon. En effet, la Vidéotheque ne se justifie que si elle respecte sa mission initiale et son originalité : suivre par l'image l'évolution de la capitale. Sinon elle risque de devenir la 328^e salle obscure de Paris. Et la meilleure marche, puisque subventionnée...

Marc Ambroise-Rendu

(1) Après avoir été présidée par Jacques Chirac durant dix ans, puis par son adjointe à la culture, Françoise de Pannafieu, la Vidéotheque l'est aujourd'hui par un professionnel : Pierre Tchernaïa. Son directeur est Jean-Jacques Aillagon. Parmi les nouveautés 1993 : un catalogue présentant les 4 600 titres du fonds, l'exploitation des actualités Gaumont 1895-1910, une revue d'information trimestrielle, des tournages dans les ateliers d'artistes, des ateliers choisis en images pour les scolaires, deux lieux de consultation extérieurs (lycée Turgot et Halle Saint-Pierre), l'aménagement de l'accueil du public, une nocturne par semaine et des événements pour les couples. Vidéotheque de Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Grande Galerie. Tél. : (16-1) 40-26-34-30.

POLLUTION

ÉPURER LA SEINE ET SES AFFLUENTS

L'État, la région et les départements vont investir 10 milliards pour l'eau

LES Franciliens vont être gâtés. Surmontant tout antagonisme politique, le président du conseil régional d'Ile-de-France, Michel Giraud (RPR), et le préfet représentant le conseil d'administration de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, Christian Sautter, ont signé lundi 8 février un accord « historique » qui les engage à dépenser au total 10 milliards de francs en cinq ans pour nettoyer les cours d'eau d'Ile-de-France. L'agence de l'eau accordera 4 milliards de subventions et 2 milliards de prêts à taux bonifiés aux maîtres d'ouvrage. La région offrira 2 milliards de subventions et les huit départements se cotiseront pour verser encore 2 milliards.

Pourquoi cet effort sans précédent ? Comme l'a rappelé le directeur de l'Agence Seine-Normandie, Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, les cours usés d'Ile-de-France ne sont encore épurés qu'à environ 40 %. En effet, si 60 % des eaux usées sont recueillies dans le réseau des égouts, les stations d'épuration n'en traitent que 70 %. Soit parce qu'elles fonctionnent mal, soit parce qu'elles subissent des à-coups dans leur approvisionnement (notamment avec les orages ou les fortes pluies), qui les obligent à déverser une partie des eaux recueillies directement au fleuve, sans traitement. « Notre objectif, précise Pierre-Frédéric Ténière-Buchot, c'est de parvenir à 60 % d'assainissement effectif d'ici à 2005. Moins cela coûtera très cher. »

Les élus parisiens, dans un premier temps, avaient cru pouvoir nettoyer l'eau de la Seine sans s'occuper du reste. « C'était une erreur, avoue Didier Julia, vice-président du conseil régional. Pour dépolluer la Seine, il faut s'occuper aussi de ses affluents, de tout ce qui draine les eaux du bassin. » C'est ainsi qu'a été lancée l'opération « Marne pollution

zéro » avec trois départements, une cinquantaine d'entreprises riveraines et les associations. Les communes ont été aidées à 80 % et une usine d'épuration avec traitement des nitrates a vu le jour à Saint-Thibault-des-Vignes (Seine-et-Marne). Pour que le fleuve Seine coule propre en Ile-de-France, il faut nettoyer d'abord l'Yvette, l'Orge, l'Yvette, la Bièvre, l'Essonne, la Mauldre et tous ces petits affluents un peu oubliés. Les milliards du contrat serviront en priorité à financer trois grands projets. Tout d'abord, le plus ambitieux, la station d'épuration de Colombes (Hauts-de-Seine). Ayant renoncé à agrandir la déjà trop grande station d'Achères (Yvelines), l'agence préfère construire une installation complètement nouvelle (plus de 2 milliards de francs), qui sera capable d'épurer à 100 % - y compris les nitrates et les phosphates - les eaux usées d'un million d'habitants de Paris et des Hauts-de-Seine. Sa mise en service est prévue pour la fin 1997.

Une autre station d'épuration sera construite à Bonneuil-en-France (Val-d'Oise), en bordure des pistes de l'aéroport de Bourget. Pour 400 millions de francs, l'installation traitera (en 1995) les eaux usées de 300 000 habitants de l'est du Val-d'Oise. Enfin, une nouvelle station sera édiflée à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) pour traiter les rejets des 120 000 habitants de l'agglomération de Melun. A ces projets d'envergure s'ajoutent les travaux de routine - trop souvent oubliés - comme le curage du lit des rivières et l'entretien des berges. Et un effort tout particulier sera déployé pour la collecte ou le stockage des eaux pluviales, afin de régulariser l'approvisionnement des usines chargées de les épurer.

Roger Cans

TRANSPORTS PARISIENS

DES BALLONS POUR PROTEGER LES BUS

Suite de la page 19

La répression ne constitue qu'un volet de la politique menée par la RATP avec tous les partenaires concernés par la moutarde de l'insécurité. La poursuite de la délinquance a été forte en Ile-de-France ces dernières années. La Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont connu des augmentations du nombre des délits en 1991.

Cette violence a évidemment atteint lycées et collèges. La collaboration de Michel Faure avec les responsables du collège Gustave Courbet de Pierrefitte, situé à quelques centaines de mètres du dépôt de Saint-Denis, est, à cet égard, exemplaire.

Collaboration avec les collèges

Christian Deleris, principal depuis la rentrée, a retrouvé, après quatre ans d'absence, la Seine-Saint-Denis dans une situation qu'il juge explosive : « Violence, paupérisation ; tout o empiré ». Il a rencontré Michel Faure par l'intermédiaire d'un inspecteur de police. « Nous étions tous d'accord : la prévention est le seul moyen d'éviter un drame ».

En quelques semaines, les responsables du collège mettent en place, avec le RATP, une panoplie d'activités. Un club d'arts martiaux va accueillir soixante élèves ; le professeur est un machiniste bénévole. Des discussions entre agents de la RATP et élèves s'instaurent au cours de journées « portes ouvertes ». Des visites du dépôt de Gonesse sont organisées et un professeur de sciences présente le réseau et le fonctionnement de la RATP aux élèves, enfin l'établissement participe au concours photos « Vingt-quatre heures dans la ville », qui a mobilisé des milliers de participants à travers l'Ile-de-France et vient de faire l'objet d'une exposition dans la station du RER Châtelet-Les Halles. Bientôt une convention sera signée entre le collège et la RATP ; des élèves pourront

effectuer des stages dans les bureaux de la Régie ; un ciné-club, une bibliothèque, des locaux et des cours seront ouverts aux agents du centre de Gonesse. « Cette collaboration est exemplaire », estime Daniel Bioton (PC), maire de Pierrefitte, enseignant lui-même, qui met à la disposition des établissements scolaires et de la RATP ses animateurs sociaux. « Tout le monde trouve intérêt à la prévention. Nous avons à lutter contre le racket, contre la drogue, et toutes les institutions doivent travailler ensemble ».

Rien d'étonnant donc à ce que les portes de tous les services du commissariat d'Epinaï soient grandes ouvertes pour Michel Faure. « On ne peut travailler seuls dans ces banlieues », explique James Rose, le nouveau commissaire principal d'Epinaï. « Les jeunes ont le même attitude de révolte face à nos agents et face aux conducteurs de bus. Il est donc normal que nous agissions ensemble, en cas d'incident pour intervenir et ensuite, pour tancer les plus jeunes, ou réprimer les récidivistes ». Michel Faure reçoit également l'appui des élus des dix-neuf communes de son secteur.

« Dissiper les malentendus »

La mairie de Sarcelles a demandé aux animateurs de quartiers de permettre des rencontres informelles entre les groupes délégués et les machinistes. « Le dialogue permet de dissiper les malentendus. Comment voulez-vous agresser quelqu'un que vous connaissez. »

Ces actions en Seine-Saint-Denis sont à l'image de engagement de la prévention de la Régie depuis trois ans. Gérard d'Andrea, commissaire divisionnaire, a été chargé en novembre 1989 de mettre en place le comité de prévention et de sécurité de la RATP. Dès février 1990, il organise dans le quartier des Bosquets à Montfermeil une réunion publique où se pressent trois cents personnes. « Les

jeunes participants se plaignaient de n'avoir aucun moyen à leur disposition pour s'occuper. Nous leur avons fourni des ballons, proposé des bus pour organiser des matchs de football ».

Au printemps 1990, le comité organise le concours « Transportez-vous vers l'an 2000 ». Dans tous les établissements scolaires d'Ile-de-France, quarante mille élèves imaginent la vie dans le métro, le bus et le RER dans dix ans.

L'hiver suivant, l'affrontement entre des bandes d'Argenteuil et de Montfermeil est l'occasion pour M. d'Andrea d'organiser entre elles un match de football. C'est le début du championnat inter-cités, cinquante-huit quartiers s'affrontent sportivement en 1991 et 1992, avant le finale au Parc des Princes, prêt pour l'occasion par la Ville de Paris. Les bus transportent les joueurs d'une ville à l'autre ; la Régie organise la compétition, fixe les règles, fournit les prix.

Diminution du nombre des incidents

En 1992, le premier Tour de l'Ile-de-France VTT (vélo tout terrain) réunit six cents personnes sur les chemins de la région et permet une saine émulation entre trente-cinq équipes. « C'est le temps du dernier de chaque équipe qui sert de base au classement ; cela privilégie la solidarité sur l'individualité », explique M. d'Andrea. « Nous cherchons aussi à faire de ces jeunes de véritables citoyens conscients de leurs responsabilités dans la société ».

La RATP n'en finit pas de monter des opérations dans les banlieues : tournois de basket de rue, ouverture de bases de loisirs pendant les vacances. La régie participe aussi à la formation et à l'emploi en créant des filières. Le 16 janvier à la Sorbonne huit cents jeunes délégués des banlieues se sont réunis pour évoquer le citoyenneté.

Le bilan de ces actions est jugé positif par les responsables de la société puisque, selon eux, la prévention a permis de diminuer d'un quart le nombre des incidents sur les lignes en trois ans. Les agents travaillent dans de meilleures conditions et le service est assuré. En quelques mois l'image de la RATP s'est améliorée.

Christophe de Chenay

ENVIRONNEMENT

Chasse aux lapins dans la cimatière d'Evry

Les lapins pullulent dans la cimatière d'Evry. Ils creusent leurs terriers dans les fosses, gambèdent sans vergogne entre les sépultures et surtout se régalaient des fleurs abondantes. Les ravages se multipliant, les plaintes ont fini par s'accumuler à la mairie, où l'on s'est interrogé sur la façon de se débarrasser de ces animaux sans les tuer. A la demande de Jacques Guyard (PS), maire de la commune, les services techniques municipaux ont trouvé une parade connue des chasseurs : le furet.

« Coco », un furet domestique, est entré en scène en janvier. Son travail est simple, il pénètre dans les terriers, et les lapins, pour lui échapper, aèrent tête baissée dans la bourse tendue par le chasseur à la sortie du tunnel. Les lapins capturés sont vaccinés contre la myxomatose et relâchés dans le sud du département. « Coco » a déjà 90 lapins à son tableau de chasse. Devant ce bilan encourageant, la mairie a décidé de lâcher d'autres furets pour s'attaquer aux lapins qui campent aux abords de la ligne de chemin de fer, autour de la préfecture et la long de la coulée verte qui relie le centre-ville au quartier du Parc-aux-Lèvres.

ENTRAIDE

Une toque pour les sans-abri

Macarons au basilic, osso bucco, crème à l'italienne tel est le menu, mitonné par le chef Pascal Foyat et sa brigade, qui a été servi samedi 6 février à 600 déshérités abrités pour la nuit au refuge de l'œuvre de La Mère de pain, dans le treizième arrondissement. Cette opération alliant bienfaisance, gastronomie et méditation était en réalité un appel lancé par l'association pour recruter de nouveaux bénévoles et une aide financière supplémentaire.

Fondée en 1887, La Mère de pain (1) est l'une des plus importantes organisations charitables de Paris. Elle gère un foyer de jeunes travailleurs, un club sportif de 1 600 adhérents, une école de musique à un centre d'hébergement accueillent durant les nuits d'hiver jusqu'à 600 hommes sans domicile fixe. Elle fonctionne grâce aux subventions de la ville, aux dons privés et au travail de jeunes bénévoles. Pour faire face à l'afflux croissant des sans-abri, l'association a décidé d'accroître son silence et de tendre, à son tour, la main.

(1) La Mère de pain, 18 rue Charles-Fourier, 75013 Paris. Tél. (16-1) 47-90-83-50.

CIRCULATION

Casse-tête à Montmartre

Bien que les cars de tourisme soient interdits de stationnement sur la Butte, les Montmartrois sont excédés par le va-et-vient des mastodontes dont le nombre va croissant. Mais comment, sans tuer la tourisme, les empêcher d'accéder aux alentours du Sacré-Cœur ? L'ancien hôpital Bretonneau, situé sur la pente ouest, pourrait être transformé en parking de bus. Resterait vingt minutes d'escalade à pied, difficiles à imposer aux groupes composés de gens âgés.

Laissé les cars sur le boulevard de Rochechouart, au sud, et inciter leurs passagers à emprunter la funiculaire n'est guère envisageable non plus, car cela reviendrait à bloquer une grande artère. La casse-tête des cars de tourisme dans Paris atteint ici son paroxysme. Les élus du dix-huitième arrondissement et la direction de l'aménagement urbain ont décidé de faire appel à un bureau d'études privé.

BASSE-NORMANDIE

Les Américains se souviennent

Pour commémorer le cinquantenaire du débarquement allié du 6 juin 1944 sur les côtes normandes, les Américains proposent d'ériger un « Mur de la liberté » à Caen, à proximité du musée Mémorial pour la paix. Le président de la Fondation de la bataille de Normandie, Anthony Stout, vient de lancer, à New-York, le coup d'envoi d'une vaste souscription publique aux États-Unis destinée à construire ce monument.

Y seront gravés les noms des Américains morts ou vivants qui ont contribué à libérer l'Europe en 1944. Entre 250 000 à 500 000 noms doivent figurer sur cette construction, dont l'inauguration est prévue le 4 juin 1994.

D'un coût de 15 millions de dollars, la « Mur de la liberté » se présentera sous la forme d'une succession de murs de plusieurs mètres de long. Chaque Américain qui voudra inscrire le nom d'un parent ou d'un ami devra verser 40 dollars.

HAUTE-NORMANDIE

Essais concluants à Rouen pour le diester

Les 190 autobus des Transports en commun de l'agglomération rouennaise (TCAR) vont être alimentés au diester, a indiqué Laurent Fabius (PS), président du SIVOM de l'agglomération de Rouen. Cette décision fait suite aux conclusions positives de l'expérience menée avec cinq autobus du réseau qui ont fonctionné pendant une année entière au diester. Selon les techniciens de la société Shell et les motoristes de Renault, le bilan écologique est favorable et il n'y a pas eu d'effets négatifs sur les moteurs. Les essais ont été effectués en comparaison avec cinq autobus identiques roulant sur la même ligne avec une alimentation gas-oil ordinaire. La poursuite de l'expérience représente un surcoût de 10 % par rapport au prix des carburants diesel ordinaires. Renault, qui équipe le parc de véhicules, a accepté de garantir les moteurs dans les conditions habituelles. La mise au régime diester des autobus se fera progressivement dans les semaines à venir. Le TCAR s'approvisionnera d'une façon indépendante en carburant pétrolier et est déjà en mesure d'effectuer le mélange allemand, afin de pouvoir choisir librement ses fournisseurs.

PICARDIE

Un cru municipal à Laon

La municipalité de Laon a décidé de planter une vigne pour ranimer avec une culture qui a longtemps appartenu à son patrimoine. Le Centre communal d'action sociale a choisi une colline de 1 hectare, du quartier de Semilly, pour planter une centaine de pieds. Au printemps, quatre cents pieds supplémentaires les rejoindront. Cette renaissance modeste permet à la ville de montrer que le vin n'est pas seulement cultivé dans le sud du département de l'Aisne, sous l'appellation de champagne.

Au XII^e siècle, les vignes produisaient 82 000 hectolitres, dont le moitié de ce vin rouge était exporté vers les Flandres, avant que les épidémies du XIX^e ne ruinant les producteurs. Ces considérations historiques se sont ajoutées, pour la municipalité, à la volonté de faire travailler des jeunes en contrat emploi-solidarité. Pendant un mois, trois stagiaires ont préparé le terrain, puis mis en terre des plants de chardonnay. Les premières vendanges sont prévues pour 1996. Offert quelquefois aux rois lors de leur sacre à Reims, le cru laonnais sera désormais servi aux élus et aux visiteurs lors de vins d'honneur.

COOPÉRATION : CAP A L'EST

L'« ingénierie démocratique » a remplacé l'aide humanitaire dans les actions décentralisées vers les ex-pays communistes

ENVOI de matériel et échanges de techniciens, visites croisées, colloques, installation d'antennes économiques... Depuis le grand élan de l'automne 1989, la coopération entre les villes et régions françaises et leur homologues des ex-pays de l'Est se développe régulièrement. Toutefois, à l'image de l'inventaire établi en 1991 par le délégué pour l'action extérieure des collectivités locales (ministère des affaires étrangères), le préfet Hubert Perrot, toute tentative de recensement est malaisée. Les relations Ouest-Est pesaient pour 20 % dans la coopération décentralisée.

C'est la construction européenne et non la fin des régimes communistes, qui a poussé les collectivités à transformer et moderniser leurs coopérations internationales, tissées des réseaux d'échanges à haute teneur économique, universitaire ou technologique. Pour cela, elles ont fait appel à des professionnels et édicté de vraies stratégies. L'ère des voyages banquet-majoritaires favorisant la paix entre les peuples est bien révolue.

Grenoble a choisi le thème de l'eau pour aider une ville hongroise

Reconnu à embauché un chargé de mission, Amine Amari, en 1991, « J'ai été recruté pour les affaires européennes, mais finalement les dossiers concernent davantage l'Est », témoigne-t-il. Soucieuse de clarté, la ville distingue les partenariats à large vocation - qu'il s'agisse d'un « jumelage » actif avec Brno (République tchèque) ou d'un « accord de coopération » avec Poznan (Pologne), - des liaisons plus ponctuelles, avec la « ville amie » Sibiu (Roumanie), sur le thème de l'action sanitaire, ou d'un nouveau jumelage, avec Alma-Ata (Kazakhstan).

« Les Allemands, les Italiens ou encore les Anglais aident beaucoup sur le plan financier

ou en apportant du matériel, alors que les Français ont plutôt une approche de savoir-faire », note Georges Dupuis, chargé de mission pour les affaires internationales à la direction générale des collectivités locales (DGCL). Les Français disposent beaucoup de la formation et sauraient résister aux incessantes demandes de photocopies ou télécopieurs.

« Le fonctionnement de notre démocratie locale intéresse tout particulièrement ces pays. Nous aussi, nous avons un système très centralisé », remarque encore Georges Dupuis. Souvent consulté, il a travaillé récemment sur le cas de la Bulgarie. Doté de neuf régions et trois cent soixante-dix communes, le pays envisage un échelon supplémentaire. Des problèmes de moyens, et de beaux débats sur l'émiettement communal en perspective, leur a prédit l'expert français.

L'apprentissage de cette « ingénierie démocratique » inclut la gestion des services publics : eau, transports, traitement des ordures, politique foncière, santé... Cherchant à aller au plus urgent et au plus utile à tous, en valorisant un savoir-faire acquis en Amérique latine, avec Cités unies (Fédération mondiale des cités unies et villes jumelées), Grenoble a choisi de travailler sur le thème de l'eau avec Pecs, ville hongroise avec laquelle elle commerce depuis dix ans. Des techniciens grenoblois ont expertisé le réseau sur place, puis des Hongrois sont venus en stage. Sur ces bases, les villes pourront établir un programme futur. L'opération se chiffre déjà à près d'un million, sans compter les salaires.

Chargé de mission aux relations internationales de la ville, Alain Lucas adopte un profil bas. « La ville n'est pas une organisation humanitaire, dit-il. Mieux vaut nous concentrer sur un unique partenaire, et ne pas chercher à faire trop grand. » Un discours que ne renierait pas Georges Dupuis, sceptique sur les grandes ambitions affichées parfois, notamment les formations à l'économie mixte. « Il faut procéder par étapes. C'est tout notre système que nous voudrions exporter à des gens à peine formés. » Prudence aussi

sur la capacité des nouveaux venus à intégrer les concepts occidentaux : pour preuve, Georges Dupuis évoque ce Hongrois qui, à la fin d'un stage, lui a demandé ce qu'était une collectivité locale.

A l'opposé, certaines opérations revêtent un caractère humanitaire. Les campagnes en faveur de la Roumanie, relayées par la Roumanie, l'Arménie, ou encore à destination de la Russie, sont plus ponctuelles dans le temps... Ou alors elles précèdent le mouvement, comme en Pologne, où, dès les débuts de Solidarnosc, convois et colis français affluaient.

Autre trait marquant de la coopération décentralisée française : son émiettement total, ce qui la distingue de encore de ses voisins. La Pologne fait toutefois exception, pour des raisons d'antériorité historique. Première nation à s'émanciper, elle a bénéficié d'un traitement à part. Dès le mois d'octobre 1989, à l'initiative de François Mitterrand, était créée la Fondation France-Pologne, pour coordonner les actions des pouvoirs publics, nationaux ou locaux, susciter ou encourager les coopérations. Souci de spécialisation et de coordination : selon Georges Dupuis, la Pologne serait le « creuset de la coopération ».

Une douzaine de collectivités seraient en contact avec Saint-Petersbourg

Pour les autres pays, il existe une unique structure, la Mission interministérielle pour l'Europe centrale et orientale (MICECO). Créée au printemps 1990 sous l'autorité d'Elisabeth Guigou, alors conseillère du président de la République, la MICECO a consacré 4 millions de francs aux collectivités locales en 1992, soit un peu moins que l'année précédente.

Pour Pierre Viaux, secrétaire général de la mission, les initiatives locales n'ont pas été légion. Il précise toutefois qu'elles ne constituent pas la



priorité de la MICECO, et que cette dernière ne connaît que ceux qui la sollicitent. Chacun agit donc de son côté, emmenant éventuellement dans son sillage chambres de commerce, universités, entreprises et clubs comme le Rotary.

Les grandes villes et les régions se montrent, bien sûr, les plus actives. Mais le facteur géographique est essentiel. Selon Georges Dupuis, les Bretons et les gens du Nord arrivent largement en tête, toutes destinations confondues. Pour la seule Pologne, les foyers de solidarité se situent dans les régions d'immigration polonaise (Nord, Lorraine, Saône-et-Loire), dans les provinces catholiques (Bretagne, Anjou, Vendée, secteur de Lyon) ou encore dans les zones de fort syndicalisme (mouvements agricoles, CFDT).

Le faible des Français pour la Pologne ne s'est pas démenti. Vient ensuite les Hongrois, les Tchèques et les Slovaques, « des gens dynamiques, qui savent où ils veulent aller et ont besoin de l'Ouest... mais préfèrent les Allemands, plus rigou-

reux », d'après Georges Dupuis. Quant aux Roumains et aux Bulgares, les collectivités ne leur prêtent guère attention, après un élan humanitaire aujourd'hui essoufflé.

Restent les nations de l'ex-URSS, plus lointaines, moins avouées, embourbées dans des réformes économiques. Les coopérations y sont plus rares et difficiles, même à Saint-Petersbourg a suscité l'engouement. Le Havre, Lyon, Nantes, Nîmes et même la petite ville de Mazingarbe (Pas-de-Calais)... au total une douzaine de collectivités seraient en contact avec la cité de Pierre le Grand.

Les relations avec des villes russes posent aussi le problème de l'héritage. En général, les nouveaux responsables de l'Est ont rejeté les anciens jumelages. Mais pas toujours : Pétrograd maintient avec Jaroslavl cité historique proche de Moscou, des liens établis par l'ancienne municipalité gaulliste et l'association locale France-URSS, aujourd'hui dissoute. L'affaire est délicate, explique l'adjoint à la culture, Jean-Pierre Border, car on ne voit pas d'un très bon œil de nouveaux entrepreneurs, opportunistes ou spéculateurs, s'imposer dans les listes d'initi-

tes... La rupture de liens anciens a également touché l'association Cités unies, partenaire traditionnel des collectivités locales en matière de jumelage. Modernisée depuis la décentralisation forte d'une grande expérience de coopération, elle a dû élaborer une nouvelle stratégie. Coordonnateur pour l'Europe centrale et orientale, Hervé Afrine en donne les grandes orientations : ne pas se disperser, s'inscrire dans des réseaux peu exploités par les autres, associer « sans complexes » villes et entreprises dans des formations à la gestion des services publics, opérer de façon pragmatique et surtout concrète.

Théoriquement, les relations extérieures des collectivités locales doivent être conformes aux règlements et accords internationaux. Toute délibération à ce sujet doit l'être être transmise ou précisée dans le cadre du contrôle de légalité. « Il n'y a pas eu d'annulations de délibérations à ma connaissance », indique Georges Dupuis. Toutefois, on ne peut donner des engagements de prudence.

Villes et départements n'ont pas attendu la loi du 6 février 1992 pour agir sur le plan international, alors que seules les régions étaient auparavant « autorisées à demander l'autorisation de le faire »...

Hélène Giraud

Imbroglia communautaire

Les enveloppes communautaires prévues pour les pays de l'Est sont destinées soit aux États (programme Phéar), soit aux entreprises (BERD), soit enfin aux collectivités locales. Mais, dans ce cas, elles doivent transiter par l'intermédiaire du programme ECOS, du Fonds européen de développement économique régional (FEDER), dont le gestionnaire est le Conauei des communes et régions d'Europe (CCRE).

Près de 5 millions d'euros sont ainsi destinés, sur trois ans (1992 à 1994), aux échanges d'expériences entre villes. Au prix d'une gymnastique un peu absurde : pour pouvoir postuler, la ville candidate doit s'associer à une troisième partenaire, élue dans une région communautaire en retard de développement (premier objectif du FEDER).

Exemple de dossier déposé : la petite ville de Cadenet, dans le Vaucluse, se proposait de travailler sur le thème du paysage avec Győr (Hongrie). Elle a donc monté un programme avec deux autres partenaires, situés dans les zones à développer par la Communauté, la Crète et l'ex-Allemagne de l'Est.

La logique de ces « triangulaires » laisse rêveur... « Cela multiplie les frais et les tracas,

juge Alain Lucas à Grenoble. En réalité, sous la pression des pays du Sud, la CEE a donné un coup de franc brutal à ce type de financement, sans oser le dire. » Nombreux sont ceux qui doutent de l'avenir de telles opérations.

Mais le programme ECOS permet au CCRE d'élargir sa vocation. Organisme représentatif des collectivités locales au Conseil de l'Europe, le CCRE a avancé ses pions à l'Est. « Pour vérifier si les pays postulant respectent les conditions requises en matière de démocratie et d'autonomie locales », explique Sargé Mérona, le représentant français. Fort de cette position de poste avancé en quelque sorte, le CCRE cherche les organisations représentatives, multiplie les contacts, et saisit très vite les besoins. De là à postuler pour gérer un fonds communautaire, le pas était vite franchi.

L'apparition de ce nouveau « concurrent » a fait réagir l'association Cités unies, elle aussi décidée à se mobiliser pour gérer un fonds communautaire. Pour « être un lobby et avoir une clientèle », selon certains. Des contacts s'approfondissent avec les responsables du programme Ouverture.

H. G.

Le creuset polonais

Le président de la Fondation France-Pologne, Jacques de Chalendar, a la rigueur d'un chef militaire. Derrière son bureau, une vaste carte de la Pologne, marquée de grands rondes et d'inscriptions au feutre : les circonscriptions, ou voïvodies, déjà « prises en charge » par une collectivité française sont donc aisément repérables. Ici, les principes sont clairs : pas de double emploi, des « mariages » aussi pertinents que possible, respectant les affinités géographiques (pour les régions littorales par exemple) et, surtout, une exigence de sérieux et de pérennité. La fondation a bénéficié de 30 millions de francs annuels jusqu'ici.

Dès 1989, le gouvernement polonais a mis sur la démocratie locale et a donné la priorité à la coopération décentralisée, explique le président de la fondation. A l'époque, le coup d'envoi lancé avec la DGCL avait été fort remarqué : six cent quarante candidats aux premières élections municipales polonaises avaient été accueillis et formés et tous avaient été élus. Une nouvelle opération a été organisée en mai 1992, sur le thème de la gestion des services publics, avec deux cent cinquante maires polonais.

Pionnière, l'île-et-Vilaine illustre l'ampleur et la montée

H. G.

هكمان النخيل

HEURES LOCALES
REGARDS

DÉBAT

DÉVELOPPEMENT DE L'ILE-DE-FRANCE : FRANCILIEN N'EST PAS PARISIEN

par Philippe et Jean-Marc Benoit

Quarante-cinq ans après *Paris et le désert français*, le développement de l'Île-de-France doit-il être nécessairement perçu comme une menace pour le reste de la France ? C'est en tout cas le sentiment que pourrait éprouver aujourd'hui un Parisien qui assisterait aux débats et controverses que suscitent les projets à long terme de la région capitale.

Cette mise en cause permanente de la légitimité même d'un aménagement de l'Île-de-France repose d'abord sur une redoutable confusion, celle de l'Île-de-France avec sa ville centre, Paris.

Trente années de développement de l'Île-de-France ne sont pas trente années de renforcement de Paris en Île-de-France mais bien l'inverse. Il y a trente ans, près d'un Francilien sur trois était parisien ; aujourd'hui, à peine un sur cinq. De 1975 à 1990, Paris a perdu 9 % de ses emplois tandis que la seconde couronne (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) en gagnait 33 %. L'implantation du grand commerce a elle-même connu une évolution rapide : aujourd'hui, la grande distribution est d'abord implantée en seconde couronne (53 %) ou en première couronne (29 %) avant le centre de l'agglomération (18 %).

Le développement de l'Île-de-France, c'est aussi la mutation de son schéma des transports et la mise en cause du statut exorbitant de Paris dans ce domaine. Le contournement de Paris, à l'œuvre en matière routière comme ferroviaire, permet enfin une première rupture, économiquement viable, avec les traditionnels réseaux en étoile. La logique de contournement du centre parisien par les transports franciliens franchira une étape dans deux ans avec la gare d'intercon-

nexion TGV-avion-RER de Roissy. Mais dès aujourd'hui, grâce à la même stratégie d'aménagement, le Nantais gagne deux heures pour relier Lyon par TGV. Et les premiers tronçons de l'autoroute Francilienne raccourcissent déjà les distances pour de nombreuses liaisons interrégionales.

Le développement de l'Île-de-France, c'est encore l'émergence de nouveaux pôles qui nuencent l'hégémonie antérieure de la capitale sur sa région. Les cinq villes nouvelles, ainsi que des pôles spécialisés tels que le Défense ou Meseys-Secay, accélèrent l'avènement d'une métropole multipolaire, d'un maillage du territoire francilien en prise avec les pôles plus lointains que constituent les « villes traits d'union » (Meaux, Etampes, Rambouillet, Mantes, etc.) et, au-delà des frontières régionales, les « villes à une heure de Paris » (Reims, Orléans, Amiens, Rouen...).

Un atout dans la compétition européenne

Ainsi, le développement de l'Île-de-France constitue la première force de remise en cause de l'hyperconcentration parisienne si souvent dénoncée dans ce pays. Ce n'est pas la moindre des contributions franciliennes à l'aménagement du territoire national.

Mais il y a plus. L'énergie de la région capitale tout entière, s'appuyant sur la puissance politique et culturelle de son cœur historique, apparaît de plus en plus comme l'un des premiers atouts français dans la compétition européenne, voire mondiale.

L'Île-de-France, par son organisation moderne tout autant que par sa seule puissance, est à l'évidence une chance pour la France, à laquelle elle assure un

rang prééminent dans la grande confrontation des métropoles européennes. Dans cette rivalité avec Londres, la Ruhr ou la Lombardie, le mariage du rayonnement historique et culturel de Paris avec le dynamisme contemporain multipolaire fait de la mégapole francilienne un modèle d'agglomération plutôt enviable outre-Rhin, outre-Meuse ou de l'autre côté des Alpes.

A l'heure où le gigantesque chantier de reconquête des docks londoniens débouche sur une impasse financière, économique et sociale — euprès de laquelle notre crise de l'immobilier s'apparente à un simple ralentissement conjoncturel — le duel de l'Île-de-France avec le Grand Londres paraît brutalement tourner à l'avantage de la première. Qui soutiendra qu'il n'y a pas là une victoire de la modernisation accordée et souvent volontariste de notre région capitale, mais aussi un accroissement du potentiel français tout entier au sein du marché unique ?

Les liens qui, peu à peu, se renforcent entre les huit régions du « Grand Bassin parisien », attestent de la prise de conscience de l'étout francilien dont dispose notre pays, en même temps d'ailleurs que de la nécessité de voir plus large que les découpages institutionnels et administratifs en vigueur.

Parce qu'il s'appuie sur le dynamisme des pôles périphériques de la métropole, et non plus comme avant sur le renforcement infini de son centre, le développement de l'Île-de-France contemporaine, quelle que soient ses insuffisances et au-delà des sujets importants de controverse du moment, est d'abord une chance pour tout le pays.

► Philippe et Jean-Marc Benoit sont les auteurs, avec François Bellenger et Bruno Merzloff, de *Paris 1995, le grand desserrement* (éditions Romilart).

COURRIER

Les aveugles au musée

J'ai lu avec plaisir et intérêt l'article intitulé « Nice s'adapte aux aveugles », dans la rubrique Heures locales (*Le Monde* daté 24-25 janvier). La direction des Musées de France s'emploie depuis longtemps déjà à rendre les musées accessibles aux personnes handicapées. C'est dans ce cadre que nous avons créé en 1989 et en 1990 un concours « Ouvrir les musées aux déficients visuels ». Pour ce faire nous avions comme partenaires l'Association Valentin Haüy et la Fondation de France (coorganisateurs et financeurs à part égale). Dans l'article de Jean Verdier, il semble que la Fondation de France a été oubliée.

CLAUDE GILBERT
Direction des musées de France

Le refus du SDAU

Les fervents d'un authentique aménagement du territoire et d'un urbanisme humain ne peuvent qu'être enchantés par le refus du SDAU de l'Île-de-France par les associations de protection du patrimoine bâti, de la nature et de l'environnement (*Le Monde* daté 17-18 janvier). De nombreux Parisiens souffrent depuis de longues années d'un développement aberrant de l'Île-de-France. La mise en garde préliminaire de J.-F. Gravier dans *Paris et le désert français*, publié en 1947, n'a pas servi à grand-chose.

Les autorités régionales et départementales semblent se réveiller. C'est bien tard. Avec l'Etat, qu'il soit gouverné par la droite ou la gauche, elles sont coupables de ces erreurs de jugement qui ont été, pour n'en citer que quelques-unes, la création de villes nouvelles trop proches de l'aimant parisien, le mitage continu de magnifiques terroirs agri-

coles, la primauté donnée aux bureaux et à la voiture individuelle, l'implantation d'Euro Disney à 30 kilomètres de Paris.

Le gigantisme à l'américaine continue à obséder nos planificateurs. On prévoit un trafic de 80 millions de passagers à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, quand le moindre bon sens voudrait qu'une grande partie en soit détournée vers des régions qui ont besoin de se développer, du côté de Toulouse, d'Arras ou de Nancy, sur les tracés actuels ou futurs du TGV.

MAURICE BART
Paris

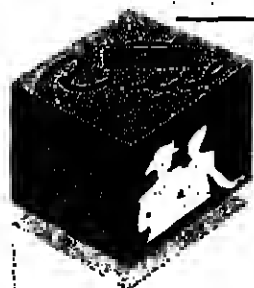
Le chantier de Trébeurden

Tous ceux qui demeurent enivrés par la Bretagne en général et les Côtes-d'Armor en particulier ne peuvent qu'être profondément consternés par la récente décision de la municipalité de Trébeurden d'achever, à son compte, les travaux de mise en eau profonde de son port qui avaient dû être interrompus il y a quelques mois (*Le Monde* daté 31 janvier-1^{er} février). C'est, de toute évidence, un projet mégalomane qui, incité par un affarisme intempestif, n'a pas la moindre chance de s'avérer rentable et va irrémédiablement défigurer un fort beau paysage.

Quant à la décision, clairement exprimée, de financer ce chantier en lui affectant une partie des indemnités gagnées à l'occasion du procès qui fit suite à la marée noire occasionnée, en mars 1978, par l'échouage de l'*Amoco Cadiz* sur un récif près de Port-sall (Finistère-Nord), elle est littéralement abusive car ce sont ces coûts qui reviennent, incontestablement, non pas à aller de mal en pis, comme on dit aujourd'hui, mais de pis en pis, comme l'on disait anciennement.

FRANÇOIS BARADEZ
Ville-d'Avray

OFFRES D'EMPLOIS



67.000 HABITANTS - BANLIEUE OUEST - RER 15 MN DE L'ETOILE • RECRUTE

REDACTEUR OU ATTACHE

Vos principales missions seront :
- de gérer les dossiers d'assurance scolaire
- et d'organiser :
- les sorties pédagogiques ou animations prévues par le Ville
- le ramassage scolaire
- les Noël dans les écoles maternelles
- diverses manifestations avec le personnel enseignant.

* Vous êtes titulaire d'un Bac et avez des compétences en bureautique. Dynamique, organisée(e), vous possédez le sens des responsabilités et de réelles capacités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo à :
M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Rueil-Malmaison,
13 bd du Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU TERRITOIRE DE BELFORT RECRUTE POUR SA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT UN CHARGÉ D'ÉTUDES MILIEU NATUREL

Au sein du service de l'environnement, ce personnel sera chargé de conduire la politique départementale de protection et de valorisation des espaces naturels.

- Vos missions :**
- définition des secteurs d'intervention, élaboration des dossiers et études correspondantes ;
- définition, suivi des études à mener, plans de gestion ;
- suivi des zones de préemption départementales ;
- négociations avec les partenaires publics et privés (particuliers, associations, communes, administrations...);
- gestion administrative, réglementaire et technique de chacun des dossiers ;
- suivi des dossiers d'aménagement intégrant des problèmes d'environnement dans lesquels le département est impliqué.

- Votre profil :**
- bac + 4 minimum ;
- spécialités : gestion du milieu naturel et ou aménagement du territoire.

Vous êtes dynamique, autonome et rigoureux. Vos aptitudes à la bureautique et vos compétences en écologie générale sont affirmées.

- Votre rémunération :**
- Dans la limite de 140 000 F brut/an.

Merci d'adresser votre candidature assortie d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Président du conseil général
Hôtel du département-Place de la Révolution-Française
90020 BELFORT CEDEX



LILLE GRAND PALAIS

recrute un

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

pour son ZENITH

Ouverture prévue : été 1994

Recruté par LILLE GRAND PALAIS, le Directeur aura la responsabilité de la programmation, des contacts avec les producteurs et tourneurs et de l'accueil technique des spectacles. Il participera au comité de coordination des événements culturels lillois.

Le candidat devra justifier d'une bonne connaissance du milieu de la production artistique française et étrangère organisatrice de tournées et aussi d'une bonne expérience d'exploitant de salle.

Comme tous les cadres de LILLE GRAND PALAIS, le candidat évoluera dans un contexte international où la pratique de l'anglais est indispensable.

La candidature retenue sera soumise pour agrément au Ministère de la Culture après avis des professionnels.

Les candidatures manuscrites et accompagnées de CV détaillés doivent être envoyées à :

LILLE GRAND PALAIS. M. Patrick MARNOT, Directeur Général
48, rue des Canoniers - 59800 LILLE

Date limite de réception : 15 MARS 1993

STRUCTURE INTERCOMMUNALE D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPANSION RECRUTE, EN VUE DU RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE D'UN BASSIN D'EMPLOI DE 50 000 HABITANTS

SON CHARGÉ DE MISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Missions essentielles :**
Marketing de la structure ;
Prospection et recherche d'entreprises et d'investisseurs aux plans national et international.

- Profil :**
De formation bac + 4/5, supérieur de commerce, il ou elle peut justifier d'expériences réussies dans des projets de développement. Pratique anglaise et/ou allemande indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à :
M. le Président, Syndicat d'Aménagement Vitry-Marolles,
3, rue de l'Arquebuse, 51300 Vitry-le-François. Fax: 26-74-54-88.

